



## **RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES**

# **SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE GUADELOUPE (COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT) (Département de Guadeloupe)**

Exercices 2021 et suivants

Le présent document a été délibéré par la chambre le 4 septembre 2025

## TABLE DES MATIÈRES

|   |           |
|---|-----------|
| <b>SYNTHÈSE.....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>RECOMMANDATIONS.....</b>   | <b>7</b>  |
| <b>PROCÉDURE.....</b>   | <b>8</b>  |
| <b>1 LE SMGEAG DOIT RENFORCER L'ORGANISATION DE SA<br/>COMPÉTENCE D'ASSAINISSEMENT .....</b>  | <b>9</b>  |
| 1.1 Présentation et enjeux.....   | 9         |
| 1.1.1 Définition et acteurs de l'assainissement .....   | 9         |
| 1.1.1.1 La définition de l'assainissement .....   | 9         |
| 1.1.1.2 Les acteurs autres que le SMGEAG en matière d'assainissement .....  | 11        |
| 1.1.2 Les enjeux de l'assainissement .....  | 12        |
| 1.1.2.1 Les conséquences sanitaires .....   | 12        |
| 1.1.2.2 Les conséquences environnementales .....  | 16        |
| 1.2 L'assainissement occupe une place marginale au sein du syndicat .....   | 17        |
| 1.2.1 Les compétences du SMGEAG en matière d'assainissement.....  | 18        |
| 1.2.2 Une absence de stratégie en matière d'assainissement .....  | 19        |
| 1.2.2.1 Un schéma directeur d'assainissement (SDA) et des zonages non finalisés .....   | 19        |
| 1.2.2.2 Les élus du SMGEAG doivent davantage porter les enjeux stratégiques de<br>l'assainissement.....   | 22        |
| 1.2.2.3 Le plan pluriannuel d'investissement (PPI) « <i>accéléré</i> » à 34 millions ne<br>permet pas de remettre en état les infrastructures d'assainissement..... | 23        |
| 1.2.2.4 Une direction spécifique de l'assainissement est souhaitable.....   | 23        |
| <b>2 LA PERFORMANCE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF<br/>PROGRESSE MAIS RESTE INSUFFISANTE .....</b>   | <b>25</b> |
| 2.1 Le SMGEAG ne connaît pas l'intégralité de son patrimoine.....   | 27        |
| 2.2 Les réseaux ne permettent de collecter qu'un tiers des charges<br>d'effluents.....  | 28        |
| 2.3 Malgré des progrès une grande majorité des STEP reste non conforme.....   | 32        |
| 2.3.1 Des progrès dans la conformité des STEP de plus de 2000 EH mais<br>des dysfonctionnements majeurs.....  | 32        |
| 2.3.1.1 Une situation catastrophique au début de la période sous revue, héritée des<br>anciens opérateurs .....   | 36        |
| 2.3.1.2 Depuis 2022, la situation a évolué positivement mais reste non satisfaisante.....   | 38        |
| 2.3.2 Les STEP de moins de 2000 EH sont mal connues et souvent à<br>l'arrêt .....   | 46        |
| 2.3.3 Des techniques nouvelles dans la conception des STEP dont<br>l'efficacité dépend étroitement des capacités d'exploitation du<br>SMGEAG .....                  | 47        |
| 2.3.4 L'absence ou la très faible production de boues est le signe du<br>mauvais fonctionnement des systèmes d'assainissement .....                                 | 48        |
| 2.4 Les défaillances de l'exploitation des systèmes d'assainissement collectif.....   | 49        |

|   |    |
|---|----|
| 2.4.1 Des défaillances en matière d'outils documentaires d'entretien et de surveillance des installations .....                             | 49 |
| 2.4.2 Des défaillances en matière d'outils opérationnels de maintenance préventive et curative .....  | 51 |
| 2.4.3 Une télégestion très partielle ne permet pas des interventions efficaces.....   | 52 |
| 2.4.4 Des effectifs inégalement répartis et insuffisamment qualifiés .....  | 53 |
| 2.5 Les moyens du PPI révisé pourront difficilement aboutir à une nette amélioration à moyen terme .....                                    | 54 |
| 2.5.1 Le PPI accéléré ne prévoit pas de renouvellement ni d'extension des réseaux .....   | 55 |
| 2.5.2 Le PPI accéléré est insuffisant pour rendre conformes toutes les STEP.....  | 55 |
| 2.6 L'équilibre financier du service n'est pas assuré .....   | 56 |
| 2.6.1 Un prix élevé payé par l'utilisateur est pourtant largement inférieur au coût du service.....   | 56 |
| 2.6.1.1 Un prix élevé .....   | 56 |
| 2.6.1.2 Une facturation à améliorer.....  | 58 |
| 2.6.1.3 Un coût du service très au-dessus du prix moyen.....  | 58 |
| 2.6.2 L'équilibre financier n'est assuré que par des financements exceptionnels .....   | 59 |
| 2.6.3 Des mesures nécessaires pour rééquilibrer le budget.....  | 60 |
| 2.6.3.1 Des mesures d'économies doivent être mises en place .....   | 60 |
| 2.6.3.2 Des recettes potentielles, pourtant identifiées, ne font pas l'objet d'un plan d'actions .....                                      | 62 |
| 3 LA PERFORMANCE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DOIT ETRE RENFORCÉE .....  | 65 |
| 3.1 La mission de contrôle est partiellement mise en œuvre.....   | 66 |
| 3.1.1 Le SMGEAG exerce uniquement la mission obligatoire de contrôle .....  | 67 |
| 3.1.2 La mission obligatoire de diagnostic de l'existant n'est pas mise en œuvre .....  | 68 |
| 3.1.3 Les installations d'ANC « regroupé » sont insuffisamment connues et contrôlées.....   | 73 |
| 3.1.4 Une politique d'accompagnement et de sanction reste à construire .....  | 73 |
| 3.1.4.1 Le SMGEAG doit mieux coordonner son action avec celles des communes pour mettre fin à l'insalubrité publique et aux pollutions..... | 74 |
| 3.1.4.2 Les actions d'accompagnement des usagers sont très limitées.....  | 76 |
| 3.2 Une organisation non efficiente et un budget déséquilibré .....   | 77 |
| 3.2.1 L'organisation du service présente de fortes disparités entre les territoires .....   | 77 |
| 3.2.1.1 La coordination entre les territoires compense l'isolement administratif des SPANC .....  | 77 |
| 3.2.1.2 Des moyens humains sous-évalués, mal répartis, avec des niveaux de formation hétérogènes .....                                      | 77 |
| 3.2.2 L'équilibre financier n'est assuré que par des financements exceptionnels .....   | 79 |
| 3.2.3 Des mesures sont nécessaires pour rééquilibrer le budget .....  | 81 |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>ANNEXES.....</b>   | <b>83</b> |
| Annexe n° 1. Sigles .....   | 84        |
| Annexe n° 2. Glossaire « assainissement » .....   | 86        |
| Annexe n° 3. Données relatives à l'assainissement collectif .....                             | 88        |
| Annexe n° 4. Structure des produits et des charges de l'assainissement<br>collectif.....      | 94        |
| Annexe n° 5. Mini-step privées hors-services.....   | 96        |
| Annexe n° 6. Structures des charges et des produits de l'assainissement non<br>collectif..... | 98        |

## SYNTHÈSE

*Le SMGEAG dispose depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2021 de la compétence en assainissement, collectif et non collectif sur l'ensemble de la Guadeloupe (hors Marie-Galante). L'exercice adéquat de cette compétence est indispensable pour la santé de la population et la salubrité publique ainsi que pour la préservation des milieux naturels. La fréquence croissante des alertes sanitaires, comme les interdictions de baignade, ou encore les études sur la dégradation des récifs coralliens et des herbiers, montrent que la situation est préoccupante. Parmi les facteurs majeurs de cette dégradation, les défaillances de l'assainissement jouent un rôle déterminant.*

*La création du syndicat unique SMGEAG avait pour but d'apporter une réponse cohérente aux enjeux de l'assainissement. Malgré un contexte marqué par une mobilisation prioritaire autour de la crise de l'eau potable, le syndicat, avec l'aide de ses partenaires : l'Etat, la région et le département Guadeloupe notamment, a entrepris des actions jusqu'ici ignorées par certains anciens opérateurs, notamment l'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement et la remise en état des stations d'épuration. L'assainissement reste cependant une priorité seconde et parfois reléguée. Pour porter les problématiques spécifiques de l'assainissement, le syndicat doit réorganiser sa gouvernance opérationnelle avec la création d'une direction dédiée à l'assainissement.*

*Sur l'assainissement collectif, le SMGEAG reprend une situation très délicate en septembre 2021. Non seulement les réseaux d'eaux usées sont peu connus mais ils n'ont été que très peu entretenus ou renouvelés durant les décennies précédentes. Seules quatre des dix-sept stations d'épuration (STEP) de plus de 2 000 équivalent habitant (EH) sont conformes et beaucoup sont à l'arrêt. En trois ans et demi, le SMGEAG a amélioré la situation des STEP de plus de 2 000 EH puisqu'en septembre 2024, quatre nouvelles STEP sont devenues conformes aux arrêtés préfectoraux. La situation concernant les réseaux n'a cependant pas évolué. Les réseaux vétustes et fuyards ne collectent qu'un peu plus d'un tiers des effluents rejetés par les usagers de l'assainissement collectif. Et quand les effluent parviennent aux STEP, leur traitement est insuffisant et conduit à des rejets importants et non conformes dans le milieu naturel.*

*Le plan pluriannuel d'investissement (PPI – 2023-2027), financé par les partenaires du SMGEAG, a été réduit par rapport à l'ambition initiale et à la priorisation de l'eau potable, passant de 180 M€ à 34 M€. Il ne concerne que les STEP de plus de 2 000 EH et ne devrait permettre d'en rendre conformes que trois autres sur les dix STEP non conformes en 2025. Celles qui ne sont pas ou peu exploitées de moins de 2 000 EH ne sont pas prévues au PPI.*

*Outre les investissements nécessaires, l'exploitation des installations est décisive. Elle reste défaillante. Le SMGEAG ne dispose ni des outils obligatoires d'entretien et de maintenance des installations ni des outils opérationnels (ateliers, magasins dédiés) de maintenance curative et préventive. La télégestion est très partielle et ne permet pas des interventions efficaces en cas de panne. Enfin, l'exploitation manque de main d'œuvre qualifiée et productive. Le mauvais entretien des réseaux génère des débordements d'eaux usées au niveau des postes de relevage sur l'ensemble du territoire.*

*Le prix pour l'utilisateur s'élève en moyenne à 2,98 euros/m<sup>3</sup>, avec de grandes disparités (certaines zones paient 4 fois le prix d'autres secteurs), contre 2,31 euros/m<sup>3</sup> au niveau*

*national. Il reste pourtant très en dessous du coût du service (6,43 euros/m<sup>3</sup>) alors même que la réglementation impose que les dépenses doivent être couvertes par ses recettes. Le déficit d'exploitation cumulé, corrigé par la chambre des contributions exceptionnelles reçues, atteint 21 M€ au 31 décembre 2023. Chaque année, le déficit d'exploitation (hors contributions exceptionnelles) s'élève à 12 M€. Le SMGEAG doit impérativement optimiser ses charges en augmentant sa productivité. Il doit rétablir la confiance de ses usagers et améliorer son taux de recouvrement.*

*Le sujet de l'assainissement non collectif (ANC) doit faire l'objet d'une attention particulière du SMGEAG au regard du nombre d'habitants desservis par une installation d'ANC (56 % de la population est concernée). La création du SMGEAG a permis d'étendre le service public d'assainissement non collectif (SPANC) à l'ensemble des communes de Guadeloupe (hors Marie-Galante). Il se limite à la réalisation des contrôles sur demande (nouvelle installation, réhabilitation et mutations). Son volume d'activité reste trop faible au regard du nombre d'installations à contrôler. Il doit sans délai planifier et mettre en route une campagne de contrôles de l'existant afin de connaître le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'ANC et de faire engager les réhabilitations qui s'imposent, conformément à ce que la réglementation impose depuis 2013. Le dimensionnement de ses équipes lui permet déjà de réaliser plus de 10 000 contrôles supplémentaires par an. Le SPANC doit encourager la mise aux normes des installations par un ensemble d'actions de communication, d'information, de sensibilisation et d'accompagnement technique et financier.*

*L'activité du SPANC ne permet pas au service d'atteindre l'équilibre budgétaire autrement que par le soutien de financements externes exceptionnels. Il est nécessaire que le SPANC augmente sa productivité. Cela passe notamment par une mutualisation de la facturation, permettant d'augmenter le temps consacré aux contrôles et aux visites.*

*Le syndicat, en réponse, précise qu'il a pris des mesures afin d'augmenter ses recettes et réduire son déficit d'exploitation. En 2024, il a procédé à un accroissement de sa base de données clientèle et, en 2025, il a délibéré sur le plan d'économie et de recettes incluant une fiche action relative à la participation forfaitaire pour l'assainissement collectif. Sans calendrier précis pour leur mise œuvre, les effets de ces mesures sur l'augmentation des recettes restent incertains.*

*Il s'engage, par ailleurs, sans calendrier précis, à produire un schéma directeur d'assainissement des eaux usées qui lui permettra, au minimum, de connaître l'état des ouvrages d'assainissement.*

## RECOMMANDATIONS

(classées dans l'ordre de citation dans le rapport)

### Recommandations (régularité)

|   | Mise en œuvre complète | Mise en œuvre partielle | Non mise en œuvre | Devenue sans objet | Page |
|---|------------------------|-------------------------|-------------------|--------------------|------|
| <b>Recommandation n° 1 :</b> adopter le schéma directeur d'assainissement y compris le zonage conformément aux articles L. 2224-8 à L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales.                                     |                        |                         | X                 |                    | 23   |
| <b>Recommandation n° 4 :</b> régulariser la situation administrative des stations d'épuration en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement.  |                        |                         | X                 |                    | 48   |
| <b>Recommandation n° 5 :</b> extraire et traiter les boues d'épuration selon les normes de l'arrêté modifié du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif. |                        |                         | X                 |                    | 50   |
| <b>Recommandation n° 6 :</b> déployer les outils documentaires conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015 précité.  |                        |                         | X                 |                    | 52   |

### Recommandations (performance)

|   | Mise en œuvre complète | Mise en œuvre partielle | Non mise en œuvre | Devenue sans objet | Page |
|---|------------------------|-------------------------|-------------------|--------------------|------|
| <b>Recommandation n° 2 :</b> repositionner la fonction assainissement à un niveau de pilotage équivalent à celui de l'eau potable.  |                        |                         | X                 |                    | 26   |
| <b>Recommandation n° 3 :</b> augmenter le niveau de prise en charge organique des réseaux de collecte.  |                        |                         | X                 |                    | 32   |
| <b>Recommandation n° 7 :</b> mettre en place les outils d'une maintenance préventive et curative : atelier de réparation, magasin et plan de renouvellement des équipements.  |                        |                         | X                 |                    | 53   |
| <b>Recommandation n° 8 :</b> facturer la redevance d'assainissement aux abonnés raccordables et non raccordés.  |                        | X                       |                   |                    | 64   |
| <b>Recommandation n° 9 :</b> mettre en place la participation forfaitaire pour l'assainissement collectif (PFAC)  |                        |                         | X                 |                    | 64   |
| <b>Recommandation n° 10 :</b> mettre en œuvre le contrôle de l'existant, avec une vigilance particulière sur les installations d'ANC « regroupé », en commençant par les zones à enjeux définies par le SDAGE 22-27 conformément à la disposition 3 de l'orientation « Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées ». |                        |                         | X                 |                    | 74   |
| <b>Recommandation n° 11 :</b> faciliter l'accès des usagers aux aides à la rénovation des systèmes d'assainissement non collectif.  |                        |                         | X                 |                    | 78   |

## PROCÉDURE

Le contrôle des comptes et de la gestion du Syndicat Mixte de Gestion de l'Eau et de l'Assainissement de Guadeloupe (SMGEAG) portant sur la performance du service public de l'assainissement (années 2021 et suivantes) a été inscrit au programme 2025 des travaux de la chambre par arrêté n° 2025-02.

Il fait suite à un premier contrôle portant sur la performance du service public de l'eau potable dont le rapport définitif a été notifié aux ordonnateurs le 23 avril 2025 en réponse à une proposition citoyenne<sup>1</sup> d'« évaluer la mise en place du nouveau syndicat de distribution de l'eau en Guadeloupe ».

Conformément à l'article R. 243-1 du code des juridictions financières, M. Ferdy LOUISY, président du syndicat, a été avisé de l'ouverture du contrôle des comptes et de la gestion par courrier n° 0018 du président de chambre en date du 7 janvier 2025. M. Jean-Louis FRANCISQUE, président du SMGEAG du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 16 octobre 2024, et Mme Myriam BROSIUS, présidente du SMGEAG par intérim du 17 au 29 octobre 2024, ont également été avisés de l'ouverture du contrôle.

L'entretien de début de contrôle a eu lieu le 10 février 2025 avec M. LOUISY au siège de la chambre régionale des comptes.

L'entretien de fin d'instruction prévu par l'article L. 243-1 du code des juridictions financières s'est déroulé le 22 avril 2025 successivement avec M. LOUISY puis avec M. FRANCISQUE. L'entretien avec Mme BROSIUS s'est déroulé le 5 mai 2025.

La chambre a délibéré sur ses observations provisoires le 15 mai 2025. En application des dispositions des articles L. 243-2 et R. 243-5 du code des juridictions financières, elles ont été envoyées dans leur intégralité par courriers du 4 juin 2025 à MM. LOUISY et FRANCISQUE. M. LOUISY a répondu le 27 juillet 2025. M. FRANCISQUE n'a pas répondu. Mme BROSIUS, ayant assuré la présidence du syndicat pendant un intérim de courte durée, a été destinataire d'une lettre de fin de contrôle.

Des extraits des observations provisoires ont été adressés à quatre tiers et administrations. Le directeur général de l'Agence régionale de santé, le directeur de l'Office de l'eau de Guadeloupe et le directeur du Parc national de la Guadeloupe ont répondu.

La chambre régionale des comptes a délibéré sur les observations définitives suivantes lors de sa séance du 4 septembre 2025.

---

<sup>1</sup> Cette proposition a été déposée en avril 2022 sur la plateforme citoyenne de la Cour et des chambres régionales des comptes.



# 1 LE SMGEAG DOIT RENFORCER L'ORGANISATION DE SA COMPÉTENCE D'ASSAINISSEMENT

## 1.1 Présentation et enjeux

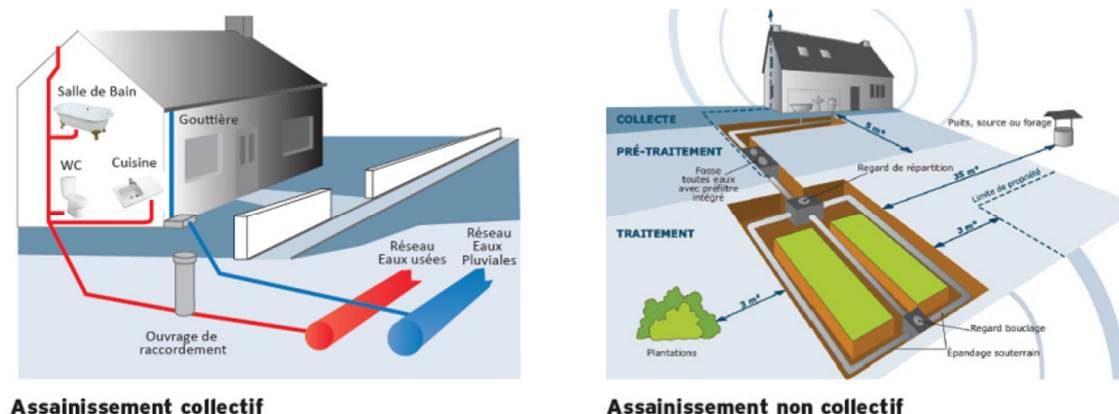
### 1.1.1 Définition et acteurs de l'assainissement

#### 1.1.1.1 La définition de l'assainissement

L'assainissement consiste en la collecte, le transport et le traitement des eaux usées, c'est-à-dire les eaux utilisées et chargées de matières organiques. Ces eaux usées doivent pouvoir être rejetées dans le milieu naturel (terrestre ou aquatique) sans créer une pollution néfaste à l'environnement ou à la santé.

La compétence de l'assainissement des eaux usées revient aux communes et à leur groupement en vertu de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Elle comprend à la fois le service public de l'assainissement collectif et le service public de l'assainissement non collectif. Au 31 décembre 2023, le SMGEAG dessert 79 024 abonnés à l'assainissement collectif (AC)<sup>2</sup> dont 73 320 en gestion directe et 5 704 en délégation de service public (DSP) pour les quatre communes de Vieux-habitants, Bouillante, Pointe-Noire et Lamentin. Le nombre d'habitants desservis respectivement par le service public d'assainissement collectif (SPAC) et par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) est estimé à 145 909 et 228 002 habitants<sup>3</sup>. 56 % de la population<sup>4</sup> dépend de l'assainissement non collectif.

**Schéma n° 1 : les systèmes d'assainissement collectif et non collectif**



<sup>2</sup> Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif pour le territoire en gestion directe du SMGEAG pour l'exercice 2023 (RQPS).

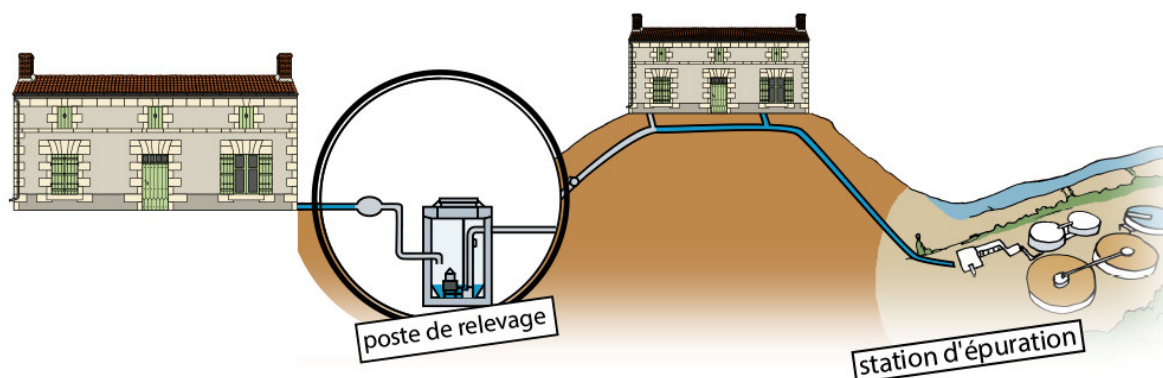
<sup>3</sup> Ibidem.

<sup>4</sup> Dans l'attente de la finalisation du zonage d'assainissement (L. 2224-10 du CGCT), il s'agit d'une indication estimative.

Source : ccloise.com via l'office de l'eau de Guadeloupe

L'assainissement collectif est constitué d'un réseau incluant les principaux équipements suivants : les ouvrages (boîtes) de raccordement au réseau, les conduites d'évacuation des eaux usées (750,5 km), les ouvrages permettant le relevage des eaux<sup>5</sup> ou le refoulement des eaux dans les conduites (stations/postes de relevage ou de refoulement) et les stations d'épurations (48 stations d'épuration<sup>6</sup> - STEP - dont une de 45 000 équivalents habitants<sup>7</sup> et 7 d'une capacité comprise entre 10 000 et 24 000 EH<sup>8</sup>). Les rejets des eaux usées traitées s'effectuent principalement en mer via des conduites sous-marines appelées « émissaires ».

Schéma n° 2 : schéma d'un réseau d'assainissement



Source : communauté de commune du Thouarsais

L'assainissement non collectif est défini comme un système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement. Il ne s'agit donc pas d'un assainissement individuel à proprement parler puisque les installations des résidences ou des immeubles collectifs font partie de l'assainissement non collectif dès lors qu'elles ne sont pas raccordées au réseau public. Ainsi, plusieurs centaines de « *mini STEP* » non raccordées au réseau public entre dans le champ de contrôle du service public de l'assainissement non collectif. Les dysfonctionnements récurrents de ces ouvrages souvent mal connus, mal entretenus, voire à l'abandon constituent une des problématiques importantes de l'assainissement sur le territoire. Le service contrôle les équipements individuels ou les ouvrages semi-collectifs pour des capacités inférieures à 200 EH.

<sup>5</sup> Les stations de relevage permettent grâce à des pompes de faire remonter les masses d'eau usées pour les faire ensuite redescendre par gravité. Elles sont utilisées pour les habitations situées dans les points bas. Les stations de refoulement permettent d'accélérer la circulation de l'eau dans les réseaux.

<sup>6</sup> Selon le rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS) établi par le SMGEAG.

<sup>7</sup> Equivalent habitant (EH) : défini par l'article R. 2224-6 du CGCT, l'EH correspond à « la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour ». Cette unité de mesure permet de comparer des flux de matières polluantes traités dans les stations de traitement des eaux usées.

<sup>8</sup> Ces chiffres tiennent compte des principales stations d'épuration gérées par le SMGEAG. En fonction des sources, plusieurs dizaines de stations supplémentaires de moindre capacité viennent compléter le réseau de stations d'épuration du syndicat.

### 1.1.1.2 Les acteurs autres que le SMGEAG en matière d'assainissement

Tout projet d'installations, d'ouvrages, de travaux ou d'activités (dit « IOTA ») ayant un impact sur l'eau et les milieux aquatiques (comme les STEP) doit faire l'objet d'un dossier « loi sur l'eau » suivant deux types de procédures, en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement : l'autorisation, lorsque les IOTA sont susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publiques, et de porter atteinte durablement aux équilibres naturels des écosystèmes aquatiques ; la déclaration, lorsque les IOTA ne sont pas susceptibles de présenter de tels dangers.

Il revient au préfet, après instruction par les services de la direction de l'environnement de l'aménagement et du logement (DEAL), de rejeter la demande d'autorisation ou faire opposition à la déclaration. En Guadeloupe, comme sur l'ensemble du territoire national, les stations d'épuration des eaux usées (STEP ou STEU) d'une capacité de plus de 10 000 EH font l'objet d'une autorisation. Les STEP d'une capacité comprise entre 200 à 10 000 EH font l'objet d'une déclaration. En dessous (de 20 à 200 EH), une information du service de police de l'eau de la DEAL est nécessaire.

Chaque année, le service police de l'eau de la DEAL contrôle les STEP de plus de 2 000 EH. En cas de non-conformité d'une installation, un rapport en manquement administratif est adressé par l'Etat au propriétaire ou au gestionnaire de l'IOTA, avec un délai de mise en conformité. En l'absence de mise en conformité à l'issue de ce délai, le préfet adresse une mise en demeure qui peut être suivie de sanctions administratives ou pénales prévues par le code de l'environnement<sup>9</sup>. Le non-respect d'un arrêté de mise en demeure peut par exemple constituer un délit puni jusqu'à deux ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende<sup>10</sup>.

En matière d'assainissement, l'intervention de l'Agence régionale de santé (ARS) porte principalement sur le contrôle de la qualité des eaux de baignade. La dégradation de la qualité des eaux de baignade est très majoritairement imputable à l'assainissement, la dégradation de la qualité intervenant le plus souvent après les pluies. Après un contrôle constatant cette dégradation, l'ARS informe le maire qui doit prendre un arrêté d'interdiction de baignade et afficher cette interdiction.

Les communes disposent de la compétence en matière d'urbanisme (planification, autorisation, préemption). Ces compétences peuvent être transférées ou exercées par les groupements de communes selon les cas. En Guadeloupe, l'urbanisation diffuse (mitage), résultat d'un phénomène d'habitat spontané, est à l'origine de nombreux dysfonctionnements dans l'assainissement. Les communes délivrent les permis de construire. Il est arrivé qu'elles en délivrent alors que la construction ne prévoit pas de système d'assainissement adéquate, comme par exemple des permis de construire pour des lotissements alors que le raccordement au réseau n'est pas prévu ou pas possible.

En application des dispositions l'article L. 1332-3 du code de la santé publique (CSP), les communes doivent élaborer, réviser et actualiser un profil de baignade pour chaque site de baignade (rivière, lac, plage) qui comporte notamment un recensement et une évaluation des

---

<sup>9</sup> Les sanctions administratives sont mentionnées aux articles [L. 171-7](#) et [L. 171-8 CE](#) et mesures administratives spécifiques au droit de l'eau : exécution d'office en cas d'incident ([L. 211-5 CE](#)), remise en état si abrogation du titre ([L. 214-3-1 CE](#)) ; arrêt définitif sans indemnité ([L. 214-4 CE](#)). Les sanctions pénales sont prévues par les articles [L. 173-1 à L. 173-11 du code de l'environnement](#).

<sup>10</sup> Articles L. 216-6 alinéa 1, L. 173-5 et L. 173-7 du code de l'environnement.

sources possibles de pollution de l'eau, et établit un programme de surveillance portant sur la qualité. Ce profil devait être établi pour la première fois avant le 1<sup>er</sup> décembre 2010, puis révisé selon une fréquence liée à la qualité de l'eau (en moyenne, tous les quatre ans). En Guadeloupe, sur plus de la moitié des sites de baignade, le profil n'existe pas ou n'est pas à jour<sup>11</sup>.

L'ODE exerce ses missions dans le cadre de l'article L. 213-13 du code de l'environnement. Il est chargé de faciliter les diverses actions d'intérêt commun dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques. A ce titre, il réalise le suivi des ressources en eau et de leurs usages, il assiste techniquement les maîtres d'ouvrage et sur proposition du comité de l'eau et de la biodiversité (CEB) il établit et finance un programme d'actions et de travaux. Il intervient dans le PPI accéléré à hauteur de 11,3 M€ sur l'assainissement.

L'Union européenne contribue dans le cadre de sa politique de développement régional via les instruments de financement des fonds européens, notamment le fonds européen de développement régional (Feder), au financement des infrastructures d'assainissement (réseaux et stations d'épuration).

## 1.1.2 Les enjeux de l'assainissement

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux<sup>12</sup> (SDAGE), élaboré par le comité de bassin et établi pour les années 2022-2027 a mesuré les rejets liés à l'assainissement de la Guadeloupe incluant Marie-Galante qui n'est pas dans le périmètre du SMGEAG : la quantité d'azote rejetée par l'assainissement collectif est de 320 tonnes par an dans les eaux côtières et de 5,25 tonnes par an dans les cours d'eau de surface. Celle rejetée par l'assainissement non collectif s'élève à 11 tonnes par an dans les eaux côtières et de 18 tonnes par an dans les cours d'eau de surface. La pression de l'assainissement collectif sur les masses d'eau côtière est sans commune mesure avec celle de l'assainissement non collectif<sup>13</sup> qui exerce toutefois une pression supérieure et diffuse dans les cours d'eau.

### 1.1.2.1 Les conséquences sanitaires

Les dysfonctionnements des dispositifs de traitement des eaux usées entraînant des rejets directs dans le milieu naturel exposent la population ainsi que les agents travaillant dans les services d'assainissement à des risques sanitaires. Ces eaux contiennent des micro-organismes pathogènes vecteurs de maladies transmises par les matières fécales humaines. Elles contiennent également des quantités importantes d'azote et de phosphore, mais qui sont potentiellement moins dangereuses pour la santé. Les eaux usées dégagent aussi des émanations d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) qui peuvent, quand elles sont concentrées dans un milieu fermé, être mortelles.

---

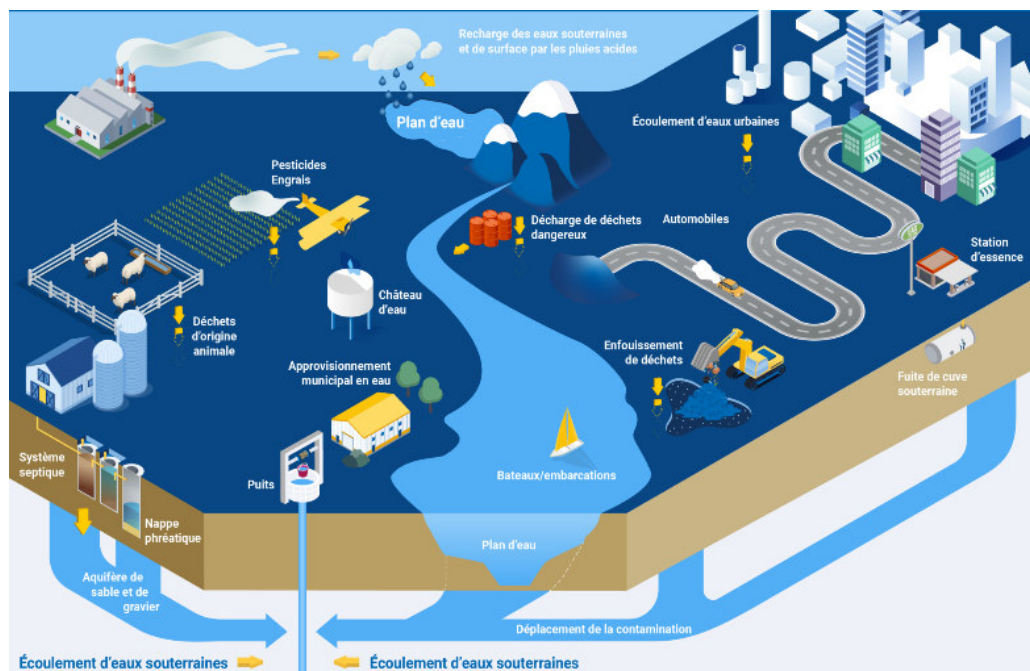
<sup>11</sup> Selon le bilan de la saison 2023 publié par l'ARS, 29 % des sites en mer et en eaux douces ne disposent pas de profil de baignade. 71 % des sites de baignade en mer et 100 % des sites en eaux douces n'ont pas de profil de baignade valide pour des motifs divers (profils à effectuer, à réviser ou en cours de révision).

<sup>12</sup> Le SDAGE est un document de planification à la charge de l'autorité administrative prévu aux articles L. 212-1 et 2 du code de l'environnement, qui fixe les objectifs à atteindre sur l'état des masses d'eau ainsi que les actions à entreprendre.

<sup>13</sup> Selon les documents d'accompagnement du SDAGE 2022-2027, la quantité d'azote rejetée quotidiennement dans les eaux côtières par les STEP de plus de 2000 EH est de 504 kilogrammes, soit 184 tonnes par an.

L'assainissement entretient de nombreuses interactions avec d'autres secteurs, tels que l'adduction d'eau potable, la gestion des eaux pluviales ou encore la voirie.

**Schéma n° 3 : sources de pollutions des eaux souterraines et de surface**



Source : Agence internationale de l'énergie atomique

#### 1.1.2.1.1 La tendance constante à la dégradation des eaux de baignade

Le contrôle sanitaire des eaux de baignade est confié aux ARS en application de la directive européenne du 15 février 2006, transposée dans le CSP.

#### **La surveillance des eaux de baignade**

L'article L. 1332-2 du CSP définit comme eau de baignade toute partie des eaux de surface dans laquelle la commune s'attend à ce qu'un grand nombre de personnes se baignent et dans laquelle l'autorité compétente n'a pas interdit la baignade de façon permanente<sup>14</sup>.

Les eaux de baignade font l'objet d'une surveillance sanitaire par les personnes responsables, qu'elles soient publiques ou privées, et d'un contrôle sanitaire assuré par l'ARS. L'autorité compétente a l'obligation d'établir un profil de baignade en vue de déterminer les mesures de gestion appropriées.

L'ARS effectue toute l'année des prélèvements pour contrôler la qualité des eaux de baignade. Les analyses produites permettent de classer chaque année les sites de baignade en

<sup>14</sup> Dans les départements d'outre-mer, chaque commune doit recenser les eaux de baignade définies à l'article L. 1332-2 situées sur son territoire au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année.

fonction d'une échelle allant d'une qualité « insuffisante » à « excellente » au sens de la directive 2006/7/CE (simulation à partir des résultats du contrôle sanitaire assuré par l'agence régionale de santé sur les quatre dernières saisons balnéaires).

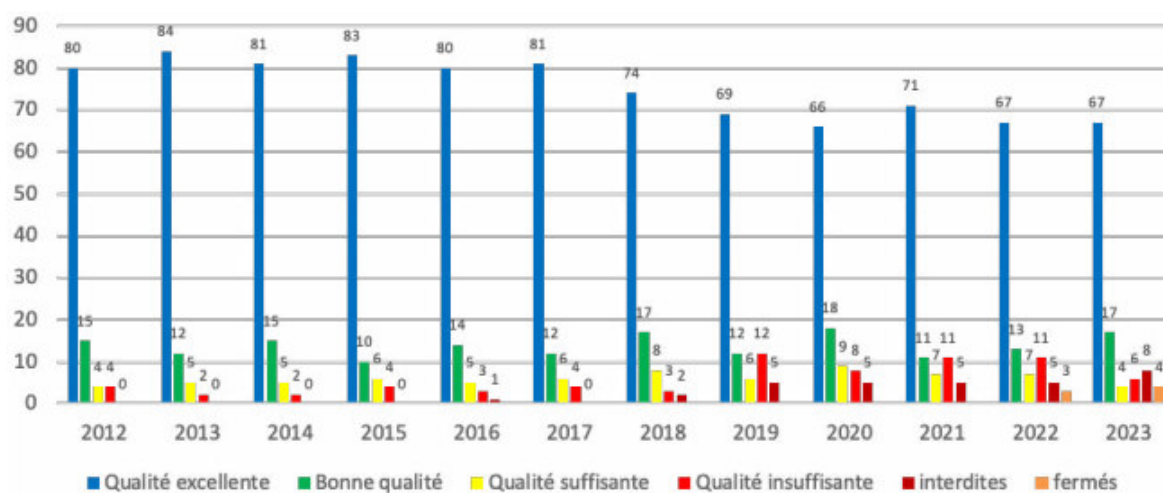
Différentes sources de pollutions susceptibles d'avoir un impact sur la qualité microbiologique de l'eau de baignade peuvent être identifiées : les eaux usées domestiques, les eaux pluviales, les activités agricoles, les activités industrielles et d'autres sources de pollutions diffuses spécifiques comme les rejets en provenance des ports de plaisance ou des zones de mouillage.

Les sources de pollution affectant la qualité d'une eau de baignade étant amenées à évoluer, en qualité et en quantité, au cours du temps, les profils doivent être révisés périodiquement. En fonction du diagnostic posé par le profil de plage, la personne responsable d'une eau de baignade doit établir un programme d'autosurveillance et mettre en œuvre des mesures de gestion du risque sanitaire en cas de dépassement de seuils d'alerte.

Chaque site doit bénéficier d'un profil de baignade réalisé par les responsables des eaux de baignade (la commune ou la personne privée ou publique déclarant une baignade aménagée). En Guadeloupe, malgré une obligation de mise en conformité fixée au 1<sup>er</sup> février 2011, seuls 23 % des sites ont un profil valide en 2023, 21 % au 30 juin 2024 et 3 % sont en cours de révision<sup>15</sup>. Pour autant, l'ARS précise, en réponse aux observations provisoires, que l'absence de profils ne l'empêche pas d'effectuer des contrôles.

Dans une communication lors des 4<sup>ème</sup> assises de l'outre-mer portant sur l'assainissement non collectif, l'ARS a ainsi déclaré qu'aucun profil de baignade n'était disponible pour les eaux douces et qu'elle en avait collecté trente seulement pour les eaux de mer. Elle a fixé comme « *priorité absolue* » la réalisation d'un profil pour chaque site de baignade d'ici 2025.

**Graphique n° 1 : évolution de la qualité des eaux de baignade**



Source : Ars de Guadeloupe, bilan 2023

<sup>15</sup> ARS de Guadeloupe, Qualité des eaux de baignade – Bilan 2022.



La dégradation de la qualité des eaux se confirme sur plusieurs années. Le nombre de sites classés en « *excellente qualité* » a baissé de quatre points en 2022 et se maintient en 2023 tandis que le nombre de sites en « *bonne qualité* » a augmenté de six points entre 2021 et 2023. Sur les 105 sites de baignade en mer et en rivière, six sont classés en « *qualité insuffisante* » et nécessitent des mesures curatives, 8 sont interdits pour protéger les baigneurs et 4 fermés en raison de pollution permanente.

Si 63 % de toutes les eaux confondues sont de qualité « *excellente* », la qualité des eaux de baignade se dégrade sensiblement entre 2021 et 2023 : la valeur de ce taux était de 80 % en 2021 et le nombre de sites interdits à la baignade est passé de 0 à 8 (4 sites en eaux douces et 4 en eaux de mer)<sup>16</sup>. La responsabilité de l'assainissement dans la dégradation de la qualité des eaux de baignade est établie pour certains sites grâce aux diagnostics des profils de baignade : pour les eaux douces, les sites de Dolé à Gourbeyre et Diane à Petit-Bourg ; pour les eaux de mer, la plage de Viard à Petit-Bourg et celle de Anse-à-Sable à Bouillante.

Interrogé par la commission d'enquête sur l'eau de l'Assemblée nationale le 11 juin 2021, le responsable du service santé et sécurité de l'environnement extérieur de l'ARS Guadeloupe indiquait que « *chaque année, nous perdons de 6 % à 10 % d'eaux de qualité suffisante. Si cette évolution se poursuit, dans dix ans, il ne restera plus en Guadeloupe de points de baignade conformes* »<sup>17</sup>. Quant aux sites de baignade en rivière, avec la mise en place définitive des nouvelles dispositions réglementaires de gestion des eaux (Directive européenne de 2006), le nombre de sites susceptibles d'être déclassés, voire interdits risque d'augmenter. L'impact est d'autant plus fort pour le territoire que la Guadeloupe mise sur le tourisme pour son développement économique.

#### 1.1.2.1.2 Des nuisances olfactives incommodes et néfastes pour la santé

Les stations d'épuration appartenant au réseau de l'assainissement collectif sont situées la plupart du temps en sites isolés, à distance des zones habitées. Cependant, des nuisances olfactives peuvent provenir de l'obstruction des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales, de déversements sauvages sur la chaussée en l'absence de tout assainissement, de la casse de canalisations d'eaux usées ou encore de débordements de postes de refoulement. Dans ces cas, les milieux urbains sont directement touchés par ces nuisances. Les nuisances au voisinage immédiat de stations d'épuration privées mal entretenues, voire à l'abandon, sont réelles et peuvent affecter le bien-être et la santé des riverains.

En outre, pour les 56 % de la population qui vit en zone non raccordée à un système d'assainissement collectif, de fortes nuisances peuvent aussi être présentes. En effet, les installations d'assainissement non collectif non conformes sont très largement majoritaires.

---

<sup>16</sup> En 2023, l'ARS a effectué 1 879 prélèvements sur 112 sites de baignade en mer et 17 sites en rivières. Les résultats des analyses donnent lieu à un classement annuel sur les quatre dernières années. Lorsque la qualité de l'eau est classée comme « *insuffisante* » cinq années de suite, la zone de baignade est interdite.

<sup>17</sup> Assemblée nationale : Olivier Serva, la mainmise sur la ressource en eau par les intérêts privés et ses conséquences, rapport d'information, commission d'enquête, Assemblée nationale, n° 4376 (XVe législature), 15 juillet 2021. Lien : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/ceeau/115ceeau2021072\\_compte-rendu](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/ceeau/115ceeau2021072_compte-rendu)

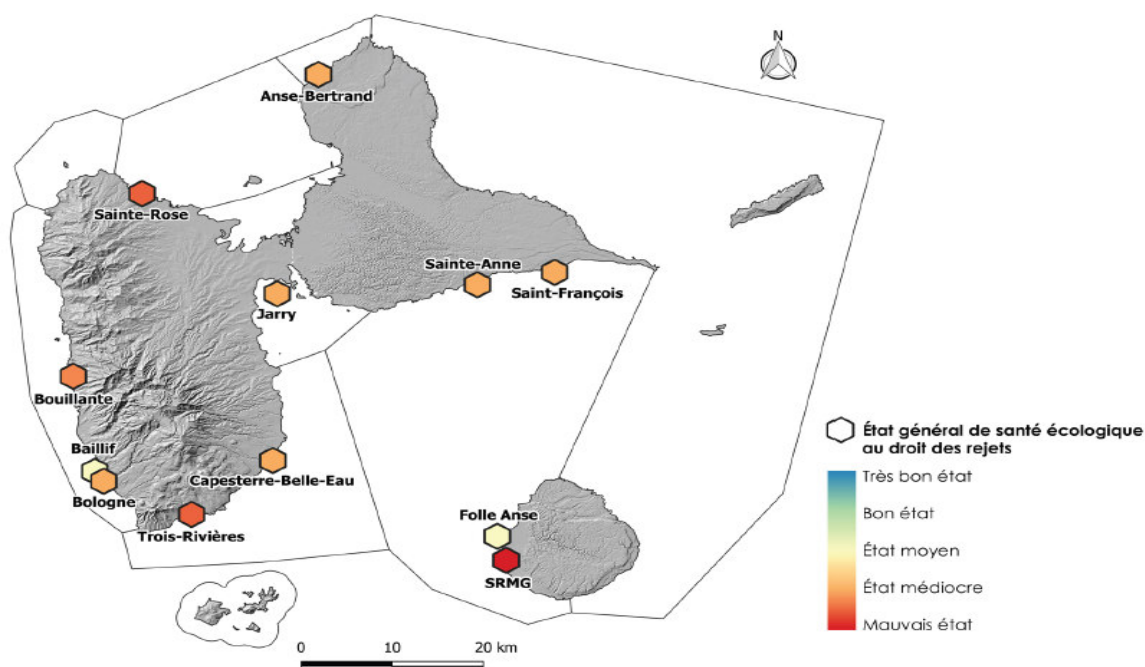
### 1.1.2.2 Les conséquences environnementales

La qualité des masses d'eau côtières (MECOT) en Guadeloupe fait l'objet d'un suivi régulier par l'ODE dans le cadre de ses missions (L. 213-13 du code de l'environnement) et en application de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) de 2000, qui fixe l'objectif d'atteindre le bon état écologique et chimique des masses d'eau d'ici à 2015.

La dernière évaluation réalisée en 2023 révèle un état écologique globalement insuffisant : sur les dix MECOT que compte la Guadeloupe, cinq présentent un état écologique moyen, et les cinq autres un état médiocre. Entre les périodes d'évaluation 2012-2017 et 2017-2022, deux de ces masses d'eau ont été déclassées, passant de moyen à médiocre, en raison de la dégradation des communautés coralliennes.

Les récifs coralliens, indicateurs biologiques majeurs, sont affectés par la maladie SCTLD (*stony coral tissue loss disease*<sup>18</sup>), souvent confondue avec le syndrome de blanchiment des coraux, qui compromet leur survie. Détectée dans les eaux du territoire depuis 2020, sa manifestation est corrélée aux rejets d'eaux usées non ou mal traitées, selon un rapport de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES). Ces écosystèmes marins sont également exposés aux rejets des installations industrielles (distilleries, notamment), et à l'augmentation de la température des eaux littorales liées au changement climatique.

Carte n° 1 : état de santé des écosystèmes aquatiques au droit des rejets en mer



<sup>18</sup> Maladie de la perte des tissus des récifs coralliens.



Source : Office de l'eau, *Qualité environnementale des eaux côtières de Guadeloupe et de Saint-Martin, synthèse 2023*

Une étude publiée en 2020 pour le compte de l'ODE a mis en lumière les effets des rejets d'assainissement sur les milieux aquatiques<sup>19</sup>. Elle conclut à une dégradation générale des écosystèmes marins, en particulier dans les zones situées au droit des points de rejet. Les mesures réalisées sur les herbiers et les récifs coralliens ont révélé un état écologique allant de moyen à mauvais. Ces résultats confirment les conclusions de nombreux rapports qui établissent un lien entre les rejets liés à l'assainissement et l'eutrophisation des milieux aquatiques<sup>20</sup> en raison notamment des apports excessifs en nutriments (azote, phosphore). Cette étude souligne également une fréquence accrue des maladies coralliennes à proximité des zones de rejet, renforçant l'hypothèse d'un impact significatif des rejets d'eaux usées sur la santé des récifs.

## 1.2 L'assainissement occupe une place marginale au sein du syndicat

Dans son rapport sur la compétence de production et distribution d'eau potable du SMGEAG, la chambre a abordé la question de la gouvernance globale du syndicat et notamment la question de la mise en place de la régie prévue par l'article 7 des statuts<sup>21</sup>. Sa mise en place, qui aurait dû intervenir à la création du syndicat n'est toujours pas effective. Elle doit permettre une meilleure articulation entre la fixation des objectifs stratégiques dévolus au syndicat mixte d'une part et l'activité d'exploitation dévolue à la régie d'autre part. Ces constats valent pour l'assainissement. En effet, la régie, dotée d'une direction spécifique, permet de conduire l'exploitation de l'assainissement de façon plus opérationnelle en augmentant la réactivité de la gestion. Dans sa réponse à la contradiction l'ordonnateur indique qu'une délibération pour créer une régie au 1<sup>er</sup> janvier 2026 sera délibérée au plus tard le 31 juillet 2025. À la date du délibéré, la chambre constate l'absence d'une telle délibération sur le site internet du syndicat.

---

<sup>19</sup> Créocéan pour l'Office de l'eau de la Guadeloupe, *État des lieux des principaux rejets urbains en mer de la Guadeloupe*, 2020.

<sup>20</sup> L'eutrophisation est une saturation des écosystèmes en nutriments. Le mécanisme de réponse aux suppléments d'apports de nutriments est une augmentation de la biomasse végétale, générant progressivement une diminution de la pénétration de la lumière dans la colonne d'eau. Les écosystèmes aquatiques passent alors dans un nouveau système dans lequel le facteur limitant devient la lumière. Des proliférations d'espèces végétales opportunistes, adaptées à ces nouvelles conditions environnementales, vont alors remplacer les espèces présentes initialement, induisant des changements dans la structure et le fonctionnement de l'ensemble des communautés (végétaux, zooplancton, faune benthique, poissons, etc.).

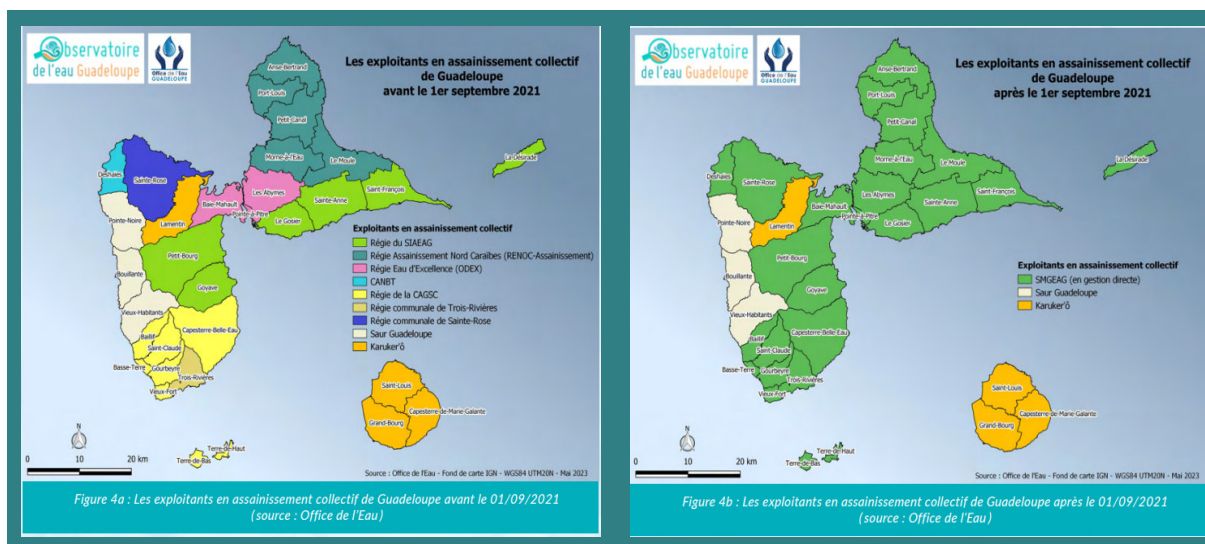
<sup>21</sup> Cet article dispose que « l'exploitation des services publics d'eau et d'assainissement des eaux usées et de la gestion des eaux pluviales urbaines donnera lieu à la création d'une régie unique sur l'ensemble du périmètre du syndicat mixte, sous réserve des délégations de service public contractées avant le 1<sup>er</sup> septembre 2021 par les membres du syndicat mixte ».

### 1.2.1 Les compétences du SMGEAG en matière d'assainissement

La compétence d'assainissement en Guadeloupe est encadrée depuis 2021 par une loi spéciale<sup>22</sup> qui fait du syndicat SMGEAG une entité politique administrée par un comité syndical composé de délégués issus des collectivités membres et dirigée par un président élu en son sein. Le SMGEAG est à la fois une autorité organisatrice suivant les dispositions relatives aux syndicats mixtes et un établissement public industriel et commercial (EPIC), et qui peut donc être un opérateur de réseau.

Le SMGEAG exerce sur l'ensemble du territoire de la Guadeloupe (hors Marie-Galante) les trois missions principales de la compétence d'assainissement collectif (collecte, transport, dépollution) et uniquement la mission obligatoire de la compétence d'assainissement non collectif. La création du SMGEAG a permis d'unifier l'organisation des services de l'AC et de l'ANC qui étaient jusque-là réalisés par 4 établissements publics de coopération intercommunale - EPCI - (le SIAEAG pour 11 communes, Cap Excellence pour 3 communes, la communauté d'agglomération Grand Sud Caraïbes pour 9 communes, et la communauté d'agglomération Nord-Basse-Terre pour 4 communes), avec des conventions de gestion déléguant cette compétence à deux communes : Sainte-Rose et Trois-Rivières. L'exploitation des installations a également été simplifiée puisque le SMGEAG se substitue à 6 exploitants : régies du SIAEAG, d'Eaux Nord Caraïbes (dite « *RENOC* »), d'Eaux d'Excellence et de Grand Sud Caraïbes, les 2 régies communales (Sainte-Rose et Trois-Rivières). Les territoires anciennement exploités en délégation de service public le sont restés : SAUR (pour Pointe-Noire, Bouillante, Vieux-Habitants et Lamentin).

**Carte n° 2 : les exploitants en assainissement collectif de Guadeloupe avant et après le 1<sup>er</sup> septembre 2021**

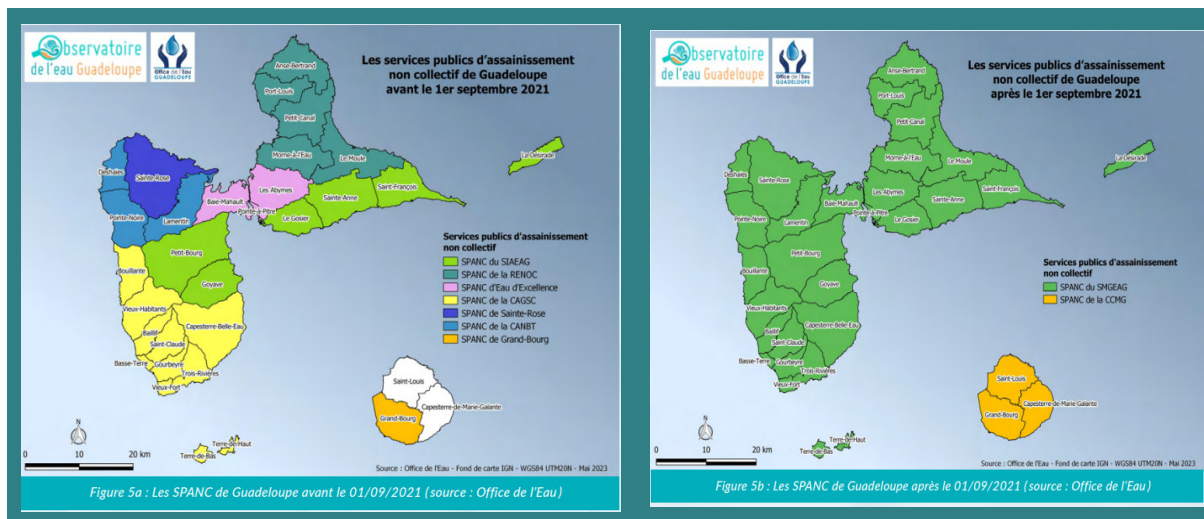


Source : Office de l'eau – Les chiffres clés 2023

<sup>22</sup> La loi du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe.

Le service public d'assainissement non collectif est complètement unifié, le SMGEAG se substituant aux 6 exploitants antérieurs des SPANC.

**Carte n° 3 : les SPANC de Guadeloupe avant et après le 1<sup>er</sup> septembre 2021**



Source : Office de l'eau – Les chiffres clés 2023

Au titre d'opérateur de réseau, le syndicat gère principalement les installations avec ses propres services à l'exception de 4 communes (Vieux-Habitants, Bouillante, Pointe-Noire, Lamentin) sur le territoire desquelles la gestion a été déléguée à des opérateurs privés. Le service d'assainissement non collectif est géré intégralement par les services propres du syndicat.

## 1.2.2 Une absence de stratégie en matière d'assainissement

### 1.2.2.1 Un schéma directeur d'assainissement (SDA) et des zonages non finalisés

La gestion de l'assainissement entre dans le cadre général d'une politique de la préservation et de l'amélioration de la qualité des masses d'eau. Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est le document de planification le plus général dans ce domaine. Il est arrêté par le préfet et fixe pour six ans les orientations qui permettent d'atteindre les objectifs attendus en matière de "bon état des eaux". Il est relatif au grand cycle de l'eau et s'établit au niveau d'un bassin versant. Pour ce qui concerne la Guadeloupe, l'ensemble du territoire est assimilé à un bassin versant et fait l'objet du SDAGE. La période 2022-2027 couvre la quatrième génération de SDAGE. Celui de Guadeloupe a été approuvé en avril 2022. Il contient un programme de mesures à mettre en place pour atteindre les objectifs fixés.

L'article L. 2224-8 du CGCT dispose que les collectivités en charge de l'assainissement « établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées ». Quand ce schéma directeur est combiné avec le zonage collectif/non collectif, il devient le schéma directeur d'assainissement (SDA). C'est cette option qui est choisie par le SMGEAG. Le SDA doit être

conforme aux orientations fixées par le SDAGE et concerne le petit cycle de l'eau<sup>23</sup>, pour sa partie assainissement. Le SMGEAG a commandé une étude auprès d'un prestataire pour réaliser le diagnostic, le zonage et un programme d'actions chiffré. Au mois de mai 2025 la prestation était partiellement livrée. L'ordonnateur précise que le retard du syndicat dans l'élaboration des schémas directeurs *ad hoc* est dû à l'absence du recensement des ouvrages d'assainissement effectué par les opérateurs précédents.

---

<sup>23</sup> Le « *petit cycle de l'eau* », désigne le parcours que l'eau emprunte du point de captage dans la rivière ou la nappe d'eau souterraine jusqu'à son rejet dans le milieu naturel. Il comprend le circuit de l'eau potable et celui du traitement des eaux usées.

### Le schéma directeur d'assainissement

Ce document est un schéma qui détermine les zones desservies par le réseau de distribution en tenant compte de l'évolution de la population et des ressources d'eau disponibles. Il comprend<sup>24</sup> :

- un diagnostic périodique mené à l'échelle d'un système d'assainissement (station de traitement des eaux usées et système de collecte associé) ;
- un programme d'actions chiffrées et hiérarchisées visant à améliorer l'état et le fonctionnement de ces ouvrages et équipements ;
- et, lorsqu'ils existent, des zonages.

Le SDA est un outil qui fait un recensement et un diagnostic des installations du réseau et du fonctionnement de tous ses équipements. En utilisant les données découlant de la gestion patrimoniale de la collectivité et en les complétant, il vise à améliorer la démarche de connaissance et de gestion du système d'assainissement. En tant qu'instrument de programmation et de gestion qui doit permettre à la collectivité d'avoir une vision globale des besoins et des solutions envisageables. Il permet d'orienter la réalisation de travaux structurants.

Outre le SDA, d'autres documents sont importants pour définir une orientation et structurer l'assainissement. Le zonage « eaux usées », le zonage « eaux pluviales » et le schéma directeur des eaux pluviales qui définit les mesures nécessaires pour limiter l'imperméabilisation des sols, assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales mais également prévoir des installations de gestion collective des eaux pluviales, sont autant de documents stratégiques indispensables au pilotage de la compétence.

Le zonage assainissement « *collectif/non collectif* » ou zonage « *eaux usées* », régi par l'article L. 2224-10 du CGCT, définit les zones à maintenir en assainissement non collectif et celles à assainir en collectif. Il permet donc, par cette identification, de quantifier les charges de pollution à prendre en compte pour le dimensionnement des ouvrages d'assainissement collectif. Les prescriptions résultant du zonage doivent être intégrées dans le plan local d'urbanisme (PLU), afin de les rendre opposables. La délimitation des zones tient compte de plusieurs critères : la concentration de la population et des activités économiques productrices d'eaux usées sur le territoire, la charge brute de pollution organique présente dans les eaux usées, les coûts respectifs des systèmes d'assainissement collectif et non collectif et de leurs effets sur l'environnement et la salubrité publique.

Le SMGEAG a repris les éléments de zonage des collectivités antérieurement en charge de la compétence à la création du syndicat, qui ne disposaient que d'un zonage « *très rarement à jour et approuvé* »<sup>25</sup>. Il n'a pas mis à jour et validé un zonage global. Cette démarche obligatoire nécessite une enquête publique préalable qui n'a pas été organisée. L'absence de zonage d'assainissement empêche le SMGEAG de définir clairement les besoins en matière de collecte et de traitement des eaux usées. Sans zonage, il n'est pas possible de rendre obligatoire le raccordement au réseau public d'assainissement, ni d'appliquer des sanctions en cas de non-conformité des installations d'ANC.

<sup>24</sup> Article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015

<sup>25</sup> Office de l'eau - Chiffres clés Eau et assainissement 2022

En outre, en cas de construction nouvelle, l'utilisateur ne peut immédiatement consulter en ligne le zonage pour identifier le système d'assainissement à prévoir. Sur de nombreux sites internet d'autorités organisatrices de l'assainissement au niveau national, les usagers peuvent accéder à cette information très facilement. Sur le territoire de la Guadeloupe, il n'en est rien et les usagers doivent se rendre en agence clientèle et une enquête terrain est souvent nécessaire.

**Recommandation n° 1.** : (*régularité*) adopter le schéma directeur d'assainissement y compris le zonage conformément aux articles L. 2224-8 à L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales.

#### 1.2.2.2 Les élus du SMGEAG doivent davantage porter les enjeux stratégiques de l'assainissement

La gestion de la crise de l'eau concentre une grande partie de l'attention du SMGEAG et de ses partenaires que sont l'État, la région et le département. Sa gravité et la nécessité d'obtenir des résultats probants à court terme ont conduit ces acteurs, réunis dans le cadre du comité local d'accompagnement (CLA), instance chargée du suivi du contrat d'accompagnement renforcé 2023-2025 dit « COROM », à se consacrer presque exclusivement à la question de l'eau potable<sup>26</sup> et progressivement à donner la priorité aux investissements nécessaires à la sortie rapide, à l'horizon 2025-2026, de 50 000 personnes des tours d'eau. Dans l'avenant n° 1 au contrat « COROM » qui contractualise les engagements de chacun en faveur d'un retour à l'équilibre financier du SMGEAG et en faveur d'une sortie des tours d'eau, aucun indicateur de suivi, ni aucun livrable ne concerne spécifiquement l'assainissement. En interne, seul l'indicateur du nombre de STEP de plus de 2000 EH conformes est suivi.

Le président du syndicat indique que, parallèlement aux indicateurs réglementaires figurant dans les rapports annuels sur le prix et la qualité du service (RPQS), des indicateurs d'exploitation complémentaires sont en cours de déploiement, sans toutefois en préciser la nature ni le calendrier de mise en œuvre.

Contrairement à la crise de l'eau potable dont les conséquences sont immédiatement et directement vécues par la population, les problématiques liées à l'assainissement sont moins sensibles et moins visibles<sup>27</sup>. Malgré des interdictions de baignade sur certains sites et en dépit d'arrêtés municipaux, une partie de la population continue de les fréquenter. Or, les risques sanitaires et environnementaux induits par l'état de l'assainissement en Guadeloupe, qu'il soit collectif ou non collectif, et leurs conséquences sont majeurs et les pollutions engendrées par les dysfonctionnements du système sont durables<sup>28</sup>.

Face à cette situation, l'implication des élus reste insuffisante. Un séminaire à leur attention, organisé le 12 avril 2025, portait sur des thématiques cruciales pour rétablir la confiance des usagers telles que la relation avec la clientèle, la tarification et la facturation. Malgré la mobilisation d'une douzaine de directeurs de service et la présence du représentant

---

<sup>26</sup> La question de l'assainissement n'est presque jamais évoquée par le comité local d'accompagnement (CLA) lors de ses réunions régulières.

<sup>27</sup> Un article de Guadeloupe la 1<sup>ère</sup> titrait en ce sens le 19 janvier 2021 « *assainissement : un scandale masqué par la pénurie d'eau, en Guadeloupe* ».

<sup>28</sup> Article France 24 du 15 janvier 2024 « Usines fantômes, gestion hasardeuse : le scandale des stations d'épuration de Guadeloupe ».

de l'Etat, seuls 6 des 28 élus du comité syndical ont répondu à l'invitation du président du syndicat mixte. En précisant qu'« *entre 2021 et 2022, le bureau syndical s'est réuni 5 fois pour examiner les sujets inscrits à l'ordre du jour du comité syndical et qu'en 2022, deux séances du bureau ont fait l'objet de PV de carence* », le syndicat confirme le constat de la chambre. Depuis le 30 octobre 2024, selon le président du syndicat, il n'y a pas eu de PV de carence. Toutefois, le récent rapport de la chambre sur la compétence « *eau potable* », paru le 1<sup>er</sup> juillet 2025, a montré que la participation des élus au comité syndical reste faible.

Cet absentéisme des élus, au-delà de l'image qu'il renvoie, peut avoir des conséquences concrètes sur le fonctionnement de la structure. À titre d'exemple, l'absence de quorum lors de séances du comité syndical a retardé de six mois le lancement de la facturation des usagers de Deshaies, après la reprise en régie de la commune. Il en résulte que les usagers ont reçu à quelques jours d'intervalle deux factures quadrimestrielles, provoquant des effets très négatifs en matière de perception du service et de relation avec la clientèle.

#### 1.2.2.3 Le plan pluriannuel d'investissement (PPI) « accéléré » à 34 millions ne permet pas de remettre en état les infrastructures d'assainissement

En 2022, le SMGEAG a établi un plan pluriannuel d'investissement de 370 M€ pour la période 2023-2027, prévoyant une répartition équilibrée entre les secteurs de l'eau potable et de l'assainissement (soit 80 M€ par an, à raison de 40 M€ par secteur). Cependant, la gravité de la crise de l'eau en Guadeloupe, combinée aux difficultés financières persistantes du syndicat (absence d'autofinancement, difficulté de bouclage du financement), a conduit à plusieurs révisions successives du PPI, tant sur le volume global que sur la répartition sectorielle des investissements.

Le 17 octobre 2023, les membres du comité local d'accompagnement (CLA) ont validé un PPI révisé à 320 M€ pour la période 2024-2027, marquant une première inflexion en faveur de l'eau potable avec 167 M€ pour l'eau et 153 M€ pour l'assainissement. Face à des résultats encore peu visibles et dans l'objectif d'une sortie progressive des tours d'eau, une nouvelle version du programme, la « *PPI accélérée* », a été adoptée. D'un montant total de 213 M€<sup>29</sup>, sans autofinancement, ce nouveau plan opère une réallocation des financements garantis au profit de l'eau potable (179 M€) et au détriment de l'assainissement (34 M€). Ainsi, sur la période 2024-2026, les crédits alloués à l'assainissement chutent de 153 M€ à seulement 34 M€, soit une baisse de 119 M€.

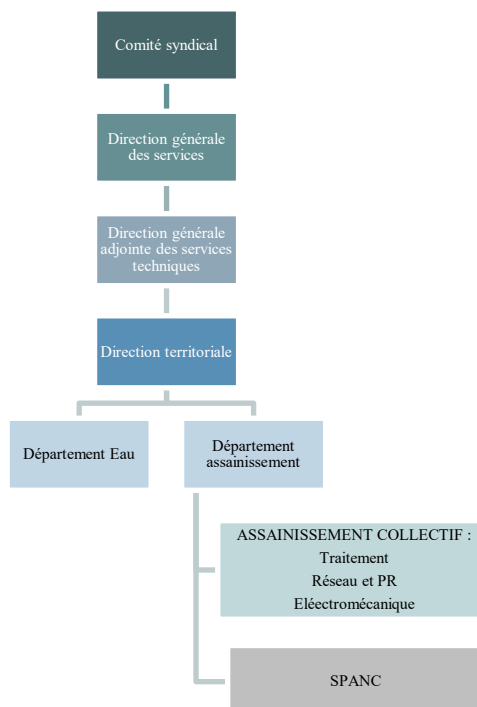
Cette réorientation budgétaire affecte principalement les réseaux de collecte, dont les crédits ont été en grande partie supprimés dans la PPI accélérée. Ces investissements restent toutefois inscrits dans la version antérieure de la PPI (320 M€), à échéance 2027, sans garantie de réalisation compte tenu de la difficulté d'obtention des financements.

#### 1.2.2.4 Une direction spécifique de l'assainissement est souhaitable

Chaque direction d'exploitation est constituée d'un département assainissement et d'un département eau potable.

---

<sup>29</sup> Validée par une convention de financement quadripartite signée le 6 août 2024 par le SMGEAG, la région, le département et l'Etat.

**Schéma n° 4 : Organigramme type d'un territoire d'exploitation du SMGEAG**

Source : chambre régionale des comptes (CRC) de Guadeloupe

Compte tenu de la crise de l'eau, l'assainissement, qui est déjà une compétence traditionnellement moins valorisée que l'eau, se retrouve relégué au second plan. Le positionnement des départements assainissement au sein des directions territoriales ne permet pas de porter suffisamment les problématiques tant au niveau des partenaires du SMGEAG que de la direction générale, en interne au SMGEAG. La question de l'assainissement apparaît ainsi comme « *sous-priorisée* »<sup>30</sup>.

Afin de donner une place adaptée aux enjeux de l'assainissement et de répondre de manière cohérente aux difficultés opérationnelles de l'assainissement collectif, le SMGEAG gagnerait à créer une direction assainissement spécifique dédiée pour l'ensemble du territoire en exploitation qui pourrait se mobiliser sur la résolution des problématiques de l'assainissement indépendamment de la question de l'eau potable. En effet, les difficultés opérationnelles sur l'assainissement collectif nécessitent une mise en commun des capacités techniques d'entretien et de réparation ainsi qu'une harmonisation des équipements utilisés<sup>31</sup>.

La mise en place d'une direction transversale de l'assainissement doit permettre, pour l'assainissement non collectif, une harmonisation des pratiques et une mutualisation des compétences et des ressources. Des disparités dans l'effectif de chacune des directions territoriales, dans la formation que possèdent les agents et dans l'activité des agents sont constatées. Un partage des bonnes pratiques, la mise en place de formations communes, la plus grande polyvalence des agents et une répartition plus adéquate des agents sur le territoire, seront favorisés par cette transversalité.

<sup>30</sup> Rapport de l'intervention du cabinet Forvis Mazars du 27 janvier 2025.

<sup>31</sup> Cette préconisation est reprise par l'étude Forvis Mazars dans son rapport final du 27 janvier 2025.



**Recommandation n° 2.** (performance) repositionner la fonction assainissement à un niveau de pilotage équivalent à celui de l'eau potable.

---

### **CONCLUSION INTERMÉDIAIRE**

---

*L'état écologique des masses d'eau en Guadeloupe continue de se détériorer. La fréquence croissante des alertes sanitaires, comme les interdictions de baignade prononcées par l'ARS, ou encore les études sur la dégradation des récifs coralliens et des herbiers, projettent à l'horizon de 2030 une image préoccupante : celle d'une Guadeloupe, pourtant réputée pour ses « belles eaux » où l'accès aux sites de baignade pour les résidents comme pour les visiteurs pourrait être compromis. Parmi les facteurs majeurs de cette dégradation, les défaillances de l'assainissement jouent un rôle déterminant.*

*La création du syndicat unique SMGEAG représentait une opportunité pour engager une réponse cohérente aux enjeux liés à l'assainissement. Malgré un contexte marqué par une mobilisation prioritaire autour de la crise de l'eau potable, le syndicat a néanmoins entrepris des actions jusqu'ici ignorées par certains anciens opérateurs, notamment l'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement et la remise en service ou en état des stations d'épuration.*

*Cependant, l'urgence de l'eau potable a en partie éclipsé les problématiques d'assainissement. Afin de redonner toute sa place à l'assainissement, il est indispensable de créer une direction de l'assainissement à l'échelle du syndicat, dotée d'une vision transversale, dépassant les logiques territoriales. Cette organisation permettrait de porter ce sujet au plus haut niveau décisionnel et de travailler à l'amélioration du service indépendamment des questions liées à l'eau potable.*

*Enfin, si l'assainissement bénéficiait initialement d'une priorité égale à celle de l'eau potable dans le PPI 2023-2027 avec une enveloppe de 180 M€, les ajustements budgétaires successifs ont ramené son enveloppe à 3 M€, mettant en difficulté le renouvellement des réseaux de collecte, pourtant indispensable à la protection durable de l'environnement et des ressources en eau.*

---

## **2 LA PERFORMANCE DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF PROGRESSE MAIS RESTE INSUFFISANTE**

Les abonnés à l'assainissement collectif ne représentent que 41 % des abonnés au service d'eau potable contre 85 % au niveau national<sup>32</sup>. Le réseau d'assainissement collectif est le moins développé des départements d'outre-mer (hors Guyane et Mayotte).

---

<sup>32</sup> Estimation du ministère chargé de l'écologie.

**Tableau n° 1 : part des abonnés raccordés à un réseau d'assainissement collectif**

| Département ou collectivité d'outre-mer                                  | La Réunion | Martinique | Guyane, Mayotte, Nouvelle Calédonie et Polynésie française hors Tahiti | Guadeloupe  |
|--|------------|------------|--|-------------|
| <i>Part des usagers raccordés à un réseau d'assainissement collectif</i> | 50 %       | 42,5 %     | Réseaux quasiment inexistant   | <b>41 %</b> |

Source : Conseil économique, social et environnemental (CESE)

Le nombre d'abonnés au service d'assainissement collectif a augmenté de 722 abonnés entre 2022 et 2023, soit une évolution de moins de 1 %. Le SMGEAG estime que 10 % de la population sont d'ores et déjà raccordables à l'assainissement collectif<sup>33</sup> et que 10 % supplémentaires pourraient l'être si des travaux étaient effectués à hauteur de 8 M€ HT par an<sup>34</sup> pendant 5 ans.

L'assainissement collectif est géré en gestion directe sur une partie du territoire et en délégation de service public sur les communes du Lamentin, de Pointe Noire, de Bouillante et de Vieux-Habitants.

**Tableau n° 2 : les infrastructures d'assainissement collectif par territoire de gestion de 2021 à 2025**

| Territoire                                  | Exploitant  | Nbre stations d'épuration ≥ 2000 EH | Nb de postes de relevage | Km conduites réseaux | Nb abonnés    |
|---|---|-------------------------------------|--------------------------|----------------------|---------------|
| <i>SMGEAG hors territoire en délégation</i> | SMGEAG (gestion directe)  | 15                                  | 250                      | 664                  | 73 320        |
| <i>Lamentin</i>                             | Karuker'ô, puis Saur Guadeloupe à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2024 | 1                                   | 6                        | 23                   | 2 993         |
| <i>Pointe-Noire</i>                         | Saur Guadeloupe   | 0                                   | 3                        | 9                    | 721           |
| <i>Bouillante – Vieux Habitants</i>         | Saur Guadeloupe   | 1                                   | 13                       | 38                   | 1 990         |
| <b>Total</b>                                |   | <b>17</b>                           | <b>272</b>               | <b>735</b>           | <b>79 024</b> |

Source : Office de l'Eau, SMGEAG et Sispea

<sup>33</sup> Fiche action n° 3 du contrat d'accompagnement renforcé - identification des usagers raccordables à l'assainissement collectif

<sup>34</sup> Fiche action n° 2 du contrat d'accompagnement renforcé - extension du réseau d'assainissement collectif

## 2.1 Le SMGEAG ne connaît pas l'intégralité de son patrimoine

Les annexes V et VI des articles D. 2224-1 à D. 2224-3 du CGCT prévoient la publication au sein du RPQS<sup>35</sup> annuel obligatoire de l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées<sup>36</sup>. Sur la période sous revue, cet indicateur est nul<sup>37</sup> ou de 15 sur 120 pour les années 2021 et 2022 et de 15 ou 30 pour l'année 2023<sup>38</sup> selon les documents fournis, loin derrière la moyenne nationale qui était de 40<sup>39</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Il faut noter que cette moyenne nationale est pourtant bien inférieure à la moyenne de l'indice de connaissance des réseaux d'eau potable. L'ordonnateur explique la méconnaissance de l'état des ouvrages d'assainissement par la non transmission des informations par les anciens opérateurs. Il annonce, sans planning prévisionnel, la production d'un schéma directeur d'assainissement des eaux usées, en cours d'élaboration, qui fera cet inventaire.

Selon les constats établis par la chambre lors du contrôle des comptes et de la gestion du SMGEAG sur le volet eau potable, le transfert juridique et comptable des actifs n'a pas encore été intégralement effectué à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2021. En conséquence, le SMGEAG ne disposait pas d'une connaissance exhaustive des infrastructures de l'assainissement collectif dont il avait la charge. Une expertise externe a permis d'identifier 53 petites stations d'épuration pour lesquelles le maître d'ouvrage reste non identifié<sup>40</sup>. Par ailleurs, parmi les STEP de moins de 2 000 EH, neuf ne sont pas exploitées, et leur capacité reste inconnue du SMGEAG. Le président du syndicat souligne, en réponse aux observations provisoires, que le transfert des ouvrages sans états des lieux n'a pas permis un accord sur la valeur vénale des ouvrages transférés et le montant des amortissements. Il indique en outre que *« le SMGEAG devra donc payer deux fois : rembourser les prêts et remettre en état un patrimoine à reconstruire pratiquement »*.

Quant aux réseaux, sa connaissance n'est que partielle. Le linéaire total de réseau de collecte des eaux usées a été estimé par un prestataire<sup>41</sup> du SMGEAG à 750,7 kms linéaires tous types de mode de gestion confondus<sup>42</sup>. Le SMGEAG a dénombré 360 postes de relevage/refoulement (PR) sur son périmètre<sup>43</sup>. La date de pose des réseaux est inconnue pour 92 % des réseaux<sup>44</sup>, de même que le matériau de construction utilisé. Pour ce que le SMGEAG en connaît, il est en très mauvais état et certains tronçons sont tout simplement effondrés, avec

---

<sup>35</sup> Le rapport sur le prix et la qualité de service (RPQS) est un document produit tous les ans par chaque service d'eau et d'assainissement pour rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée conformément à l'article L. 2224-5 du CGCT. C'est un document public (dès lors qu'il a été validé par l'assemblée délibérante de la collectivité) qui répond à une exigence de transparence interne (le service rend compte annuellement à sa collectivité de tutelle et le maire ou le président présente ce rapport à son assemblée délibérante) mais également à une exigence de transparence à l'usager, lequel peut le consulter à tous moments au siège de son service.

<sup>36</sup> Les modalités de cet indice sont prévues par l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement

<sup>37</sup> RPQS SMGEAG 2023

<sup>38</sup> Ibidem

<sup>39</sup> Système d'information des services publics de l'eau et de l'assainissement (Sispea) : <https://www.services.eaufrance.fr/>

<sup>40</sup> Système d'information géographique (SIG) du SMGEAG, février 2025.

<sup>41</sup> Etude SAFEGE en 2024.

<sup>42</sup> Projet de rapport d'activités 2023.

<sup>43</sup> Ibidem.

<sup>44</sup> 689 kms linéaires / 750 kms linéaires – étude SAFEGE

pour conséquence qu'une partie importante des rejets n'arrive pas à l'entrée des STEP et génère des pollutions et des nuisances diffuses sur tout le territoire. Dans sa réponse, le président du syndicat indique que le SDAEU, en cours d'élaboration, permettra d'accroître la connaissance des réseaux, des postes de relevage et des stations d'épuration.

## 2.2 Les réseaux ne permettent de collecter qu'un tiers des charges d'effluents

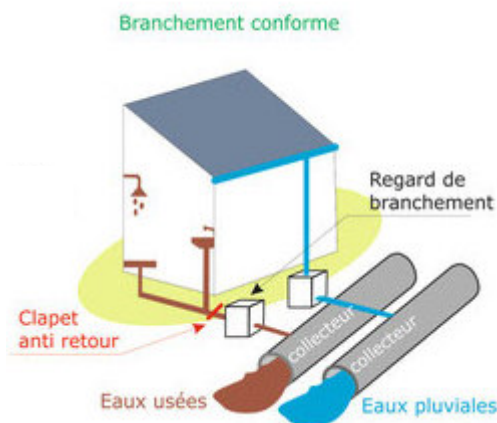
### Les réseaux d'eaux usées

#### La séparation des eaux usées et des eaux pluviales

Les eaux usées sont rejetées dans le réseau d'eaux usées via un raccordement (ou branchement) situé en limite de propriété.

Sur le territoire de la Guadeloupe, les eaux usées et les eaux pluviales sont conçues historiquement comme devant être recueillies dans des collecteurs différents. On parle alors de réseau séparatif.

Ce système permet de mieux maîtriser les volumes d'eau collectés et d'adapter la capacité des stations d'épuration en conséquence. Il permet aussi d'éviter le risque de débordement d'eaux usées dans le milieu naturel lorsqu'il pleut.



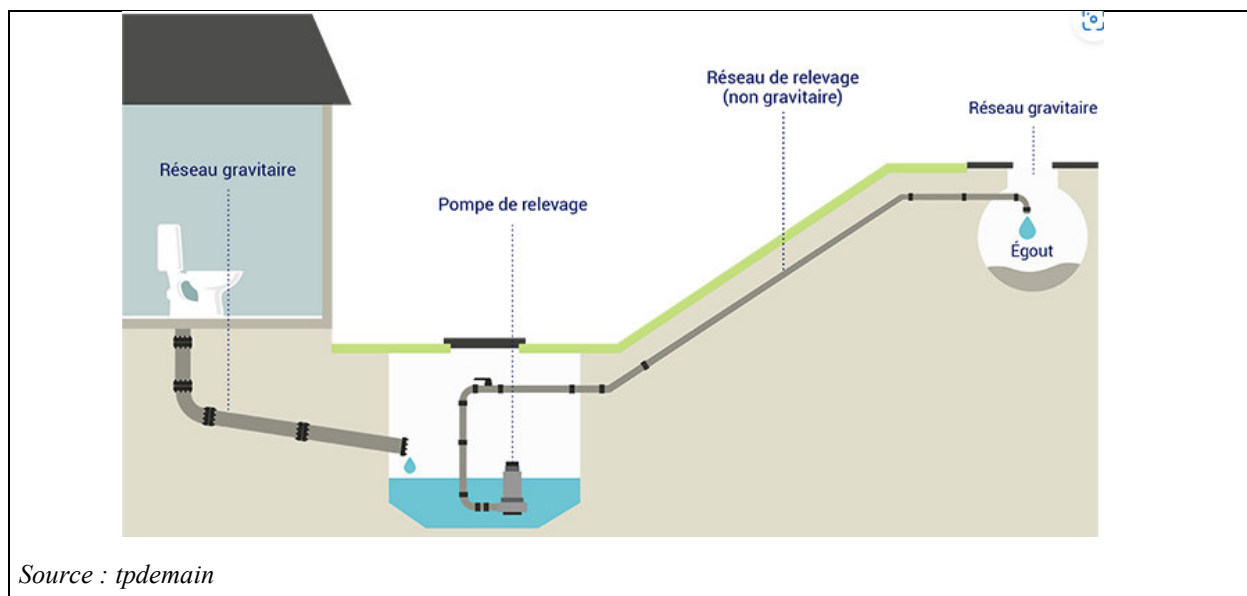
Source : communauté de communes du Val de l'Aisne

#### Le système de collecte est constitué de réseaux gravitaires et de réseaux refoulés

Un réseau est dit « gravitaire » lorsque l'écoulement des effluents qu'il transporte est naturellement assuré par une pose « avec pente » de la canalisation d'évacuation. Les effluents s'écoulent alors du point haut vers le point bas sous l'action de leur propre poids et de la gravité terrestre, d'où le terme de réseau gravitaire.

Lorsque le dénivelé du terrain ne permet pas de réaliser un réseau entièrement gravitaire, il peut être nécessaire d'installer au point le plus bas un poste dit « de relevage » (ou de refoulement<sup>45</sup>), équipé de pompes, dont le rôle est de remonter les effluents à un niveau supérieur pour leur permettre de reprendre un écoulement gravitaire naturel.

<sup>45</sup> Le poste de relevage renvoie l'eau à un niveau plus élevé mais à proximité immédiate. Le poste de refoulement a la même action mais, équipé d'une pompe plus puissante, il peut renvoyer l'eau à une plus grande distance.



Les données mesurant la charge organique des principales STEP du SMGEAG (plus de 2 000 EH) correspondent aux effluents rejetés par 50 651 habitants. Le total de la population desservie par l'assainissement collectif est de 145 909. La chambre en déduit que seul un peu plus d'un tiers des effluents parvient aux STEP pour traitement<sup>46</sup>. Cet écart s'explique principalement par le mauvais état des réseaux qui est à l'origine de nombreuses fuites. L'écart entre la charge organique recueillie par les STEP et leur capacité nominale de traitement (187 310 EH<sup>47</sup>) s'explique aussi par un réseau de collecte des effluents insuffisamment développé au regard des capacités théoriques de traitement.

<sup>46</sup> 50 651 (charge organique entrante dans les STEP de plus de 2000 EH) / (145 909 habitants desservis par l'assainissement collectif x 92 % (part de la capacité en EH des STEP de plus de 2000 EH dans les 48 STEP du RPQS))

<sup>47</sup> La capacité nominale totale de traitement des STEP du SMGEAG est de 218 202 EH selon le RPQS 2023.

Tableau n° 3 : charge entrante des effluents à l'entrée des STEP de plus de 2 000 EH

|                       | Capacité en EH | Charge entrante en EH | %         |
|-----------------------|----------------|-----------------------|-----------|
| <i>Pointe-à-Donne</i> | 45 000         | 17 503                | 39        |
| <i>Trioncelle</i>     | 18 500         | 4 213                 | 23        |
| <i>Terre-de-haut</i>  | 1 500          | ND                    | ND        |
| <i>Gosier</i>         | 15 000         | 6 897                 | 46        |
| <i>Le Moule</i>       | 18 000         | 2 100                 | 12        |
| <i>Port-Louis</i>     | 7 000          | 640                   | 9         |
| <i>Saint-François</i> | 15 000         | 3 001                 | 20        |
| <i>Morne-à-l'Eau</i>  | 8 000          | 1 603                 | 20        |
| <i>Anse-Bertrand</i>  | 2 000          | 194                   | 10        |
| <i>Sainte-Anne</i>    | 12 500         | 1 733                 | 14        |
| <i>Petit-Bourg</i>    | 9 500          | 3 343                 | 35        |
| <i>Goyave</i>         | 8 560          | 2 911                 | 34        |
| <i>Trois-Rivières</i> | 2 500          | 662                   | 28        |
| <i>Baillif</i>        | 18 000         | 5 851                 | 33        |
| <i>Sainte-Rose</i>    | 6 250          | 0                     | 0         |
| <b>Total</b>          | <b>187 310</b> | <b>50 651</b>         | <b>27</b> |

Source : RPQS 2023

Le réseau de collecte est ancien, puisqu'environ 82 % du réseau a été posé il y a plus de 40 ans. Le matériau utilisé est en majorité de l'amiante-ciment<sup>48</sup>, ce qui engendre, avec le temps des dégradations spécifiques. Le contact de ce matériau avec le gaz H<sub>2</sub>S provenant de la concentration des effluents aboutit à une corrosion qui entraîne l'effondrement des réseaux. Dans sa réponse, le SMGEAG indique, sans pièces justificatives probantes, que le réseau serait constitué majoritairement de matériau PVC et non de conduites en amiante-ciment comme décrit dans l'étude en date de 2024.

Le réseau est historiquement conçu comme séparatif entre eaux usées et eaux pluviales et les stations d'épuration ne sont pas censées recevoir des eaux pluviales dénommées « eaux claires parasites ». Cependant, à certains endroits du territoire, les réseaux d'eau pluviales ont été branchés sur les eaux usées et inversement. Ces dysfonctionnements ajoutés à la porosité des réseaux engendrent une problématique d'ajout d'eaux extérieures dans les réseaux d'assainissement notamment lors de la saison des pluies de juin à novembre. Les eaux usées sont alors fortement diluées, « *ce qui engendre des dysfonctionnements lors du traitement [...] et des dépassements de la capacité hydraulique des ouvrages existants, occasionnant des rejets directs dans le milieu naturel* »<sup>49</sup>. Cette situation conduit les maîtres d'ouvrage à parfois

<sup>48</sup> Etude SAFEGE 2024 – 96,5 % du réseau est en amiante-ciment.

<sup>49</sup> Office de l'eau de Guadeloupe, Chiffres clés de l'eau et de l'assainissement – Publication 2023.

surdimensionner les ouvrages engendrant des surcoûts en investissement et en exploitation<sup>50</sup>. La problématique rencontre celle du service GEPU sachant que les réseaux d'eaux pluviales sont aussi méconnus et en très mauvais état.

Le SMGEAG a identifié 85 points noirs<sup>51</sup> sur le réseau, ce qui représente 12,8 pour 100 kms, contre 4,7 au niveau national<sup>52</sup>. Parmi ces points noirs, 21<sup>53</sup> postes de relevage sont à l'arrêt, dont 3 reliés à la STEP de Pointe à Donne, la plus grosse STEP du département. Un autre de ces points noirs est celui du poste de refoulement de la plage du bourg de Sainte-Anne pour lequel un incident a conduit à une interdiction ponctuelle de baignade alors que la plage est une des plus fréquentée de Guadeloupe<sup>54</sup>. Enfin, le poste de refoulement d'Anse à Sable à Bouillante rejette ses effluents directement dans la mer en amont du bourg de Bouillante. En dehors de ces cas qui ont été médiatisés, certains réseaux de collecte ont été jugés non-conformes pour 2023<sup>55</sup> par la DEAL et nécessitent également d'importants travaux de réhabilitation, notamment en Sud Basse-Terre (Baillif, Bouillante, Capesterre-Belle-Eau, Sainte-Rose et Trois-Rivières).

Les anciens opérateurs n'ont pas procédé au renouvellement régulier des réseaux<sup>56</sup> et seulement 10,2 kms linéaires ont été renouvelés entre 2018 et 2022<sup>57</sup> et le nombre de kms linéaires renouvelés n'a pas été précisé dans le RPQS 2023 pour l'année 2023. D'après les opérations d'investissement achevées, seul le quartier Gaston Feuillard a bénéficié de travaux de réhabilitation de ses réseaux. D'après les opérations d'investissement achevées, le quartier Gaston Feuillard à Basse-Terre, les rues Mortenol et Tirolien à Anse-Bertrand et Port-Louis, selon le président du syndicat, ont respectivement bénéficié de travaux de réhabilitation de ses réseaux.

---

<sup>50</sup> Dans sa publication sur les chiffres clés de l'eau et de l'assainissement de 2021, l'ODE mettait en avant le mauvais état des réseaux de collecte qui récupèrent d'importantes quantités d'eaux claires parasites (eaux de nappe, eaux marines ou eaux de pluie).

<sup>51</sup> En vertu de l'arrêté du 2 mai 2007 précité, un point noir est un point du réseau qui nécessite au moins deux interventions par an (préventives ou curatives).

<sup>52</sup> Article 19 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif.

<sup>53</sup> Système d'information géographique (SIG) du SMGEAG, février 2025

<sup>54</sup> Article Interdiction de baignade sur la plage du bourg de Sainte-Anne, Guadeloupe la 1<sup>ère</sup>, 7 janvier 2025

<sup>55</sup> Arrêtés de manquement administratif du 10 juillet 2024.

<sup>56</sup> 22 kms linéaires de réseaux sur 750 datent de moins de 25 ans d'après l'étude SAFEGE.

<sup>57</sup> RPQS SMGEAG 2023.

**Recommandation n° 3.** (*performance*) augmenter le niveau de prise en charge organique des réseaux de collecte

## 2.3 Malgré des progrès une grande majorité des STEP reste non conforme

### 2.3.1 Des progrès dans la conformité des STEP de plus de 2000 EH mais des dysfonctionnements majeurs

En 2023, le SMGEAG exploite directement 48 stations de traitement des eaux usées publiques (STEP) pour une capacité épuratoire d'environ 218 202 EH (équivalent-habitant)<sup>58</sup>. Le parc du SMGEAG est marqué par un nombre important de petites STEP. Il est constitué de 33 STEP de moins de 2000 EH (66 % du parc) et de 15 STEP de plus de 2000 EH (34 % du parc), qui représentent respectivement 2 et 98 % de la capacité épuratoire totale. Sept stations de plus de 10 000 EH, d'une capacité nominale cumulée de 160 100 EH représentent à elles seules 73 % de la capacité épuratoire totale.

#### Qu'est-ce qu'une station d'épuration ?



Source : Blog-Gil-savoie

Le système de traitement est constitué d'une combinaison d'étapes dites primaires (procédés physico-chimiques), secondaires (procédés biologiques) et éventuellement tertiaires (traitements complémentaires parfois nécessaire). L'ensemble du processus de traitement vise à retirer la pollution des eaux collectées grâce à la « *filière eau* » et à la concentrer dans les « *boues d'épuration* » qui sont traitées et évacuées (la « *filière boue* »).

<sup>58</sup> Ibidem.



Le prétraitement (ou traitement primaire) :

② Le dégrillage automatique permet l'élimination des plus gros déchets qui sont compactés et ensachés avant d'être évacués en centre d'enfouissement technique.

③ Le dessablage-dégraissage consiste à faire passer l'eau dans des bassins où la réduction de vitesse d'écoulement fait se déposer les sables et flotter les graisses. L'injection des microbulles d'air permet d'accélérer la flottation des graisses. Les sables sont récupérés par pompage alors que les graisses sont raclées en surface.

Le traitement biologique (ou traitement secondaire) :

④ L'eau prétraitée est admise dans le bassin d'aération qui permet l'élimination de la pollution soluble par voie biologique : dopées par une insufflation d'air, les bactéries épuratrices y trouvent les conditions de croissance idéales. La zone centrale non aérée favorise l'élimination du phosphore par voie biologique, complétée par l'injection de chlorure ferrique. Dans le dégazeur, l'eau est débarrassée des fines bulles d'air avant de rejoindre l'étape finale du traitement.

⑤ La clarification est l'opération qui sépare l'eau épurée en surface des boues décantées en fond d'ouvrage. Celles-ci sont raclées puis pompées et sont pour partie recirculées dans le bassin d'aération, et pour l'autre partie dirigées vers le traitement des boues.

Le traitement tertiaire éventuel :

La dépollution des eaux usées consiste à éliminer les polluants non biodégradables notamment le phosphore et l'azote contenus dans les eaux pour affiner ces dernières. Elle est basée sur l'utilisation de procédés chimiques et physiques.

Le rejet des eaux usées traitées :

⑥ L'eau claire est rejetée dans le milieu naturel (mer ou rivières) par le biais d'un émissaire qui peut aller jusqu'à plusieurs centaines de mètres.

Le traitement des boues :

⑦ Les boues en excès issues du traitement biologique sont déshydratées par centrifugation. Elles sont ensuite reprises par une pompe et transférées dans l'aire de stockage.

En Guadeloupe, les boues d'épuration sont principalement mises en décharge selon le SMGEAG.

La défaillance d'un seul des dispositifs de traitement a une influence directe sur la qualité générale des effluents rejetés et peut entraîner l'arrêt de la station et le rejet direct des effluents dans le milieu naturel.

Deux STEP de plus de 2 000 EH sont exploitées par un délégataire, en délégation de service. En raison des dangers que les stations de plus de 2 000 EH sont susceptibles de présenter pour la santé et la sécurité publique et des atteintes potentielles qu'elles peuvent causer à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique, elles font l'objet d'une attention particulière des autorités administratives et des exploitants. L'observatoire de l'eau de Guadeloupe publie d'ailleurs chaque année dans ses *chiffres de l'eau et de l'assainissement* une

carte de la « *conformité locale des systèmes d'assainissement des eaux usées* » qui se limite aux STEP supérieures à 2 000 EH.

Une fois autorisé ou déclaré, l'équipement fait l'objet d'un contrôle annuel pour évaluer sa conformité. Les systèmes sont classés non conformes s'ils ne respectent pas la réglementation nationale ou les prescriptions de leur autorisation préfectorale.

La conformité globale des systèmes d'assainissement comprend à la fois :

- 1) **la conformité en performance** qui permet de s'assurer que les paramètres d'analyse (DBO<sub>5</sub>, DCO et MES<sup>59</sup>) respectent les valeurs fixées en concentration ou en rendement<sup>60</sup>. Deux autres paramètres sont observés lorsque les rejets des STEP supérieures à 10 000 EH sont localisées dans des zones sensibles à l'eutrophisation, les paramètres azote (NGL) et phosphore (P<sub>tot</sub>)<sup>61</sup>. En Guadeloupe où les eaux côtières sont quasi-exclusivement situées en zones sensibles, huit STEP seraient concernées. Sur la direction territoriale de Basse-Terre, les arrêtés préfectoraux d'autorisation des STEP de Goyave, Petit-Bourg et Sainte-Rose en tiennent compte dans la liste des paramètres à surveiller. Cependant les décisions de conformité sur les autres STEP de plus de 10 000 EH ne prennent pas en compte les deux paramètres complémentaires (azote et phosphore) pourtant à l'origine de la dégradation des milieux sensibles à l'eutrophisation.
- 2) **la conformité des équipements épuratoires** qui consiste à vérifier que les STEP sont dotées des équipements adaptés à leur capacité et au niveau de traitement requis. Le défaut ou l'insuffisance des aménagements et équipements destinés à fournir les informations d'autosurveillance est considéré comme un motif de non-conformité. A noter qu'une non-conformité en performance, fondée sur le non-respect des normes de rejets et constatée trois années consécutives, entraîne automatiquement une non-conformité en équipement.
- 3) **la conformité du système de collecte** des eaux usées qui concerne la capacité des systèmes de collecte à limiter, voire éliminer, les eaux claires parasites. Un réseau d'assainissement doit être conçu, exploité et entretenu de manière à prévenir tout rejet ou déversement d'eaux usées en temps sec et à éviter les surcharges en période de pluie susceptibles de provoquer des dysfonctionnements.

En cas de non-conformité de tout ou partie du système d'assainissement, le maître d'ouvrage, en l'occurrence le SMGEAG, fait parvenir à la DEAL en charge du contrôle l'ensemble des éléments correctifs qu'il entend mettre en œuvre pour remédier à cette situation dans les plus brefs délais.

---

<sup>59</sup> DBO<sub>5</sub> : La demande biochimique en oxygène sur cinq jours. DCO : La demande chimique en oxygène. MES : matières en suspension (MES).

<sup>60</sup> Annexe III de l'arrêté du 21 juillet 2015 portant sur les performances minimales des stations de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.

<sup>61</sup> Ces paramètres et les conséquences de rendements insuffisants sont expliqués au point 2.3.1.2.2.

Tableau n° 4 : Critères permettant d'apprécier la conformité

| Performance    | Équipement     | Conformité globale | Interprétation   |
|----------------|----------------|--------------------|--|
| ✓ Conforme     | ✓ Conforme     | ✓ Conforme         | Station conforme réglementairement   |
| ✗ Non conforme | ✓ Conforme     | ✗ Non conforme     | Station correctement équipée mais mal exploitée ou surchargée                      |
| ✓ Conforme     | ✗ Non conforme | ✗ Non conforme     | Station non conforme car pas aux normes d'équipement, même si les rejets sont bons |
| ✗ Non conforme | ✗ Non conforme | ✗ Non conforme     | Station à réhabiliter en urgence, insuffisance structurelle et fonctionnelle       |

Source : CRC de Guadeloupe

À ce contrôle annuel de conformité basé sur des règles nationales et locales (arrêtés du préfet), s'ajoute celui prévu par la directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines du 21 mai 1991 (DERU) modifiée qui fixe les exigences minimales à respecter par les États membres en matière de collecte et de traitement des eaux usées urbaines. Contrairement à la notion nationale de conformité, celle de la directive européenne concerne l'ensemble de l'agglomération d'assainissement et non un système d'assainissement en particulier<sup>62</sup>. En effet, tous les deux ans, la France rapporte à la commission européenne une liste d'agglomérations de 2 000 EH et plus dont les systèmes d'assainissement sont non conformes ou à saturation ou tenus par l'échéance zones sensibles de 2017. Cette liste est établie par les services de la DEAL, de l'ODE et de l'OFB sur la base du bilan de fonctionnement annuel des systèmes d'assainissement. Pour chaque agglomération, un échéancier prévisionnel de mise aux normes et une évaluation des coûts des travaux associés sont précisés. En cas de non-respect de ces échéances, la France (État et collectivités concernées) s'expose à l'ouverture de procédure contentieuse devant la Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) avec des sanctions financières possibles.

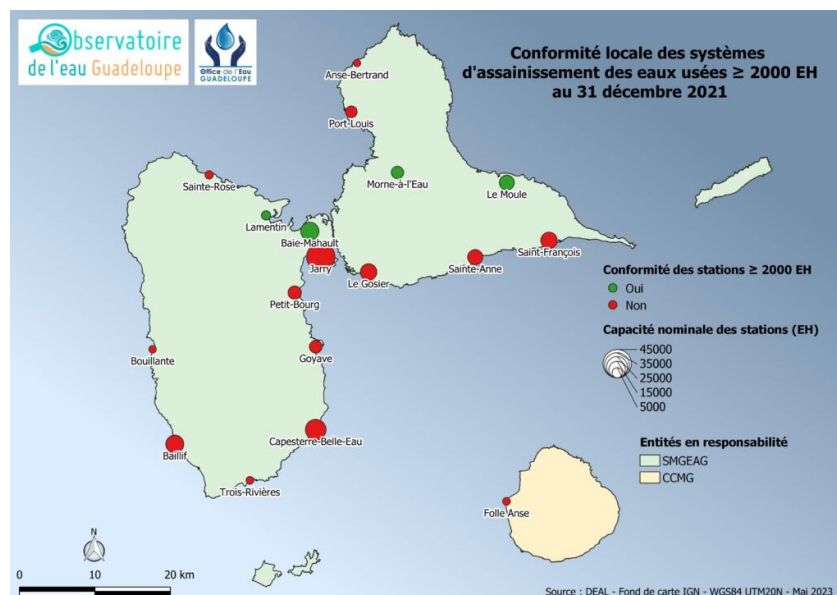
Deux observations doivent être faites à ce stade. La première est que l'état de conformité d'une station d'épuration n'est pas acquis d'une année sur l'autre. Il nécessite un effort constant d'entretien, de surveillance et de rénovation permettant la bonne exploitation de l'équipement. Dans ce but, le SMGEAG déclare que des manuels d'autosurveillance harmonisés sur l'ensemble du territoire sont en cours d'élaboration, sans échéance claire. La deuxième observation est relative à la distinction entre non-conformité et dysfonctionnement. Une STEP peut ne pas être conforme mais fonctionner correctement. Cela peut être le cas par exemple s'il y a des lacunes en matière d'autosurveillance. Sur les 17 STEP de plus de 2 000 EH, 8 ne disposent ni d'un manuel d'autosurveillance, ni d'un bilan de fonctionnement annuel. À l'inverse, une STEP peut être conforme mais avoir une capacité épuratoire faible. C'est le cas par exemple quand une STEP traite des eaux usées clarifiées par des eaux claires parasites issues des pluies ou accueille une quantité d'effluents faible par rapport à ses capacités.

<sup>62</sup> Cf. annexe 4 – glossaire « assainissement ».

### 2.3.1.1 Une situation catastrophique au début de la période sous revue, héritée des anciens opérateurs

L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel du service permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie. Pour le SMGEAG, il est nul en 2022 comme en 2023<sup>63</sup> alors que les stations d'épuration non-conformes sont installées pour la plupart en zones côtières. Cette situation alerte sur les conséquences non maîtrisées des rejets au milieu naturel pour l'environnement et pour la santé de la population. La majorité des stations n'est pas conforme et présente des risques sanitaires et environnementaux. Seulement 17 STEP sur les 48 recensées par le RPQS 2023 font l'objet d'une autosurveillance en 2022. En 2023, elles ne sont plus que 15.

**Carte n° 4 : des STEP de plus de 2000 EH majoritairement non-conformes**



Source : Office de l'eau de Guadeloupe/DEAL

Entre 2017 et 2021, la part des STEP d'une capacité nominale supérieure à 2 000 EH non conformes aux exigences réglementaires nationales est passée de 61 % à 77 %<sup>64</sup> contre 11 % au niveau national<sup>65</sup>. En 2018, le tableau général était alarmant : 6 stations de grande capacité sur 8 (supérieure à 10 000 EH) étaient non conformes (Sainte-Anne, Le Gosier, Trioncelle/Baie-Mahault, Pointe-à-Donne/Baie-Mahault, Capesterre-Belle-Eau et Baillif) et 4 stations de moyenne capacité sur 8 (entre 2 000 et 10 000 EH) étaient également non-conformes (Goyave, Bouillante, Petit-Bourg, Sainte-Rose et Port-Louis)<sup>66</sup>. Cette situation était d'autant plus anormale que depuis le début des années 2010, plusieurs dizaines de millions d'euros, notamment de fonds européens (FEDER) avaient été alloués à la création de nouvelles

<sup>63</sup> RPQS SMGEAG 2023.

<sup>64</sup> Cf. tableau numéro 6.

<sup>65</sup> Données 2021 Sispéa.

<sup>66</sup> SDAGE 2022-2027 du district hydrographique comprenant la Guadeloupe et Saint-Martin.

installations d'assainissement<sup>67</sup>. En réalité, faute d'exploitation et d'entretien des équipements par les autorités territoriales gestionnaires (les EPCI), la situation de l'assainissement est restée catastrophique. Certains des efforts d'investissement consentis ont ainsi été réduits quasiment à néant : c'est le cas de la STEP de Capesterre Belle-Eau. Ce dernier constat est partagé par le président du syndicat qui reconnaît l'inadéquation entre les ressources consacrées à l'entretien des installations coûteuses, technologiquement pointues, et les besoins pour assurer le maintien en condition opérationnel.

À la création du SMGEAG en 2021, seules 4 STEP sur 17 étaient jugées conformes par la DEAL. La plupart des ouvrages transférés au syndicat par les EPCI faisait alors l'objet d'une procédure administrative<sup>68</sup>. Ainsi, au cours de la période 2019-2021, le préfet avait pris 13 arrêtés de mise en demeure d'effectuer des travaux et/ou d'assurer des opérations de maintenance en raison d'une non-conformité au code de l'environnement, à l'arrêté du 21 juillet 2015 précité et à la directive eaux résiduaires urbaines (ERU)<sup>69</sup>.

Certaines STEP étaient à l'arrêt ou en état d'abandon. Début 2022, par exemple, la STEP de Baillif, qui assurait l'assainissement d'un important secteur autour des communes de Basse-Terre et de Saint-Claude, traitait les eaux usées de 12 000 habitants alors qu'elle était prévue pour 37 000 habitants. Son réseau de collecte n'était donc pas performant. En outre, depuis le début de 2021, l'extracteur des boues était en panne et l'accumulation des boues dans le bassin de rétention menaçait le fonctionnement de la STEP à moyen terme.

Concernant les dossiers de déclaration ou d'autorisation obligatoire à présenter<sup>70</sup>, au 1<sup>er</sup> janvier 2021, sur les 10 STEP d'une capacité de 2 000 à 10 000 EH, une STEP, celle d'Anse-Bertrand n'a toujours pas fait l'objet de dossier de déclaration et 4 STEP ont dépassé le délai de validité<sup>71</sup> de leur autorisation ou de leur déclaration. L'ordonnateur indique que ces manquements sont dus à un défaut d'organisation ou de manque de personnel au sein la direction technique et que les dossiers seront traités « *au fur et à mesure de l'avancée des opérations de réhabilitation* », sans échéance précise.

---

<sup>67</sup> Les financements européens pour les investissements s'élèvent à 15,3 M€ (3,7 M€ au titre du PO 2014/2020 et 11,6 M€ au titre du PO 2021/2027).

<sup>68</sup> DEAL Guadeloupe, Conformité des systèmes d'assainissement en 2021, publié le 23/08/2022 sur le site [www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr](http://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr).

<sup>69</sup> La directive n° 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires a pour objet de protéger l'environnement contre une détérioration due aux rejets de ces eaux. Ses obligations ont été transcrites en droit français notamment par la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

<sup>70</sup> Cf. 1.1.1.2.

<sup>71</sup> 15 ans après leur autorisation initiale ou 5 ans après leur dernier renouvellement.

**Tableau n° 5 : autorisations et déclarations pour les STEP de plus de 2 000 EH non valides à la date du 1<sup>er</sup> septembre 2021**

| Agglomération  | STEP                      | Capacité nominale | Procédure    | Date limite de validité des autorisations / déclarations |
|----------------|---------------------------|-------------------|--------------|--|
| LE GOSIER      | Montauban                 | 15 000            | Autorisation | Décembre 2017  |
| LE LAMENTIN    | Blachon                   | 4 000             | Déclaration  | Juillet 2016   |
| PORT LOUIS     | Nouvelle station du bourg | 7 000             | Déclaration  | Mai 2016   |
| SAINTE ANNE    | Ffrench                   | 12 500            | Autorisation | Août 2020  |
| TROIS-RIVIERES | Robin                     | 2 500             | Déclaration  | Juin 2019  |

Source : DEAL

En 2021, une agglomération d'assainissement au sens de la directive européenne DERU, celle de Trois-Rivières, a fait l'objet d'une procédure contentieuse déclenchée par la Commission européenne devant la CJUE pour infraction aux dispositions de l'article 4 de la directive européenne qui oblige à un traitement secondaire conforme, à ce que les stations d'épuration soient construites, exploitées et entretenues de manière à garantir un rendement suffisant quelles que soient les conditions climatiques et enfin à une surveillance des rejets par les autorités compétentes<sup>72</sup>.

### 2.3.1.2 Depuis 2022, la situation a évolué positivement mais reste non satisfaisante

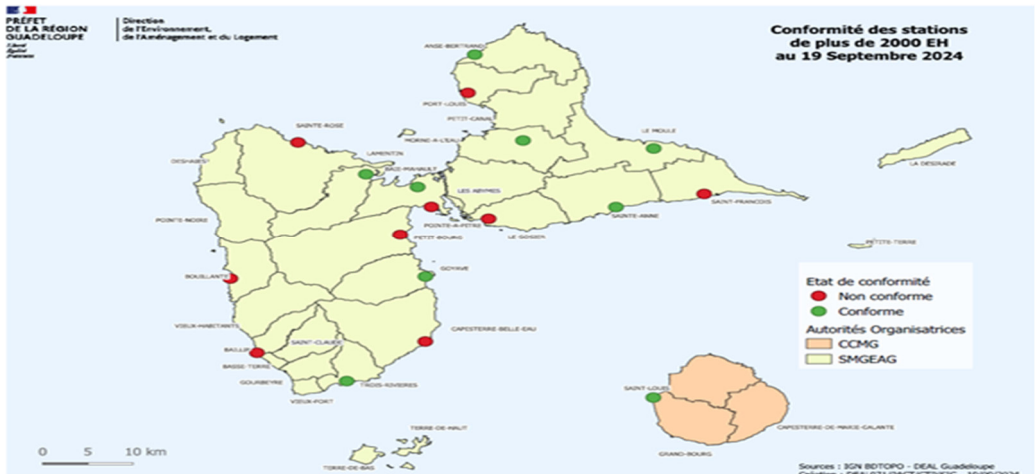
#### 2.3.1.2.1 Une conformité globalement en progrès

Entre 2021 et 2024, le nombre de STEP supérieures à 2 000 EH conformes est passé de 4 à 8 sur 17. Cette amélioration résulte d'un effort du syndicat pour remettre en service ou réhabiliter ses stations d'épuration. Pour l'année 2022, l'observatoire de l'eau en Guadeloupe a relevé une « *amélioration notable du nombre de systèmes d'assainissement  $\geq$  2000 EH en conformité réglementaire* » : 47 % contre 23 % en 2021. Au niveau national 86% des STEP sont déclarées conformes.

---

<sup>72</sup> La France a été condamnée par arrêt de la CJUE du 4 octobre 2024 pour l'agglomération de Trois-Rivières comme pour 77 autres agglomérations françaises sans sanction financière alors que d'autres pays avaient été condamnés à des sommes importantes pour le même motif.

Carte n° 5 : conformité des STEP de plus de 2 000 EH au 19 septembre 2024



Source : Office de l’eau de Guadeloupe/DEAL

Tableau n° 6 : conformité réglementaire des systèmes d’assainissement ≥ 2 000 EH

| Commune                       | Capacité en EH | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-------------------------------|----------------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Anse-Bertrand                 | 2 000          |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Baie-Mahault (Trioncelle)     | 18 500         |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Baillif                       | 18 000         |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Bouillante                    | 2 250          |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Capesterre-Belle-Eau          | 24 000         |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Goyave                        | 8 560          |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Baie-Mahault (Pointe-à-Donne) | 45 000         |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Lamentin                      | 4 000          |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Le Gosier                     | 15 000         |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Le Moule                      | 18 000         |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Morne-à-l’Eau                 | 8 000          |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Petit-Bourg                   | 9 500          |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Port-Louis                    | 7 000          |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Saint-François                | 15 000         |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Sainte-Anne                   | 12 500         |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Sainte-Rose                   | 6 250          |      |      |      |      |      |      | ND   |      |
| Trois-Rivières                | 2 500          |      |      |      |      |      |      |      |      |
| Non-conformité                |                | 59 % | 65 % | 71 % | 71 % | 77 % | 53 % | 65 % | 53 % |
| Conformité                    |                | 41 % | 35 % | 29 % | 29 % | 23 % | 47 % | 35 % | 47 % |

Source : Observatoire de l’eau, DEAL et SMGEAG – vert : conforme ; rouge : non conforme. ND : non disponible

Si la conformité réglementaire s'améliore, cela n'est pas synonyme de franche amélioration du fonctionnement des STEP. En effet, en décembre 2022, 16 des 17 STEP supérieures à 2000 EH du SMGEAG (à l'exception de celle d'Anse-Bertrand) ont fait l'objet de rapport de manquement administratif de la DEAL. Il convient de préciser que certaines STEP pourtant conformes sont concernées par un rapport de manquement administratif en raison de l'absence de communication du bilan annuel de fonctionnement<sup>73</sup>. Malgré l'absence de réponse du SMGEAG, la procédure de mise en demeure n'a été engagée. En réponse à la contradiction, le président du syndicat explique « *le fonctionnement dégradé des ouvrages et la difficulté à produire l'exhaustivité des bilans annuels de fonctionnement par les difficultés de paiement des fournisseurs, de spécialisation du personnel et l'absence d'organisation adaptée* ». Il indique l'existence d'un suivi par un groupe de travail du planning de réhabilitation des STEP visant une sortie progressive des apports de manquement administratif.

En 2023, en dépit des actions menées<sup>74</sup>, 2 STEP repassent en non-conformité par rapport à 2022. Aucune action n'a été menée sur les STEP non conformes de Sainte-Rose, Capesterre-Belle-Eau, Baie-Mahault, Bouillante, Le Gosier, Port-Louis et Saint-François.

En juin 2024, les rapports de manquement administratif ont concerné cette fois 11 STEP sur les 17 STEP de plus de 2 000 EH. En août 2024, en réponse, le SMGEAG a justifié de l'échéancier des travaux de mise en conformité prévus de sorte qu'aucun arrêté de mise en demeure n'a été pris par la DEAL. Au 19 septembre 2024, les STEP sont conformes à 47 %. Par conséquent, 53 % ne sont pas conformes à la réglementation. Pourtant leur âge moyen n'est que de treize ans alors que la durée de vie de tels ouvrages est estimée entre trente et quarante ans. Certaines sont plus particulièrement sinistrées. Cinq grandes stations d'épuration récemment construites (dans les années 2010 et 2012) sont largement hors d'usage, faute d'entretien, de personnel qualifié pour les faire fonctionner ou de crédits de fonctionnement pour le renouvellement des équipements (pompes). Le syndicat précise que les matériels choisis pour construire ces ouvrages sont inadaptés au climat, ce qui l'a conduit à « *revoir le type de technologies à mettre en place pour les STEP et à privilégier des techniques robustes et faciles à entretenir* ».

Au cours de la période sous revue, le SMGEAG ne s'est pas conformé aux règles d'autorisation et de déclaration auprès de la DEAL puisque le SMGEAG n'a pas régularisé la déclaration manquante évoquée plus haut et les cinq autorisations et déclarations qui n'étaient plus valides. Il n'a pas non plus demandé le renouvellement des autorisations et des déclarations pour les trois STEP de plus de 2 000 EH dont la validité est devenue caduque entre le 1<sup>er</sup> septembre 2021 et 1<sup>er</sup> janvier 2025.

---

<sup>73</sup> STEP de Baie-Mahault Trioncelle, du Lamentin Blachon, de Morne-à-l'Eau Gédéon et du Moule Bourg

<sup>74</sup> SMGEAG, projet de rapport d'activités 2023.



**Tableau n° 7 : autorisations et déclarations pour les STEP de plus de 2 000 EH devenues non valides entre 1<sup>er</sup> septembre 2021 et le 1<sup>er</sup> janvier 2025**

| <i>Agglomération</i>                              | <b>STEP</b>    | <b>Capacité nominale</b> | <b>Type de procédure</b> | <b>Date limite de validité</b> |
|---|----------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|
| <i>LES ABYMES</i>                                 | Pointe à Donne | 45 000                   | Autorisation             | Novembre 2024                  |
| <i>BAIE-MAHAULT</i>                               | Trioncelle     | 18 330                   | Autorisation             | Novembre 2024                  |
| <i>BASSE-TERRE-BAILLIF-SAINT CLAUDE-GOURBEYRE</i> | Baillif        | 18 000                   | Autorisation             | Mai 2023                       |

Source : DEAL

Enfin, cinq nouvelles agglomérations d'assainissement sur le territoire de la Guadeloupe (comme 166 autres en France) ont fait l'objet d'une surveillance particulière par la commission européenne quant à leur conformité à la directive DERU 91/271 précitée. Il s'agit des Abymes, de Basse-Terre, de Petit-Bourg, de Port-Louis et de Sainte-Rose. Les mises en conformité doivent intervenir avant le 31 décembre 2025<sup>75</sup>. À défaut, une nouvelle procédure contentieuse pourrait être déclenchée par la commission européenne qui pourrait aboutir à des sanctions financières pour la France. Le syndicat indique que les stations de Petit Bourg et Sainte Rose sont en cours de réhabilitation et que les travaux sont réalisés dans la limite des crédits disponibles, ce qui, pour la chambre empêche les mises en conformité de ces agglomérations d'assainissement.

À l'exception des STEP de Goyave, du Lamentin et de Petit-Bourg, les STEP de plus de 2 000 EH apparaissent surdimensionnées par rapport aux charges d'effluents entrantes<sup>76</sup>. Ce choix a été fait lors de leur construction pour anticiper des extensions de réseau (qui n'ont pas eu lieu) et pour absorber des eaux claires parasites en temps de pluie. Cette situation entraîne non seulement des surcoûts initiaux de construction mais également des surcoûts d'entretien.

#### 2.3.1.2.2 Les stations vétustes représentent la majorité de la capacité épuratoire du SMGEAG et ont toutes une mauvaise capacité de traitement

Cinq paramètres sont essentiels pour évaluer l'efficacité du traitement des eaux usées et la capacité des stations d'épuration à éliminer la pollution. Des rendements insuffisants peuvent avoir des conséquences sanitaires et environnementales importantes. La demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) mesure la quantité d'oxygène consommée par les micro-organismes pour dégrader la pollution organique biodégradable en 5 jours. La demande chimique en oxygène (DCO) évalue toute la pollution (biodégradable ou non) par oxydation chimique. Les matières en suspension (MES) correspondent aux particules solides en suspension dans l'eau. Une valeur inférieure au rendement minimum attendu indique un risque accru de rejet de ces particules dans les milieux naturels. Le phosphore (Ptot), généralement présent sous forme de phosphates, est un facteur majeur d'eutrophisation lorsqu'il est rejeté en excès. Enfin, l'azote global (NGL) regroupe les différentes formes d'azote (ammoniacal,

<sup>75</sup> Instruction du Gouvernement du 18 décembre 2020 relative à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires et carte n° 13 de l'annexe 6.

<sup>76</sup> Tableau n° 3 « charge entrante des effluents à l'entrée des STEP de plus de 2 000 EH ».

nitrites, nitrates, organique) et témoigne du potentiel de pollution azotée, avec des effets toxiques possibles sur les écosystèmes aquatiques.

Six STEP sont anciennes ou relativement anciennes (20 ans et plus). L'ancienneté combinée à un entretien insuffisant et à des défaillances d'exploitation conduit à des rendements épuratoires faibles pour les paramètres DBO5 et DCO, voire inférieurs aux performances minimales pour les paramètres MES, P et NGL.

**Tableau n° 8 : rendement épuratoire des STEP anciennes**

| <i>Commune</i><br>/nom           | Année | Capacité<br>(EH) | DBO5<br>(80%)<br>* | DCO<br>(75%) | MES<br>(90%) | Ptot<br>(80%) | NGL<br>(70%) | Conformité<br>2024 <sup>77</sup> |
|----------------------------------|-------|------------------|--------------------|--------------|--------------|---------------|--------------|----------------------------------|
| Baie-<br>Mahault /Pte<br>a Donne | 1979  | 45 000           | 86,4               | 75,3         | 67,7         | 35,8          | 53,4         | Non                              |
| Petit-Bourg                      | 1981  | 9 500            | 83,8               | 75,9         | 77,1         | 53,8          | 61           | Non                              |
| Sainte-Rose                      | NC    | 6 250            | NC                 | NC           | NC           | NC            | NC           | Non                              |
| Anse-<br>Bertrand                | 1980  | 2 000            | 93,1               | 88,2         | 90,6         | 48            | 78,9         | Oui                              |
| Gosier                           | 2003  | 15 000           | 92,3               | 81,8         | 60,1         | 9,8           | 51,6         | Non                              |
| Saint-<br>François               | 2000  | 15 000           | 58,2               | 49,2         | 73,5         | 10,4          | 3,2          | Non                              |

\*Rendement minimum exigé

Source : RPQS

L'ancienneté d'une station n'est pas synonyme de dysfonctionnement. La STEP de Blachon (Lamentin), pourtant ancienne (1980), gérée en DSP, fonctionne correctement.

La STEP de Pointe à Donne située à Jarry est la STEP la plus importante du territoire de la Guadeloupe (capacité de 45 000 EH). Âgée de 40 ans, elle n'est pas conforme. Elle dispose de deux circuits dont l'un est à l'arrêt depuis 2021. Le second circuit est parfois à l'arrêt également pour maintenance sur des périodes pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines. Sur ces périodes, les eaux usées sont rejetées à la mer sans traitement. Le second circuit comprend des équipements qui ne fonctionnent pas début 2025 : les compacteurs suite à l'arrivée de graisses qui ont bouché la grille, le détecteur fixe de H2S (ce gaz est très dangereux pour la santé humaine, l'absence de ce détecteur représente donc un risque sérieux pour les salariés), le dessableur-dégraisseur (depuis plus d'un an) dont le pivot et le moteur sont hors service et enfin les centrifugeuses installées en décembre 2024 dont un des moteurs présente un défaut. L'absence de centrifugeuse ne permet pas l'assèchement des boues et par conséquent leur

<sup>77</sup> Selon la carte n° 2 « conformité des STEP de plus de 2 000 EH au 19 septembre 2024 ».

évacuation selon les normes exigées<sup>78</sup>. Dans sa réponse, compte tenu des nombreux dysfonctionnements, le SMGEAG confirme la nécessité de reconstruction de la STEP ou pour le moins la remise en l'état dans l'attente, sans toutefois s'engager sur une échéance précise.

Les STEP de Saint François (capacité de 15 000 EH) et du Gosier Montauban (15 000 EH) ne disposent que d'un bassin d'aération en état de marche. Le prétraitement et le clarificateur sont à l'arrêt. La STEP du Bourg de Sainte Rose (capacité 3 000 EH) est considérée par le SMGEAG dans un « état proche de l'abandon » et dans un « état de délabrement »<sup>79</sup>. Dans sa réponse aux observations provisoires, le président du syndicat indique que « les STEP de Saint François et Gosier font partie de la PPI accélérée et doivent être réhabilitées ». La chambre note qu'aucun planning n'a été communiqué pour préciser la date de début et de fin des travaux.

#### 2.3.1.2.3 Les stations récentes sont mal exploitées et certaines à l'arrêt

Les stations même relativement récentes (mises en service depuis 2006) connaissent des dysfonctionnements, même s'ils sont moins importants. Les dysfonctionnements sont plutôt localisés sur le traitement du phosphore et de l'azote. Ces défaillances des STEP récentes sont dues, selon le président du syndicat, à un manque de compétence, à un défaut d'approvisionnement en produits chimiques onéreux et par suite à l'absence de maintenance.

**Tableau n° 9 : Rendement épuratoire des STEP récentes**

| Commune /nom              | Année | Capacité EH | DBO5 (80%) | DCO (75%) | MES (90%) | P (80%) | NGL (70%) | Conformité 2024 <sup>80</sup> |
|---------------------------|-------|-------------|------------|-----------|-----------|---------|-----------|-------------------------------|
| Baie-Mahault / Trioncelle | 2015  | 18 500      | 98,7       | 96,7      | 93        | 42,9    | 70,8      | Oui                           |
| Sainte-Anne               | 2008  | 12 500      | 93,4       | 91,7      | 90,7      | 39,8    | 62,7      | Oui                           |
| Morne-à-l'Eau             | 2017  | 8 000       | 96,2       | 95,5      | 93,3      | 51      | 73,4      | Oui                           |
| Goyave                    | 2015  | 8 560       | 96,3       | 94,2      | 83,3      | 47,9    | ND        | Oui                           |
| Moule                     | 2012  | 18 000      | 92,2       | 89,3      | 89,9      | 60,8    | 92,2      | Oui                           |
| Port-Louis                | 2010  | 7 000       | 94,2       | 88,9      | 85,4      | 17,6    | 74,1      | Non                           |
| Baillif                   | 2010  | 18 000      | 87,6       | 82,2      | 72        | 19,1    | 49,2      | Non                           |
| Trois-Rivières            | 2006  | 2 500       | 96,6       | 95,9      | 93,1      | ND      | 55,8      | Oui                           |

Source : RPQS

<sup>78</sup> Constat dressé par l'équipe de contrôle le 17/02/2025

<sup>79</sup> Système d'information géographique (SIG) du SMGEAG.

<sup>80</sup> Selon la carte n° 2 « conformité des STEP de plus de 2 000 EH au 19 septembre 2024 ».

À la suite de visites de terrain, le SMGEAG a relevé en février 2025 un certain nombre de dysfonctionnements tracés dans son SIG<sup>81</sup>. Pour la STEP de Trioncelle à Baie-Mahault, seul le bassin d'aération et le clarificateur fonctionnent. La STEP de Baillif est à l'arrêt depuis février 2025. Le fonctionnement de la STEP Robin de Trois-Rivières est très dégradé en février 2025, suite à la réhabilitation du clarificateur. Enfin, en février 2025, le prétraitement et la filière boues de la STEP de la French à Sainte-Anne étaient à l'arrêt.

#### 2.3.1.2.4 Le cas particulièrement alarmant de la STEP de Capesterre Belle-Eau

La STEP de Capesterre-Belle-Eau était censée traiter les eaux usées des 16 000 habitants de la commune. Construite en 2013, elle a coûté plus de 10 millions d'euros, dont 5,17 millions proviennent de fonds européens.

---

<sup>81</sup> Tableau n° 30 en annexe 5.

Photo n° 1 : STEP de Capesterre Belle-Eau



Source : CRC de Guadeloupe, avril 2024

L'équipement, pourtant raccordé dès l'achèvement des travaux en novembre 2013, et remis pour exploitation à la CAGSC le 1<sup>er</sup> janvier 2014, n'a jamais fonctionné. La CAGSC n'a en effet jamais mis d'équipe opérationnelle pour assurer son exploitation. Depuis dix ans, la station de Capesterre est laissée à l'abandon et pillée de tous ses équipements et matériaux réutilisables (escalier en aluminium par exemple). Les eaux usées sont déversées sans traitement directement dans la mer. Outre la pollution importante et les nuisances à quelques dizaines de mètres du site touristique fréquenté de l'allée Dumanoir, l'arrêt pour une telle durée



implique un coût de remise en état très important. Les équipements subissent une dégradation accélérée en raison des rejets polluants corrosifs présents. Ainsi le coût de remise en état de la station a été chiffré dans le cadre du PPI à 5,7 millions d'euros (soit 60 % du montant initial du coût de la construction). Dans sa réponse aux observations provisoire le président du SMGEAG valide ces constats qui sont le fruit de dysfonctionnements successifs depuis la création de l'ouvrage. Il indique qu'un avis d'appel public à la concurrence des travaux de réhabilitation de cette STEP a été publié sur un site internet *ad hoc*.

Cette station avait fait l'objet d'un rapport en manquement administratif par la police de l'eau le 16 février 2018 et d'une mise en demeure du préfet de mise en conformité le 12 novembre 2018 restée sans réponse de la part de l'autorité gestionnaire. Prévenue des chefs de « *jet, déversement ou écoulement par une personne morale de substance nuisible dans les eaux souterraines, superficielles ou de la mer ayant des effets nuisibles sur la santé, la flore ou la faune* », la CAGSC a été condamnée le 22 novembre 2024 à une somme de 375 000 euros avec sursis par le tribunal judiciaire de Basse-Terre.

Aucune nouvelle procédure n'a été déclenchée envers le SMGEAG pour la STEP de Capesterre Belle-Eau pour laquelle le SMGEAG n'a conduit à ce jour aucune action concrète, comme d'ailleurs pour les autres STEP non conformes. Selon le président du syndicat, l'inaction du SMGEAG est due à l'absence de disponibilité de moyens matériels, humains, techniques, financiers et administratifs.

### 2.3.2 Les STEP de moins de 2000 EH sont mal connues et souvent à l'arrêt

Le nombre de STEP gérées par le SMGEAG de moins de 2 000 EH varie selon ses services. D'après le RPQS 2023, le SMGEAG exploite 23 STEP de moins de 2 000 EH. Or, le système d'information géographique (SIG) en recense 30 autres qui n'apparaissent pas dans le RPQS. À l'inverse, 7 STEP listées par le RPQS n'apparaissent pas dans le SIG<sup>82</sup>. En outre, le président du syndicat indique, dans sa réponse à la contradiction, que « *certaines stations d'épurations ne figurent dans aucun inventaire* » et que la liste des STEP figurant au RPQS n'est qu'une photographie, ce qui explique l'absence de certaines d'entre elles. La chambre rappelle toutefois que le RPQS doit rendre compte de manière transparente et complète de la gestion du service public, incluant l'ensemble des stations exploitées. Elle constate que quatre ans après sa création le SMGEAG n'a pas une connaissance précise de son parc de STEP.

En outre, le SMGEAG est maître d'ouvrage de mini-stations (moins de 200 EH) qui lui ont été transférées par les anciens opérateurs sans identification de propriété et qui sont pour la plupart hors-service. Cette situation conduit le SMGEAG à se concentrer sur les STEP d'une capacité au moins égale à 2 000 EH. En effet, le syndicat n'a pu endosser la maîtrise d'ouvrage de mini-stations, eu égard aux faibles moyens dont il dispose et à l'ampleur des besoins de remise à niveau, estimé à plusieurs centaines de milliers d'euros par le SDAEU.

Concernant les dossiers de déclaration obligatoires à présenter<sup>83</sup>, au 1<sup>er</sup> septembre 2021, les STEP de Bouillante Petite Anse, Capesterre Poirier, Pointe Noire, Sainte-Rose la Boucan, Terre de Haut et Vieux-Habitants et les 7 STEP de Gourbeyre, n'ont pas fait l'objet de dossier

<sup>82</sup> Gourbeyre : Lot Palmiste, Flamboyants, Achille Létan, Bisdary (ancien), St Charles et Gillardin. Sainte-Anne : Richeplaine

<sup>83</sup> Cf. 1.1.1.2.

de déclaration. Et une STEP, celle de Lamentin Montalegre, a dépassé le délai de validité de sa déclaration. Au 1<sup>er</sup> janvier 2025, les déclarations manquantes n'ont toujours pas été régularisées par le SMGEAG et aucune demande de renouvellement n'a été adressée à la police de l'eau pour la déclaration qui est arrivée à échéance depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2021 pour la STEP de Sainte Rose Nolivier. L'ordonnateur, tout en soulignant la priorité accordée à la question de l'eau potable, explique cette situation par un manque d'effectifs, le syndicat n'ayant pas réussi à mobiliser les ressources nécessaires en quatre ans.

Le RPQS 2023 précise que les 33 STEP de moins de 2 000 EH sont toutes non conformes faute d'autosurveillance. Or, sur ces 33 STEP, 16 sont à l'arrêt. Le défaut d'autosurveillance est donc loin d'être la seule explication de la non-conformité. D'après le SIG 22 STEP de même capacité gérées par le SMGEAG sont à l'arrêt pour une capacité totale de 10 782 EH. Selon l'ordonnateur, cette situation, connue, résulte des difficultés rencontrées en matière de matériel, de ressource humaine et de budget. Par exemple, en 2025, la STEP de Nolivier à Sainte-Rose (capacité de 1 500 EH) est à l'arrêt. Le SMGEAG prend en charge uniquement l'entretien des espaces verts mais ne réalise aucune opération d'exploitation, la clôture est dégradée, permettant des intrusions et l'absence d'escalier ne permet pas l'entretien des équipements de prétraitement. Dans sa réponse aux observations provisoires, le SMGEAG indique que des travaux sont en cours sans préciser la date de mise en conformité du site.

**Recommandation n° 4. (régularité)** régulariser la situation administrative des stations d'épuration en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement.

### 2.3.3 Des techniques nouvelles dans la conception des STEP dont l'efficacité dépend étroitement des capacités d'exploitation du SMGEAG

Plusieurs techniques de construction sont utilisées au sein des STEP gérées par le SMGEAG :

**Tableau n° 10 : techniques d'épuration**

| Critères        | Boues activées                       | Réacteurs membranaires                     | Filtres plantés de végétaux         |
|-----------------|--------------------------------------|--|-------------------------------------|
| <i>Principe</i> | Culture bactérienne aérée en bassin  | Boues activées + filtration par membrane   | Culture bactérienne aérée en bassin |
| <i>Capacité</i> | Tous gabarits de 1 000 à >100 000 EH | Surtout gabarits > 2 000 EH, milieu urbain | Surtout gabarits < 2 000 EH         |

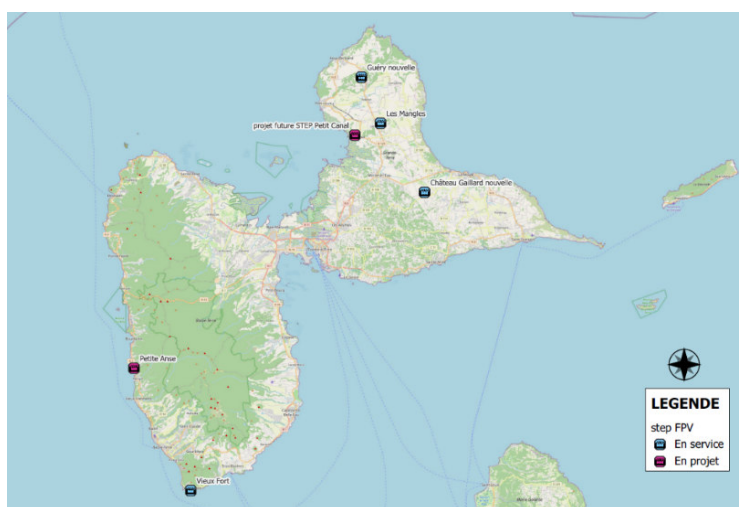
Source : CRC de Guadeloupe

La plupart des STEP utilisent la technique des boues activées. Un autre procédé a été retenu pour la STEP de Petit-Bourg (9 500 EH), celui de la station membranaire mais faute de formation et de suivi de l'exploitation, il est inefficace. La station membranaire fonctionne sans bassin clarificateur mais avec des membranes dans le bassin d'aération. Les membranes de la

station sont aujourd'hui en très mauvais état. Ce système impose en effet des contraintes d'exploitation et un nettoyage régulier des membranes. Or, cet entretien a été défaillant. L'échec de ce procédé tient davantage d'un manque de formation des agents que d'une inadaptation au milieu tropical. De même, la STEP du Gosier Montauban (15 000 EH) qui est la seule station de Guadeloupe à disposer d'un traitement tertiaire n'utilise pas le bassin associé pour réaliser cette opération mais comme bassin de délestage. Selon l'analyse du syndicat, cet échec est dû à l'utilisation d'une technologie complexe non maîtrisée par ses agents et se révélant onéreuse en exploitation. À l'avenir le SMGEAG mettra en œuvre « *des STEP à boues activées ou de filtres plantés de végétaux* ».

En revanche, le procédé des filtres plantés de végétaux<sup>84</sup> est très simple à exploiter et donne de bons résultats sur les territoires ultramarins<sup>85</sup>. Le SMGEAG dispose de quatre stations de filtres plantées, dont la dernière a été inaugurée par le ministre des outre-mer sur la commune de Vieux-Fort (560 EH) en mars 2025 et prévoit d'en construire une à Petit-Canal et une autre à Bouillante. Ces stations consomment moins d'énergie (pas de digestion ni de déshydratation des boues), tout en s'intégrant dans l'environnement. Avec ce système de traitement, les boues sont naturellement stabilisées et nécessitent une vidange seulement tous les 8 à 10 ans. Le développement de cette gamme de stations pourrait permettre de remplacer les nombreuses mini STEP, pour la plupart à l'abandon, que le SMGEAG doit désormais exploiter.

**Carte n° 6 : stations d'épuration en filtres plantés de végétaux du SMGEAG**



Source : SMGEAG

### **2.3.4 L'absence ou la très faible production de boues est le signe du mauvais fonctionnement des systèmes d'assainissement**

Le traitement des eaux usées se traduit par la production de boues qui peuvent à leur tour subir un traitement pour réduire leur nocivité, leur nuisance olfactive et leur volume. En

<sup>84</sup> Schéma n° 6 en annexe 5.

<sup>85</sup> Agence Française pour la biodiversité, Les filtres plantés de végétaux pour le traitement des eaux usées domestiques en milieu tropical - Guide de dimensionnement de la filière tropicalisée, Octobre 2017.



France en 2016, 43 % des STEP collectives déclaraient une filière des boues. Pour le SMGEAG, les boues ne sont pas extraites et évacuées régulièrement. En 2022, seules 4 STEP ont vu leurs boues évacuées pour un total de 118,1 tonnes. En 2023, 3 STEP ont évacué 181,5 tonnes de boues<sup>86</sup>. La plupart des STEP ne disposent pas d'équipements en état de fonctionnement pour permettre une extraction de boues selon les normes exigées<sup>87</sup>. Dans sa réponse le président du syndicat explique ces constats par l'absence de compétences des agents pour assurer le fonctionnement et la maintenance des stations d'épurations qui utilisent la technique de centrifugation, la plus répandue, pour extraire les boues.

Cette situation conduit le SMGEAG à réaliser des évacuations de boues dans l'urgence quand les installations sont engorgées et que le traitement des eaux usées est fortement dégradé<sup>88</sup>. Ces prestations sont plus onéreuses que des évacuations régulières et surtout contraignent les STEP concernées à une mise à l'arrêt pendant plusieurs mois, avec des rejets d'effluents dans le milieu naturel sans traitement. Ainsi la STEP de Baillif, saturée (boues non extraites depuis 2018), est à l'arrêt depuis fin février jusqu'en août 2025, date prévisionnelle, pour extraction des boues. Le SMGEAG fait appel à plusieurs prestataires pour l'évacuation des boues qui en pratique sur le territoire de la Guadeloupe sont mises en décharge.

**Recommandation n° 5.** (*régularité*) extraire et traiter les boues d'épuration selon les normes de l'arrêté modifié du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif.

## 2.4 Les défaillances de l'exploitation des systèmes d'assainissement collectif

### 2.4.1 Des défaillances en matière d'outils documentaires d'entretien et de surveillance des installations

L'arrêté interministériel (ministre chargé de l'environnement et ministre chargé de la santé) modifié du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif<sup>89</sup> fixe les règles relatives à la conception et à l'implantation, à l'exploitation et à l'entretien, ainsi qu'à la surveillance et au contrôle de conformité des systèmes d'assainissement. Il fixe notamment les obligations relevant des exploitants et du titulaire du pouvoir de police des systèmes d'assainissement (président de la

---

<sup>86</sup> RPQS SMGEAG 2023.

<sup>87</sup> En réponse aux onze rapports de manquements administratifs adressés par la DEAL au syndicat, le SMGEAG a notamment indiqué prévoir une réhabilitation de la filière boues pour les STEP de Capesterre-Belle-Eau, Saint-François et Sainte-Rose. D'autres travaux de remise en état sont projetés sur d'autres stations : installation de centrifugeuses, remplacement de pompes d'extraction des boues ou encore aménagement de lits de séchage.

<sup>88</sup> D'après les données d'analyses parcellaires produites par le RPQS 2023 pour le territoire sous régie, cinq des six stations d'épuration qui sont classées en dépassements de concentration moyenne de sortie sont également en situation de dépassement sur le paramètre MES (matières en suspension).

<sup>89</sup> Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

collectivité chargée de la compétence, le SMGEAG en l'espèce). Il indique ainsi dans son article 11 que *« les systèmes de collecte et les stations de traitement des eaux usées sont exploités et entretenus de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées au milieu récepteur, dans toutes les conditions de fonctionnement. Par ailleurs, ils sont exploités de façon à minimiser l'émission d'odeurs, la consommation d'énergie, le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité »*

L'article 4 de l'arrêté dispose que *« Les systèmes d'assainissement [...] font l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette analyse est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau »*. Cette analyse doit permettre de vérifier la bonne conception de l'installation par rapport aux risques de pollution émanant des systèmes. Elle doit être effectuée avant le 31 décembre 2021 pour les STEP supérieures à 10 000 EH et avant le 31 décembre 2023 pour les STEP comprises entre 2000 et 10000 EH. Cette analyse des risques n'a pas été effectuée par le SMGEAG. Le président du SMGEAG explique ses manquements par *« un manque de personnels dans certains services clefs, dû au gel des embauches »*. La chambre rappelle, comme dans son rapport sur l'eau potable, que les difficultés proviennent d'un effectif inégalement répartis sur le territoire et ne disposant pas des compétences requises (cf. 2.4.4 ci-dessous). En matière d'entretien et d'exploitation, l'article 11 oblige les maîtres d'ouvrage à tenir à jour un registre qui mentionne *« les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier et les procédures à observer par le personnel de maintenance ainsi qu'un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement et une liste des points de contrôle des équipements soumis à une inspection périodique de prévention des pannes »*. Ces registres ne sont pas renseignés. Dans sa réponse, le syndicat indique que des registres d'incidence et de panne existeraient, sans être généralisés, sans toutefois, les produire.

L'article 12 de l'arrêté impose aux maîtres d'ouvrage de réaliser un diagnostic permanent du système d'assainissement pour s'assurer de la minimisation des rejets polluants dans le milieu naturel. Ce diagnostic doit aboutir à *1° Connaître, en continu, le fonctionnement et l'état structurel du système d'assainissement ; 2° Prévenir ou identifier dans les meilleurs délais les dysfonctionnements de ce système ; 3° Suivre et évaluer l'efficacité des actions préventives ou correctrices engagées ; 4° Exploiter le système d'assainissement dans une logique d'amélioration continue. »*.

Ce diagnostic est nécessaire à une exploitation efficace du système d'assainissement. La date limite pour la réalisation de ce diagnostic a été fixée au 31 décembre 2021 pour les STEP de plus de 10 000 EH et au 31 décembre 2024 pour les STEP comprises entre 2 000 et 10 000 EH. Le SMGEAG n'a pas mis en place ce diagnostic permanent. Le président du syndicat déclare vouloir mettre en œuvre progressivement le diagnostic permanent à l'issue du diagnostic précis prévu par le SDAEU, sans échéance claire pour la chambre.

Au regard de l'article 18 de l'arrêt du 21 juillet 2015, le SMGEAG doit assurer la mesure d'un certain nombre de paramètres chimiques additionnels. Cette mesure est imposée pour des déversements d'eaux usées par les STEP de plus de 10 000 EH, dans l'Atlantique et la mer des Caraïbes. Le SMGEAG n'effectue pas la mesure du flux déversé par paramètre alors que 7 STEP de plus de 10 000 EH sont concernées par ces déversements. Dans sa réponse, le syndicat confirme l'absence de dispositifs de suivi des rejets en milieu naturel, faute de ressource et de compétences. Il déclare souhaiter *« mettre en œuvre des contrôles de suivis*

*milieux existants, réalisés par d'autres organismes partenaires comme le grand port, l'office de l'eau ou le parc national. »*

En matière d'autosurveillance, l'article 20 de l'arrêté prévoit la tenue d'un manuel d'autosurveillance pour les STEP de plus de 2 000 EH et d'un cahier de vie avec un contenu là aussi imposé pour les STEP de moins de 2 000 EH. En 2021, sur les 17 STEP de plus de 2000 EH, 6 disposaient d'une autosurveillance conforme<sup>90</sup>. Jusqu'en 2024, aucune des STEP ne disposait d'un manuel d'autosurveillance conforme à la réglementation. En juin 2024, un marché a été attribué à la société SAFEGE pour la réalisation d'une trame<sup>91</sup>, validée par la DEAL. Le SMGEAG s'est engagé<sup>92</sup> à disposer de ce manuel pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 pour les STEP de plus de 2000 EH non conformes et 2026 pour les STEP de Capesterre Dumanoir et Port-Louis Lalanne<sup>93</sup>.

S'agissant des STEP de moins de 10 000 EH, aucune trame de cahier de vie n'a été mise en place. Dans les différentes STEP visitées par la chambre, des cahiers sont la plupart du temps en place et tracent différents événements survenus dans le fonctionnement de la STEP mais sans canevas imposé. Les informations sont partielles par rapport aux informations requises et difficilement exploitables.

L'article 20 de l'arrêté prévoit en outre la rédaction en début d'année d'un bilan annuel du fonctionnement des installations durant l'année précédente et sa transmission à la DEAL et à l'ODE avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année pour les STEP de plus de 500 EH. Pour les STEP inférieures à 500 EH, ce bilan est exigé tous les deux ans. Pour les STEP de plus de 2000 EH, le SMGEAG s'est engagé auprès du préfet à produire un bilan annuel de fonctionnement entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2027. Aucun programme d'amélioration ne concerne les STEP de moins de 2000 EH.

**Recommandation n° 6. (régularité)** déployer les outils documentaires conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015 précité.

#### **2.4.2 Des défaillances en matière d'outils opérationnels de maintenance préventive et curative**

Le SMGEAG ne s'est pas doté d'une stratégie de maintenance préventive effectuée en fonction de la durée de vie des équipements. Dans sa réponse aux observations provisoires, le SMGEAG confirme l'absence d'une telle stratégie et reconnaît intervenir principalement en curatif. Il n'existe pas de plan de renouvellement de pièces en fonction de leur durée de vie et aucun tableau de bord ne permet le suivi, par système d'assainissement (STEP), de ces opérations. Il en résulte que les opérations de réparations sont effectuées suites aux pannes constatées, ce qui entraîne le plus souvent l'arrêt complet des installations et le rejet direct des effluents dans le milieu naturel. Ainsi la panne d'une simple roue d'un pont mobile d'une valeur

<sup>90</sup> Mise en demeure du SMGEAG du 1<sup>er</sup> décembre 2022

<sup>91</sup> Compte-rendu des réunions n° 1 à 3 relatives à la réalisation des manuels d'autosurveillance des systèmes d'assainissement, de Petit-Bourg, Goyave, Trois-Rivières, Baillif et Sainte-Rose

<sup>92</sup> Courrier du 22 août 2024 en réponse au contrôle de conformité 2023 et tableau n° 32 en annexe 5

<sup>93</sup> Diaporama relatif au calendrier de mise en conformité des systèmes d'assainissement 2000 EH et plus

estimée à moins de 500 euros a entraîné l'arrêt complet de la station de Goyave en 2023 pendant plusieurs mois.

S'agissant de la maintenance curative (faisant suite à des pannes), l'absence d'atelier central de réparation ou de magasin équipés de stocks pénalise les capacités de maintenance curative de premier niveau. Si le SMGEAG dispose de sept dépôts répartis sur son territoire d'exploitation<sup>94</sup>, ces dépôts n'ont pas de pièces référencées spécifiquement pour l'assainissement. Sans suivi, les pièces nécessaires à la maintenance curative des STEP sont commandées hors marché au gré des avaries techniques. À titre d'exemple, les postes de refoulement (PR) sont en principe équipés de deux pompes en parallèle, permettant à l'une de prendre le relais de celle qui, défectueuse, fait l'objet d'une réparation ou d'un remplacement. En février 2025, le SMGEAG a recensé près de 40 PR non équipés de ces deux pompes. Ainsi, en cas de panne d'une pompe, le PR cesse de fonctionner, ce qui provoque un débordement des eaux usées et des nuisances directes pour les usagers. Au regard des délais de livraison de ces équipements, qui peuvent aller jusqu'à 8 mois, cette mauvaise exploitation est très préjudiciable au service et à la satisfaction des usagers. Dans sa réponse, le SMGEAG justifie l'absence de stock de pièces destinées à l'assainissement par ses difficultés financières et par une méfiance des fournisseurs à son égard. Il reconnaît également qu'un certain nombre de PR ne dispose pas de pompe de secours, son objectif prioritaire étant de garantir que chaque PR soit équipé d'au moins une pompe en état de marche.

Si les questions du statut public du syndicat ou du formalisme des règles de la commande publique ont pu être évoquées par les services pour expliquer certains dysfonctionnements de l'exploitation, la chambre estime que les lenteurs et rigidités constatées proviennent davantage du circuit des délégations et des signatures en place que du cadre fixé par les règles de la commande publique. Elle recommande une organisation tournée vers l'anticipation des besoins et la mise en place de délégations aux directeurs pour les actes de gestion, notamment en matière de bons de commande, et de formations ciblées sur la rédaction des cahiers des charges techniques.

**Recommandation n° 7. (performance)** mettre en place les outils d'une maintenance préventive et curative : atelier de réparation, magasin et plan de renouvellement des équipements.

### 2.4.3 Une télégestion très partielle ne permet pas des interventions efficaces

La télégestion ne couvre qu'une minorité d'équipements. Le SMGEAG pallie ce dysfonctionnement par l'affectation d'agents pour surveiller leur bon fonctionnement.

**Tableau n° 11 : niveau de la télégestion en 2022**

| <i>Installations</i> | <i>Déjà télégéré</i> | <i>Dont travaux à réaliser</i> |
|----------------------|----------------------|--------------------------------|
|----------------------|----------------------|--------------------------------|

<sup>94</sup> Espérance, Miquel, Colin, Moustique, Trois-Rivières, Basse-Terre, Sainte-Anne.

| Type                           | Nombre |     |    |
|--------------------------------|--------|-----|----|
| DIP (« Direct in ligne pump ») | 15     | 13  | 6  |
| Poste de refoulement           | 237    | 106 | 24 |
| STEP                           | 41     | 20  | 2  |

Source : SMGEAG

L'absence de télégestion allonge les délais d'intervention dans le cas de dysfonctionnements des systèmes d'assainissement, tant au niveau des réseaux de collecte que des STEP. Développer la télégestion permet d'avoir des informations en temps réel et de répondre plus efficacement aux incidents détectés tout en limitant les moyens humains consacrés à la surveillance des équipements. À titre d'exemple, les services du SMGEAG ont indiqué à la chambre, lors d'une visite sur site, qu'ils avaient été informés du dysfonctionnement par voie de presse le 7 janvier 2025, du débordement du PR de la plage du bourg de Sainte-Anne. Dans d'autres cas, des équipements de télégestion ont été retirés pour des raisons d'infiltration d'eau dans le bâtiment et n'ont pas été remplacés. La chambre a constaté lors d'une visite sur site que c'est le cas de la STEP de Pointe-à-Donne à Jarry, la plus grosse STEP du département. Dans sa réponse, le SMGEAG précise que le déploiement partiel de la télégestion, en cours, ne couvrira pas tous les besoins et que l'interdiction d'accès à certains équipements est motivée par la sécurité des personnels dans des installations défectueuses.

#### 2.4.4 Des effectifs inégalement répartis et insuffisamment qualifiés

Les effectifs du service d'assainissement collectif sont inégalement répartis sur le territoire sans lien avec le nombre d'abonnés gérés. Cette situation est issue de la reprise de l'organisation antérieure des anciens opérateurs, sans que le SMGEAG n'ait remis en question cette organisation déficiente. Les territoires Centre et Grande Terre apparaissent en sous-effectif alors que le sureffectif est flagrant sur le territoire Basse-Terre. Dès lors, sur Grande Terre, la surveillance des équipements n'est pas assurée de façon satisfaisante et des débordements d'eaux usées, notamment au niveau des postes de relevage, conduisent alors à des interdictions de baignade. Dans sa réponse, le syndicat avance qu'« *une répartition numérique [différente] ne correspondrait ni aux besoins en termes de compétences nécessaires, ni aux situations administratives des agents* ». La chambre rappelle que l'établissement peut modifier la situation administrative des agents pour des motifs liés à l'organisation ou à l'intérêt du service.

Tableau n° 12 : effectifs au 1<sup>er</sup> février 2024

|                                  | Basse-Terre | Centre | Grande-Terre |
|----------------------------------|-------------|--------|--------------|
| Nombre d'abonnés au service d'AC | 14 510      | 38 197 | 20 725       |

|   | Basse-Terre  | Centre       | Grande-Terre |
|---|--------------|--------------|--------------|
| Responsable du département assainissement | 1            | 1            | 1            |
| Traitement EU                             | 7            | 6            | 7            |
| Réseaux et postes de refoulement          | 5            | 7,8          | 4            |
| <b>Total effectif</b>                     | <b>13</b>    | <b>14,8</b>  | <b>12</b>    |
| <b>Effectif par abonné</b>                | <b>1 116</b> | <b>2 580</b> | <b>1 727</b> |

Source : SMGEAG

Comme cela avait été constaté par la chambre sur l'eau potable dans son rapport notifié le 23 avril 2025, une partie des effectifs en place ne disposent pas des compétences nécessaires pour exploiter les équipements. Ainsi, lors de la création du SMGEAG, l'équipe de préfiguration avait identifié sur près de 40 agents 15 besoins de formation métier à l'exploitation, à la gestion technique et à l'autosurveillance des réseaux<sup>95</sup>. Comme cela a été dit dans le rapport relatif à l'eau potable, la chambre invite le SMGEAG à rééquilibrer les capacités opérationnelles (effectifs et compétences) entre les territoires, par redéploiement et formation des agents. Dans sa réponse aux observations provisoires, le président du syndicat indique avoir mandaté un cabinet pour un « *accompagnement à la mise en place d'une organisation cible et d'un dispositif de réduction des effectifs* ». Ce rapport, prévoit, selon l'ordonnateur, une re-ventilation des effectifs actuels et une évolution du nombre de collaborateurs entre territoires. Toutefois, la chambre constate qu'aucune action de mise en œuvre n'est entreprise à ce jour.

## 2.5 Les moyens du PPI révisé pourront difficilement aboutir à une nette amélioration à moyen terme

Le PPI accéléré a réduit les travaux prévus sur les infrastructures d'assainissement collectif alors que le service d'assainissement collectif est « *intensif en capital* », c'est-à-dire qu'il nécessite un niveau d'investissement élevé pour créer des réseaux ou construire des stations de traitement. Cet effort financier n'a pas été pris en charge par les anciens opérateurs si bien que le patrimoine de l'assainissement collectif est non seulement mal connu, mais aussi en grande partie en mauvais état. Bien que des zones fortement urbanisées mériteraient d'être raccordées à l'assainissement collectif la priorité est donnée à la remise en état des infrastructures actuelles.

---

<sup>95</sup> Atelier compétences et formations de l'équipe de préfiguration - Identification des besoins de formation, août 2021.

### **2.5.1 Le PPI accéléré ne prévoit pas de renouvellement ni d'extension des réseaux**

Alors que les réseaux d'eaux usées sont vétustes et fuyards, le taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte est de 0,31 contre 0,52 au niveau national pour l'année 2022. Pour l'année 2023, il n'a pas été calculé par le SMGEAG mais la chambre l'estime proche de zéro. Pour autant, le PPI 2024-2027 dit « accéléré » ne prévoit pas de renouvellement de réseaux, à l'exception de petits tronçons en cœur de villes (1,7 kms avenue Feuillard à Basse-Terre et 4,6 kms à la Marina de Pointe-à-Pitre). Les prévisions de travaux sont très loin de l'estimation du besoin chiffré lors du PPI 2023-2027 à environ 72 kms de réseaux renouvelés pour un montant de 27,9 M€ HT, soit 10 % du linéaire.

Le PPI accéléré ne prévoit pas non plus des extensions de réseau qui seraient nécessaires dans les zones à forte densité et pour supprimer des STEP de petite taille défaillante. Le PPI 2023-2027 avait prévu initialement 77,8 kms de réseaux supplémentaires pour augmenter le nombre d'abonnés au service d'assainissement collectif. Depuis 2021, 4,2 kms de réseau ont été renouvelés et 16,5 kms ont été installés. Dans sa réponse, le SMGEAG indique que le schéma directeur d'assainissement propose une suppression de plusieurs microstations, ainsi qu'une extension de réseau en zone à forte densité de façon limitée. Selon l'ordonnateur, ce programme de travaux doit être voté sans qu'aucune date n'ait été communiquée à la chambre.

### **2.5.2 Le PPI accéléré est insuffisant pour rendre conformes toutes les STEP**

Le PPI 2024-2027 ne prévoit pas de travaux pour les STEP de moins de 2 000 EH alors qu'elles sont largement défaillantes. Seule est prévue la création d'une station en filtres plantés de végétaux à Petite Anse à Bouillante. Concernant les STEP de plus de 2 000 EH, les travaux prévus ont pour objectif de rendre conformes les STEP de Saint-François, du Gosier et de Capesterre Belle-Eau. Les autres travaux prévus pour les STEP de Petit-Bourg, Baillif et Pointe à Donne ont pour objectif d'améliorer leur fonctionnement mais ne parviendront pas à les rendre conformes. En outre, le financement de certaines opérations n'est pas finalisé. C'est le cas de la STEP de Capesterre Belle-Eau pour laquelle seuls 50 % des travaux ont obtenu un financement (l'ODE), sachant que le FEDER ne peut financer une réhabilitation d'une STEP dont il a financé la construction. Compte tenu de sa situation financière, le SMGEAG ne dégage pas l'autofinancement nécessaire au bouclage des opérations. Dans sa réponse, le SMGEAG déclare, avoir initié un plan de réhabilitation et de renouvellement des mini-stations, non communiqué à la chambre. Neuf ouvrages répartis dans les communes de Basse-Terre auraient été réhabilités.

## 2.6 L'équilibre financier du service n'est pas assuré


### 2.6.1 Un prix élevé payé par l'utilisateur est pourtant largement inférieur au coût du service

#### 2.6.1.1 Un prix élevé

Les modalités de fixation de la redevance d'assainissement collectif sont fixées par l'article R. 2224-19-2 du CGCT. Le tarif comprend une part fixe calculée pour couvrir des charges fixes et une part variable qui dépend du volume d'eau potable consommé par l'utilisateur. Outre ces parts fixe et variable, le tarif comprend la redevance « modernisation des réseaux de collecte » qui finance les prestations de l'ODE. Un taux de TVA de 2,1 % est appliqué sur le montant de la facture. L'octroi de mer est également prélevé par la collectivité régionale.

Le prix moyen des services d'assainissement collectif au niveau national s'établissait à 2,31 euros TTC par m<sup>3</sup> en 2022<sup>96</sup>. Le tarif moyen appliqué par le SMGEAG s'élève à 2,98 euros. Il n'est pas uniforme puisque sur le territoire exploité directement, 18 tarifs issus des anciens opérateurs sont toujours en vigueur. Ils varient de 0,68 euros HT sur le territoire de la commune de Sainte-Rose à 2,80 euros HT sur le territoire de l'ex-Renoc (communes du Nord de la Grande-Terre, y compris Le Moule et Morne-à-l'Eau), soit un tarif pouvant être qualifié d'anormalement bas à un tarif 4 fois plus élevé et relativement cher. Dans sa réponse, le SMGEAG indique avoir délibéré le 28 mars 2025 sur une première phase d'harmonisation tarifaire.

Tableau n° 13 : tarifs pour l'assainissement collectif par territoire des anciennes régies

 **18 TARIFS POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

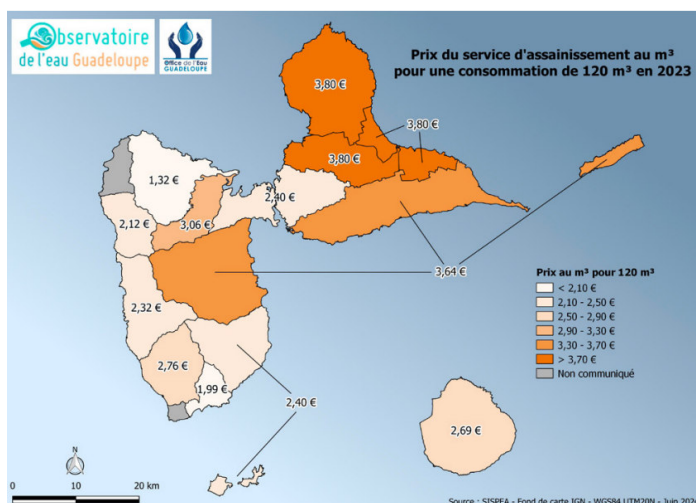
**PRIX MOYEN SMGEAG = 2,98 EUROS TTC**

| TABLEAU 7      | RENOC     | ODEX      | SIAEAG    | CAGSC     | CAPESTERRE | TROIS-RIVIERES | SAINTE-ROSE |
|----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|----------------|-------------|
| ASSAINISSEMENT | Prix U HT | Prix U HT | Prix U HT | Prix U HT | Prix U HT  | Prix U HT      | Prix U HT   |
| Tranche 1      | 2,80 €    | 1,75 €    | 2,68 €    | 2,10 €    | 1,75 €     | 1,36 €         | 0,68 €      |
| Tranche 2      |           | 1,91 €    |           | 2,29 €    | 1,91 €     | 1,65 €         |             |
| Tranche 3      |           | 2,20 €    |           | 2,52 €    | 2,20 €     |                |             |
| Tranche 4      |           | 2,75 €    |           | 2,76 €    | 2,75 €     |                |             |
| Tranche 5      |           |           |           | 3,30 €    |            |                |             |
| Prix moyen     | 2,80 €    | 2,15 €    | 2,68 €    | 2,59 €    | 2,15 €     | 1,51 €         | 0,68 €      |
| Abonnement     | 25,00 €   | 12,00 €   | 26,49 €   | 12,00 €   | 12,00 €    | 12,00 €        | 12,66 €     |

Source : livrable COROM, juin 2024, Direction clientèle, Note sur la convergence tarifaire

<sup>96</sup> Sur la base d'une facture annuelle de 120 m<sup>3</sup>. Considérant les services d'assainissement collectif assurés par des syndicats mixtes au niveau national, le prix moyen du service s'élève 2,71 euros TTC/m<sup>3</sup>.



**Carte n° 7 : le prix du service d'assainissement collectif par commune**

Source : Office de l'eau et Sispea

Au niveau national, sur sa facture d'eau et d'assainissement collectif, l'utilisateur (abonné à l'assainissement collectif) consacre une plus grande part à l'assainissement. Ce n'est pas le cas pour les usagers du SMGEAG.

**Tableau n° 14 : comparaison du prix moyen de l'assainissement collectif avec celui de l'eau potable**

| En € au m <sup>3</sup>   | SMGEAG      | Moyenne nationale | Ecart        |
|--------------------------|-------------|-------------------|--------------|
| Assainissement collectif | 2,98        | 2,31              | +0,67        |
| Eau potable              | 3,34        | 2,21              | +1,13        |
| <b>Total</b>             | <b>6,32</b> | <b>4,52</b>       | <b>+1,80</b> |

Source : RQPS et Eau de France<sup>97</sup>

Pour l'utilisateur de Guadeloupe comme pour l'utilisateur national, être abonné au service d'assainissement collectif coûte moins cher que de disposer d'un assainissement individuel<sup>98</sup> : sur 20 ans, l'assainissement collectif coûte à l'utilisateur 7 152 euros (sans la participation forfaitaire pour l'assainissement collectif - PFAC) contre 10 000 euros d'installation d'un dispositif d'assainissement individuel (hors coût des contrôles réglementaires et de l'entretien).

<sup>97</sup> Eau de France est le service public d'information sur l'eau.

<sup>98</sup> Sur la base d'une facture annuelle de 120 m<sup>3</sup> et d'une durée de vie de 20 ans du système d'assainissement individuel.

### 2.6.1.2 Une facturation à améliorer

La facturation des redevances assainissement collectif est liée à la facturation de l'eau potable puisque la redevance assainissement collectif s'applique aux mètres cubes d'eau distribué. Le recouvrement de ces factures connaît donc les mêmes difficultés que celles que la chambre a déjà constatées dans son contrôle des comptes et de la gestion du SMGEAG sur le volet eau potable<sup>99</sup>, notamment celles concernant les compteurs bloqués ou qui ne figurent pas dans la base clientèle. Dans sa réponse, le SMGEAG indique avoir réalisé des actions pour améliorer le recouvrement. Depuis juin 2023, 28 000 compteurs ont été remplacés, et la mise en place d'une procédure d'identification des consommations sans abonnement a permis de remettre en service 500 compteurs depuis le début de l'année 2025.

Lors de la migration des abonnés du SIAEAG dans le logiciel clientèle, certains abonnés ont été saisis à tort comme abonnés à l'assainissement collectif<sup>100</sup>. À l'inverse, des abonnés raccordés au réseau d'assainissement collectif ne sont pas facturés. Le service compte 73 320 abonnés actifs.

### 2.6.1.3 Un coût du service très au-dessus du prix moyen

Le tarif moyen pratiqué est très en dessous du coût réel du service. En effet, le prix est de 2,98 euros le m<sup>3</sup> pour un coût réel de 6,43 euros en 2023 (total des dépenses d'exploitation et d'investissement). Dans ces conditions, le prix facturé de 0,68 euros le m<sup>3</sup> sur certaines zones apparaît trop éloigné du coût de revient réel du service (un dixième du coût de revient total).

**Tableau n° 15 : coûts du service assainissement collectif rapportés aux volumes d'eau distribués**

| Coûts de production                                    | 2022       | 2023       |
|--|------------|------------|
| Charges totales du budget assainissement collectif (€) | 47 424 576 | 49 237 310 |
| Volumes d'eau potable vendus (m <sup>3</sup> )         | 7 760 290  | 7 650 821  |
| Coût moyen (€)   | 6,11       | 6,43       |

Source : RPQS SMGEAG et comptes administratifs 2022 et 2023

En 2023, le prix total (eau et assainissement) au m<sup>3</sup> d'eau s'élève pour l'utilisateur à 6,32 euros pour un coût de 11,03 euros par m<sup>3</sup><sup>101</sup>. Cela pose la question de la viabilité financière du SMGEAG au regard du service rendu. Dans sa réponse, le SMGEAG conteste le montant de 11,03 € par m<sup>3</sup> d'eau sans apporter d'éléments chiffrés permettant de déterminer un autre prix total de l'eau.

<sup>99</sup> Rapport CRC de Guadeloupe, Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe : compétence « eau potable », publié le 1<sup>er</sup> juillet 2025.

<sup>100</sup> 585 réclamations d'utilisateurs se plaignant d'être facturés à tort ont été recensées en 2024 mais ce chiffre est en dessous de la réalité puisqu'une partie des réclamations comporte un motif générique souvent utilisé par les chargés clientèle

<sup>101</sup> Coût moyen du service eau potable (cf. rapport d'observations définitives sur l'eau potable) de 4,60 euros le m<sup>3</sup> + coût moyen du service assainissement collectif de 6,43 euros le m<sup>3</sup> = 11,03 euros le m<sup>3</sup>.

## 2.6.2 L'équilibre financier n'est assuré que par des financements exceptionnels

Tout comme le budget Eau, le budget assainissement a profité d'une dotation initiale qui a permis d'équilibrer le budget. Ainsi le résultat d'exploitation cumulé de 2024 est prévu en léger excédent de 343 387 euros (hors restes à réaliser). Cependant la baisse continue du résultat d'exploitation montre que l'équilibre du budget n'est pas pérenne. Dans sa réponse, le SMGEAG attribue la perte de recettes aux difficultés de recouvrement liées, selon lui, à la mauvaise qualité de la base clientèle qui « *doit être nettoyée et sécurisée* ». La chambre confirme qu'il s'agit d'un enjeu primordial à corréliser avec l'amélioration du service rendu pour une acceptation au paiement facilitée.

**Tableau n° 16 : résultat d'exploitation affiché – en €**

|                                       | 2021             | 2022             | 2023             | 2024*          |
|---------------------------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Total des produits d'exploitation     | 15 596 833       | 41 617 822       | 39 846 412       | 33 760 588     |
| Total des charges d'exploitation      | 6 089 059        | 35 171 134       | 36 217 043       | 33 417 201     |
| <b>Résultat d'exploitation cumulé</b> | <b>9 507 774</b> | <b>6 446 688</b> | <b>3 629 369</b> | <b>343 387</b> |

Source : comptes administratifs (\* chiffres provisoires et hors restes à réaliser – pour mémoire les restes à réaliser en dépenses sur 2023 s'élevaient de 2,93 M€).

Pour avoir une vue de la capacité du service à se financer, il convient d'effectuer un retraitement en enlevant en produit la dotation initiale (9,6 M€) versées en 2021 par les collectivités membres du SMGEAG, le prêt de l'Afd/Bdt<sup>102</sup> (7,5 M€) versé en 2022 ainsi que les subventions d'exploitation de l'État (8,1 M€ en 2023 et 6,1 M€ en 2024). Le tableau suivant montre le résultat annuel de l'exercice ainsi que le résultat cumulé sur la période. Il est à noter que le résultat de 2024 ne prend pas en compte les restes à réaliser. Pour mémoire ces restes à réaliser en dépenses d'exploitation (pas de restes à réaliser en recettes) n'ont fait que croître, passant de 236 K€ à 2,93 M€ en 2023. Il s'agit d'une anomalie, les charges d'exploitation ayant vocation à être rattachées à l'exercice et non à faire l'objet de restes à réaliser, mandatés sur les années postérieures.

<sup>102</sup> Afd : Agence française de développement. Bdt : Banque des territoires.

Tableau n° 17 : résultat d'exploitation hors produits exceptionnels et subventions – en €

|  | 2021       | 2022       | 2023        | 2024*       |
|--|------------|------------|-------------|-------------|
| Total des produits d'exploitation                          | 15 596 833 | 41 617 822 | 39 846 412  | 33 760 588  |
| <i>Dotation initiale</i>                                   | -9 625 000 |            |             |             |
| <i>Prêt AFD</i>  |            | -7 500 000 |             |             |
| <i>Subvention exceptionnelle de l'État</i>                 |            |            | -8 169 297  | -6 132 247  |
| Total des produits d'exploitation (hors produits except.)  | 5 971 833  | 25 143 718 | 23 482 838  | 21 068 842  |
| Total des charges d'exploitation                           | 6 089 059  | 35 171 134 | 36 217 043  | 33 417 201  |
| <i>Amortissement du prêt AFD</i>                           |            | -750 000   | -750 000    | -750 000    |
| Total des charges d'exploitation (hors amortisss prêt AFD) | 6 089 059  | 34 421 134 | 35 467 043  | 32 667 200  |
| Report de n-1  |            | -117 226   | -10 144 642 | -22 878 847 |
|  |            |            |             |             |
| <b>Résultat annuel d'exploitation</b>                      | -117 226   | -9 277 416 | -11 984 205 | -11 598 358 |
| <b>Résultat d'exploitation cumulé</b>                      | -117 226   | -9 394 642 | -21 378 847 | -32 977 205 |

Source : comptes administratifs

En prenant en compte les ressources du service, hors dotation initiale, prêt de l'AFD comptabilisé en produits d'exploitation et subventions exceptionnelles de l'État, le résultat cumulé en 2024 serait un déficit de 33 M€. Le résultat annuel de chaque exercice montre un besoin de financement pour l'exploitation, de 12 M€ par an. Dans sa réponse, le SMGEAG explique que « *la part d'aide de l'État permet la survie de l'établissement* » et qu'il « *prend des mesures pour accroître ses ressources* ». Mais il doit faire face à « *beaucoup d'obstacles pour parvenir à en trouver. Les difficultés à engager des réformes structurelles importantes en interne [...], le désengagement des partenaires et la situation économique régionale et nationale sont quelques freins rencontrés par l'établissement.* »

## 2.6.3 Des mesures nécessaires pour rééquilibrer le budget

### 2.6.3.1 Des mesures d'économies doivent être mises en place

Outre les mesures préconisées par le rapport de la chambre sur l'eau potable, les effectifs, notamment ceux des fonctions support, doivent être réduits sur la base d'une organisation-cible. En effet, les charges communes pèsent fortement sur le budget assainissement (20 % de ses dépenses d'exploitation). Les charges relatives aux fonctions

supports<sup>103</sup> sont prises en charges par le budget général et refacturés au budget annexe de l'assainissement selon une clef de répartition qui est de 30 %. Ces charges représentent une part anormale par rapport aux fonctions d'exploitation directe du service. Ainsi, les charges de personnel des fonctions support sont refacturées au budget assainissement à hauteur de 6,44 M€ contre 3,91 M€ pour les charges relatives au personnel d'exploitation. S'agissant de la réduction des effectifs, la chambre relève que cet objectif est seulement évoqué dans le rapport d'orientations budgétaires 2025 et que le SMGEAG ne prend aucun engagement en ce sens puisqu'il entend seulement « *évaluer la faisabilité et la pertinence des différents dispositifs de réduction des effectifs* ».

Dans sa réponse, le SMGEAG avance que certaines activités prises en charge par les services supports ressortissent en réalité à l'exploitation, notamment l'entretien des espaces verts, sans toutefois contester l'existence d'un sureffectif global des fonctions support. S'agissant de la réduction des effectifs, la chambre relève que cet objectif est seulement évoqué dans le rapport d'orientations budgétaires 2025 et que le SMGEAG ne prend aucun engagement en ce sens puisqu'il entend seulement « *évaluer la faisabilité et la pertinence des différents dispositifs de réduction des effectifs* ». Le SMGEAG indique, cependant, avoir construit le budget de l'établissement 2025 sur la base d'une économie de 4 M€ sans préciser la répartition de ce montant sur l'ensemble des missions du syndicat.

Afin de réduire la dotation aux provisions pour dépréciation des comptes de tiers, le taux de recouvrement des créances, en moyenne de 64 %<sup>104</sup> entre 2021 et 2023, contre 97,64 % au niveau national, doit être drastiquement augmenté. Le recouvrement de la redevance assainissement collectif pâtit du faible recouvrement des créances sur l'eau potable, les deux services faisant l'objet d'une même facturation. La chambre relève qu'un taux de recouvrement à 80 % de ses créances permettrait au SMGEAG de réduire sa provision pour dépréciation des comptes de tiers. Les actions de remplacement des compteurs défectueux, de recherche des raccordés à l'assainissement collectif non facturés et de traitement des réclamations doivent permettre d'augmenter le taux de recouvrement. Dans sa réponse, le SMGEAG signale la suspension du plan de renouvellement des compteurs depuis novembre 2024 et annonce sans précision temporelle le lancement d'enquêtes sur le terrain pour corroborer les informations du SIG relatives aux abonnés raccordables mais non encore facturés.

Le SMGEAG a recours de façon importante à la sous-traitance pour entretenir et réparer les réseaux, vidanger et curer les réseaux. Ce poste de dépenses représente 1,5 M€ par an. Le SMGEAG doit étudier la faisabilité et mettre en œuvre le cas échéant une politique d'internalisation de ces coûteuses prestations. Sur ce point, le SMGEAG indique y réfléchir tout en étant limité dans ses options par les coûts induits et les moyens humains mobilisables.

---

<sup>103</sup> Direction de la clientèle, direction des affaires financières et direction des ressources humaines notamment

<sup>104</sup> Données encaissements SMGEAG

Tableau n° 18 : prestations d'hydrocurage en 2023 et 2024 – en €

|                              | Compte | 2023             | 2024*            |
|------------------------------|--------|------------------|------------------|
| <i>Société prestataire A</i> | 61523  | 862 714          | 625 397          |
|                              | 61528  | 14 804           | 176 405          |
|                              | 21351  | 2 261            | 176 020          |
|                              | 2315   | 48 856           | 0                |
| <i>Société prestataire B</i> | 61523  | 20 439           | 173 756          |
| <b>Total</b>                 |        | <b>1 006 446</b> | <b>1 151 578</b> |

Source : SMGEAG \* hors restes à réaliser.

Il n'existe pas de dialogue de gestion entre la DAF et les directions territoriales pour que les prévisions budgétaires soient réalisées sur la base des besoins exprimés par les directions territoriales d'exploitation du syndicat. Dans sa réponse, le SMGEAG confirme l'absence de dialogue de gestion pour les exercices 2024 et 2025. Il projette, sans plus de précision, reprendre les rencontres budgétaires.

Par ailleurs, le SMGEAG n'a pas encore mis en place une véritable comptabilité analytique qui permettrait de faire ressortir les coûts par équipement, afin d'alerter les services sur des potentiels dérapages de coût, de faire porter les efforts d'économie sur les postes de dépense qui peuvent être réduits et de mesurer l'effet des mesures mises en œuvre. La chambre invite le SMGEAG à mettre en place une comptabilité analytique et un dialogue de gestion pour rationaliser les coûts.

#### 2.6.3.2 Des recettes potentielles, pourtant identifiées, ne font pas l'objet d'un plan d'actions

##### 2.6.3.2.1 La facturation des redevances d'assainissement et de la PFAC à l'ensemble des raccordables non raccordés

Les abonnés au service de l'eau qui sont dans le périmètre de l'assainissement collectif et situés à proximité des réseaux ont l'obligation, sauf dérogation, de se raccorder au réseau d'assainissement collectif<sup>105</sup>. Le SMGEAG a estimé à 10 % de la population guadeloupéenne le nombre de personnes pouvant être raccordées sans qu'il soit nécessaire de procéder à des extensions de réseaux. Les abonnés qui ne procèdent pas à ce raccordement font tout de même l'objet d'un assujétissement à la redevance assainissement. L'autorité gestionnaire de l'assainissement peut même décider de doubler cette redevance pour inciter les abonnés à se raccorder dans l'objectif de réduire la pollution engendrée. Ce doublement de la redevance est d'ailleurs prévu par le SDAGE 2022-2027.

Cependant, si le SMGEAG a estimé la population raccordable, il n'a pas identifié ces usagers. Le fichier clientèle ne dispose ainsi d'aucune donnée concernant ces usagers qui devraient faire l'objet d'une facturation. Il n'a par conséquent pas mis en œuvre le doublement

<sup>105</sup> Article L. 1331-1 du code de la santé publique. Une dérogation est prévue pour les abonnés qui disposent d'une installation d'ANC récente.

de cette redevance pourtant prévue dans le SDAGE. En novembre 2024, le SMGEAG a procédé à un croisement de sa base de données clientèle avec son système d'information géographique pour identifier précisément les abonnés qui se situent à moins de 30 mètres d'une canalisation d'assainissement.

**Recommandation n° 8. (*performance*)** facturer la redevance d'assainissement aux abonnés raccordables.

Outre cette facturation annuelle à la redevance d'assainissement, l'autorité gestionnaire, le SMGEAG, peut demander aux abonnés propriétaires des logements concernés devant effectuer ce raccordement, une participation aux travaux de raccordement. Cette participation est dénommée participation forfaitaire pour l'assainissement collectif (PFAC<sup>106</sup>). Dans sa réponse, les SMGEAG indique qu'un groupe de travail dédié à la mise en œuvre de cette participation financière a été constitué et que le plan d'économies et de recettes, incluant une fiche action relative à la PFAC, a été délibéré le 28 mars 2025 par le comité syndical.

Le SMGEAG initie, en 2025, ses réflexions sur les conditions de mise en œuvre la PFAC alors que le SDAGE 2022-2027 prévoyait sa mise en place dans le délai d'un an à compter de son approbation, soit le 4 avril 2023. Selon le SMGEAG, le gain financier potentiel pour le SMGEAG est estimé à 5 M€ à terme<sup>107</sup>.

**Recommandation n° 9. (*performance*)** mettre en place la participation forfaitaire pour l'assainissement collectif (PFAC).

#### 2.6.3.2.2 La facturation des prestations externes délivrées par le SMGEAG

Le SMGEAG délivre certaines prestations qu'il ne facture pas. C'est le cas par exemple de l'accueil en station de certaines boues d'épuration recueillies par des prestataires privés chez leurs clients. C'est le cas aussi de la délivrance d'eau, notamment dans les stations d'épuration, pour le lavage des cuves des camions de ces prestataires privés.

Le SMGEAG a mis deux ans pour définir des tarifs de facturation de ces prestations. Il ne la met toujours pas en pratique. Lors de sa visite à la STEP de Pointe à Donne, la chambre a pu observer la fourniture d'eau industrielle (eau non potable) à une entreprise sans qu'aucun relevé ne soit effectué par l'agent sur place pour une éventuelle facturation. Le SMGEAG doit facturer les entreprises qui dépotent des boues d'assainissement dans les installations du SMGEAG ou qui utilisent l'eau industrielle des stations. Dans sa réponse, le syndicat reconnaît l'existence de ces prestations non facturées qui, dans le cas des dépotages en station, présentent toutefois l'avantage d'éviter les dépotages sauvages des produits d'hydrocurage dans les collecteurs d'eaux usées. Il précise que les contraintes organisationnelles actuelles ne lui

---

<sup>106</sup> Cette participation s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une installation d'assainissement non collectif. Ce coût doit être diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire en application de l'article L. 1331-2 du Code de la santé publique, c'est-à-dire les dépenses entraînées par les travaux réalisés par la collectivité pour les branchements situés sous la voie publique, permettant le raccordement des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte.

<sup>107</sup> Fiche action n° 2 du plan d'économies et de recettes.

permettent ni de conclure avec les hydrocureurs des conventions de prestations, ni d'émettre des factures sur les sites des stations d'épuration pour les opérations de dépotage ou le prélèvement d'eaux industrielles. Le syndicat doit dépasser ces difficultés pour conclure ces conventions indispensables à la perception des recettes dues en contrepartie du service rendu.

## **CONCLUSION INTERMÉDIAIRE**

*Le SMGEAG a hérité d'une situation très préoccupante en septembre 2021. Non seulement les réseaux d'eaux usées ne sont pas connus mais ils n'ont été ni entretenus ni renouvelés par les anciens opérateurs. Seules quatre des dix-sept stations d'épuration de plus de 2 000 EH sont conformes et nombre d'entre elles sont à l'arrêt, les installations étant prises dans des boues issues des effluents non traités. Les STEP de moins de 2 000 EH sont la plupart inexploitées voire à l'abandon et donc rejettent des eaux usées non traitées.*

*En trois ans et demi, le SMGEAG a amélioré la situation des STEP de plus de 2 000 EH puisqu'en septembre 2024, trois nouvelles STEP sont devenues conformes aux arrêtés préfectoraux. La situation concernant les réseaux n'a pas évolué. Le schéma directeur en cours d'élaboration permettra d'en améliorer sa connaissance. Les réseaux vétustes et fuyards ne collectent qu'un peu plus d'un tiers des effluents rejetés par les usagers de l'assainissement collectif. Quand les effluent parviennent aux STEP, leur traitement est insuffisant et conduit à des rejets importants et non conformes dans le milieu naturel.*

*L'exploitation reste défaillante. Le SMGEAG ne dispose ni des outils obligatoires de d'entretien et de maintenance des installations ni des outils opérationnels de maintenance curative et préventive. L'absence de magasin central et d'anticipation sur les pièces d'usure notamment est préjudiciable au bon fonctionnement des équipements. La télégestion est très partielle et ne permet pas des interventions efficaces en cas de panne. Enfin, l'exploitation manque de main d'œuvre qualifiée et productive. Ces insuffisances entraînent parfois la mise à l'arrêt de STEP pour retirer les boues qui les engorgent. Le mauvais entretien des réseaux d'eaux usées génère des débordements d'eaux usées au niveau des postes de relevage sur l'ensemble du territoire.*

*Le PPI ne concerne que les STEP de plus de 2 000 EH et ne devrait permettre d'en rendre conformes que trois autres sur les dix STEP non conformes en 2025. Celles qui ne sont pas ou peu exploitées de moins de 2 000 EH ne sont pas prévues au PPI.*

*Le prix pour l'utilisateur est élevé à 2,98 euros/m<sup>3</sup>, avec de grandes disparités, contre 2,31 euros/m<sup>3</sup> au niveau national. Il reste pourtant très en dessous du coût du service alors que les dépenses doivent être couvertes par ses recettes. Le déficit d'exploitation cumulé, corrigé par la chambre des contributions exceptionnelles reçues, atteint 21 M€ au 31 décembre 2023. Chaque année, le déficit d'exploitation s'élève à 12 M€. Les charges du doivent être réduites et le SMGEAG doit rétablir la confiance de ses usagers et améliorer son taux de recouvrement.*

*Le syndicat, en réponse, précise qu'il a pris des mesures afin d'augmenter ses recettes et réduire son déficit d'exploitation. En 2024, il a procédé à un accroissement de sa base de données clientèle et, en 2025, il a délibéré sur le plan d'économie et de recettes incluant une fiche action relative à la participation forfaitaire pour l'assainissement collectif. Sans calendrier précis pour leur mise œuvre, les effets de ces mesures sur l'augmentation des recettes restent incertains.*



*Il s'engage, par ailleurs, sans calendrier précis, à produire un schéma directeur d'assainissement des eaux usées qui lui permettra, au minimum, de connaître l'état des ouvrages d'assainissement.*

---

### **3 LA PERFORMANCE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DOIT ETRE RENFORCÉE**

L'article L. 2224-8 du CGCT pose le principe d'une compétence des communes en matière d'assainissement non collectif, qui comprend une mission de contrôle des installations. Le SMGEAG s'est vu confier par la loi de 2021 la responsabilité exclusive de l'assainissement non collectif pour l'ensemble de l'île de la Guadeloupe<sup>108</sup>. Il succède à 6 services publics d'assainissement non collectif (SPANC).

Le SMGEAG gère le service public de l'assainissement non collectif (SPANC) en gestion directe sur la totalité de son périmètre, y compris dans les communes qui relèvent d'une gestion déléguée pour l'assainissement collectif. Comme pour l'assainissement collectif, les missions sont organisées par territoires d'exploitation (Grande-terre, Centre, Basse-Terre). Le rôle du SPANC consiste à contrôler les installations, à relever les non conformités et le cas échéant à contraindre les propriétaires à réaliser les travaux appropriés.

#### **La prédominance de l'assainissement non collectif en Guadeloupe**

L'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique établit le caractère subsidiaire de l'assainissement non collectif (ANC) par rapport à l'assainissement collectif. Il prévoit en effet que « *les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif* ». Ainsi, une habitation est soumise au régime de l'assainissement collectif dès lors qu'un collecteur d'eaux usées est installé et mis en service sur la voie publique à laquelle elle est raccordée.

L'assainissement non collectif concerne principalement les dispositifs traitant les eaux usées des habitations jusqu'à 20 EH, mais englobe aussi les mini-stations d'eaux usées (jusqu'à 200 EH). Les propriétaires de logements non raccordés au réseau public sont responsables de l'installation, de l'entretien, et le cas échéant, de la mise en conformité de leur dispositif d'ANC. Tous les frais afférents à la conception, à l'entretien et à d'éventuels travaux de mise en conformité sont entièrement à leur charge.

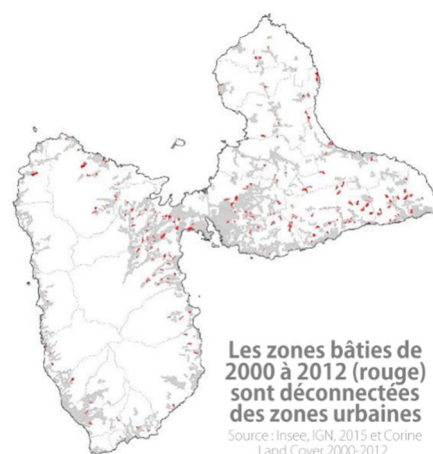
---

<sup>108</sup> Article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales

56 % de la population locale vit en dehors d'une zone raccordée à un système d'assainissement collectif<sup>109</sup>, soit 126 000 installations d'ANC (territoires SPANC du SMGEAG et de la CCMG confondus). Au niveau national, 15 à 20 % de la population a recours à l'ANC pour le traitement de ses eaux usées. Cette spécificité locale s'explique notamment par une urbanisation non maîtrisée qui s'étend et mite le paysage agricole et naturel<sup>110</sup>.

Le parc des dispositifs individuels relevant d'habitations non raccordables au service d'assainissement collectif est estimé non conforme à 78 %<sup>111</sup> (absence d'épandage, rejets directs dans le milieu naturel, ou impossibilité de contrôle) contre 62 % en moyenne pour la France entière. Les installations d'ANC sont mal connues, mal entretenues ou exploitées et dysfonctionnent pour la plupart. Dans l'habitat ancien de plus de 10 ans, les eaux usées prétraitées sont souvent rejetées dans un puisard qui est un ouvrage de traitement et un dispositif d'infiltration dans le sol interdit<sup>112</sup>.

Le mitage du territoire, avec ses conséquences : difficultés d'accès, sols inadaptés, coûts d'entretien, conjugué à un parc immobilier ancien (46,9 % des résidences principales ont plus de 30 ans)<sup>113</sup> et à un état des installations d'ANC majoritairement non-conformes est à l'origine de pollutions diffuses susceptibles d'engendrer des problèmes sanitaires (dégradation de la qualité des eaux de baignade) et environnementaux (blanchiment des coraux).



### 3.1 La mission de contrôle est partiellement mise en œuvre

En application des dispositions de l'article L. 2224-8-III du CGCT, les SPANC sont compétents pour contrôler les installations d'ANC d'une capacité inférieure à 200 EH selon les spécificités techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié et de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié (entre 20 et 199 EH). Les modalités de l'exécution des contrôles sont prévues par l'arrêté du 27 février 2012 modifié. Au-delà de 200 EH, une installation, qu'elle soit raccordée au réseau public de collecte ou non, relève de la police de l'eau, exercé par les services de la DEAL, en vertu des arrêtés des 27 avril 2012 et 21 juillet 2015 modifiés et de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

<sup>109</sup> Observatoire de l'eau de Guadeloupe : <https://www.observatoire-eau-guadeloupe.fr/services-publics-eau-assainissement/assainissement-collectif/>

<sup>110</sup> Diagnostic du schéma régional du patrimoine naturel de la biodiversité (SRPNB) présenté au comité de l'eau et de la biodiversité du 10 septembre 2019.

<sup>111</sup> Ce taux présenté dans une note de l'ODE de mai 2024 est une estimation établie sur la base des contrôles de l'existant réalisés par le SPANC du SMGEAG entre 2021 et 2023. Il ne sera pleinement représentatif que lorsque 100 % des dispositifs ANC existants auront été diagnostiqués au moins une fois.

<sup>112</sup> Les rejets d'effluents, même traités, dans un puisard, un puits perdu, ou toute cavité naturelle ou artificielle sont strictement interdits (arrêté du 7 septembre 2009, abrogé par l'arrêté du 27 avril 2012 définissant les modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'ANC).

<sup>113</sup> Insee Flash Guadeloupe, « en 2020, 15 % des logements sont vacants en Guadeloupe », janvier 2024, n° 196.

### 3.1.1 Le SMGEAG exerce uniquement la mission obligatoire de contrôle

**Pour les installations neuves ou à réhabiliter**, le service public de l'assainissement non collectif (SPANC) procède à l'examen préalable de conception de l'installation (contrôle sur pièces et/ou sur site), et établit le rapport d'examen de conception<sup>114</sup>. Suite à cet examen, le SPANC délivre ou non une attestation de conformité qui constitue une pièce obligatoire à joindre à toute demande de permis de construire ou d'aménager comprenant un projet de réalisation ou de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif<sup>115</sup>. À l'issue des travaux, le SPANC effectue une vérification de l'exécution sur site avant remblayage et établit le rapport de vérification qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires.

**Pour les installations existantes**, le SPANC doit avoir contrôlé l'ensemble des installations d'ANC au moins une fois avant le 31 décembre 2012. Afin de mener à bien leur mission de contrôle, les agents du SPANC sont autorisés à accéder aux propriétés privées. Le service doit ensuite mettre en place un contrôle périodique au moins une fois tous les 10 ans et rédiger un rapport de visite à l'issue de ce contrôle. Si l'installation présente un danger pour la santé ou un risque avéré de pollution de l'environnement<sup>116</sup>, le propriétaire doit réaliser les travaux prescrits sous quatre ans ou au plus tard un an après la vente en cas de vente.

**En cas de vente**, le propriétaire vendeur doit fournir au notaire un rapport de visite du SPANC de moins de trois ans, attestant du contrôle de la conformité de son installation. Si aucun contrôle n'a jamais eu lieu ou que le délai de validité est dépassé, le propriétaire vendeur doit demander au SPANC la réalisation à ses frais d'un contrôle en vue de l'établissement du document exigible. Celui-ci sera intégré au dossier de diagnostic technique défini à l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation qui est annexé à l'acte de vente.

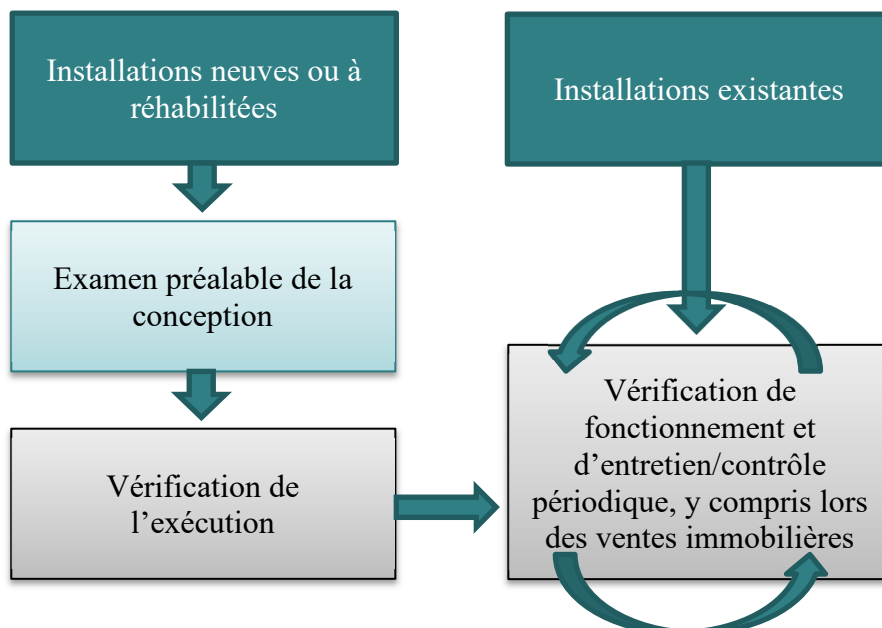
---

<sup>114</sup> Article 3 de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'ANC.

<sup>115</sup> Article R. 431-16 du code de l'urbanisme.

<sup>116</sup> Article L. 2224-8 du CGCT et article L. 1331-1-1 du code de la santé publique.

Schéma n° 5 : cycle des contrôles du SPANC



Source : PANANC<sup>117</sup>, Guide d'accompagnement des services de l'ANC – Octobre 2014

Ces contrôles réglementaires ne sont pas une prestation de prescriptions techniques, ni une mission de maîtrise d'œuvre. Le SPANC n'a pas vocation à réaliser des projets ou avant-projets technique pour le compte des propriétaires. Il vise à travers ses contrôles à engager la rénovation progressive du parc d'installations d'ANC. A ce titre, il assure une mission d'information sur la réglementation et de conseil en amont du projet de construction ou de réhabilitation d'une installation d'ANC.

Enfin, la mission de contrôle obligatoire relevant de l'ANC peut, en vertu de l'article L. 224-8-III du CGCT, s'enrichir de missions facultatives dont l'objectif est d'intervenir directement sur l'efficacité des installations : il s'agit de l'entretien des installations, des travaux de réalisation et de réhabilitation des installations, et du traitement des matières de vidange (résidus issus du traitement des systèmes d'assainissement individuels des eaux usées). Le SMGEAG a fait le choix de ne pas exercer ces missions. Il reconnaît « *assurer partiellement les missions [obligatoire] du SPANC en raison d'une sous-priorisation de la compétence, au regard de l'eau potable et de l'assainissement collectif* ».

### 3.1.2 La mission obligatoire de diagnostic de l'existant n'est pas mise en œuvre

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, désormais intégrée dans le code de l'environnement, imposait aux communes de contrôler toutes les installations d'ANC présentes sur leur territoire avant le 31 décembre 2012. Le SMGEAG, compétent en lieu et place des communes, doit donc contrôler au moins une fois toutes les installations d'ANC de son périmètre de compétence et

<sup>117</sup> Le plan d'action national sur l'assainissement non collectif (PANANC) est un dispositif visant à améliorer la gestion de l'assainissement non collectif en élaborant des guides, référentiels et bonnes pratiques pour les professionnels.

mettre en place un contrôle périodique au moins une fois tous les dix ans. Le SMGEAG dans son règlement de service SPANC approuvé le 25 mai 2022 par le comité syndical a défini une périodicité entre 4 et 10 ans en fonction du classement de l'installation établi lors du contrôle initial de bon fonctionnement.

Les SPANC communaux et intercommunaux antérieurs au SMGEAG ont très peu effectué de contrôles de l'existant<sup>118</sup>. Le SDAGE 2022-2027 de Guadeloupe, publié en avril 2022, réitère l'obligation de contrôle des installations avec de nouveaux délais d'application : un an après l'approbation du SDAGE pour les installations situées en zone à enjeux (voir infra) ; trois ans après l'approbation du SDAGE pour les autres. Depuis sa création, le SMGEAG n'a pas organisé, ni planifié le contrôle de l'existant<sup>119</sup>. L'ODE qui prévoyait sur son PPI 2019-2024<sup>120</sup> de verser aux SPANC 10 euros par contrôle effectuée (initial ou périodique) n'a donc pas pu mettre en œuvre cette action. Dans sa réponse, le SMGEAG indique que le caractère modique de cette prise en charge n'est pas suffisamment incitatif au regard des moyens à mobiliser pour effectuer les contrôles de l'existant. Toutefois, la chambre rappelle qu'il s'agit d'une obligation réglementaire qui s'impose au syndicat et que les coûts doivent être financés par une facturation et un recouvrement effectif.

Les contrôles de conception et de l'existant dans le cadre des ventes immobilières sont jugés prioritaires par le SMGEAG par rapport aux contrôles d'exécution et de l'existant<sup>121</sup> alors que le SPANC a l'obligation légale et réglementaire de réaliser le diagnostic initial de toutes les installations d'ANC. Le SMGEAG privilégie les contrôles de conception et de diagnostic de l'existant à l'occasion des ventes immobilières au dépend du diagnostic initial des installations ainsi que des visites périodiques de suivi. Le retour d'expérience de plusieurs campagnes de contrôle de l'existant qui ont été réalisées dans les années précédant la création du SMGEAG par le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau et en assainissement de la Guadeloupe (SIAEAG) et par la régie d'Eau d'Excellence montre la sensibilité de ces contrôles et l'importance d'accompagner ce type de campagnes d'un dispositif complet d'information et de sensibilisation sur les enjeux sanitaires et environnementaux<sup>122</sup>, voire de conseil et de soutien.

---

<sup>118</sup> « Les chiffres clés de l'eau et de l'assainissement », une publication réalisée chaque année par l'observatoire de l'eau Guadeloupe, un service de l'ODE.

<sup>119</sup> Délibération n° CS2023-10-135/6 portant création d'une commission dédiée au service public de l'assainissement non collectif : « à ce jour, aucune installation située en zone à enjeux n'a été contrôlée dans le cadre [de l'obligation de contrôle des installations ANC définie par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992] ».

<sup>120</sup> Action 4.3.4 « déploiement et amélioration du niveau de service des SPANC » du programme d'aides du PPI 2019-2024 de l'office de l'eau de Guadeloupe.

<sup>121</sup> Les rapports d'activité du SPANC Grande-Terre se concluent chaque année depuis 2022 sur le constat suivant : « le manque de moyen humain impacte le traitement de demandes de contrôles de réalisation qui sont lésés au profit des conceptions et des diagnostics de l'existant puisque ce sont des dossiers moins urgents ».

<sup>122</sup> Les campagnes menées par CAP Excellence (31/10/2016 – 31/10/2017) et par le SIAEAG (26/01/11 – 31/12/2012) ont concerné respectivement 6 000 et 35 000 installations. Cependant, les conditions de réalisation rendent contestables la qualité et la fiabilité de ces contrôles (rapports de visite transmis deux ans après par un prestataire, agressions de contrôleurs rapportées sur plusieurs communes, ...).

**Tableau n° 19 : nombre et type de contrôles réalisés par le SMGEAG depuis 2021**

| Type de contrôles                     | 2021 (un quadrimestre) | 2022        | 2023        | 2024      |
|---------------------------------------|------------------------|-------------|-------------|-----------|
| Contrôle de conception                | 375                    | 1597        | 1614        | ND        |
| Contrôle de bonne exécution           | 28                     | 102         | 163         | ND        |
| Contrôle diagnostic de l'existant     | 2                      | 26          | 20          | ND        |
| Contrôle lors d'une vente immobilière | 162                    | 862         | 733         | ND        |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>567</b>             | <b>2587</b> | <b>2530</b> | <b>ND</b> |

Source : Office de l'eau de Guadeloupe

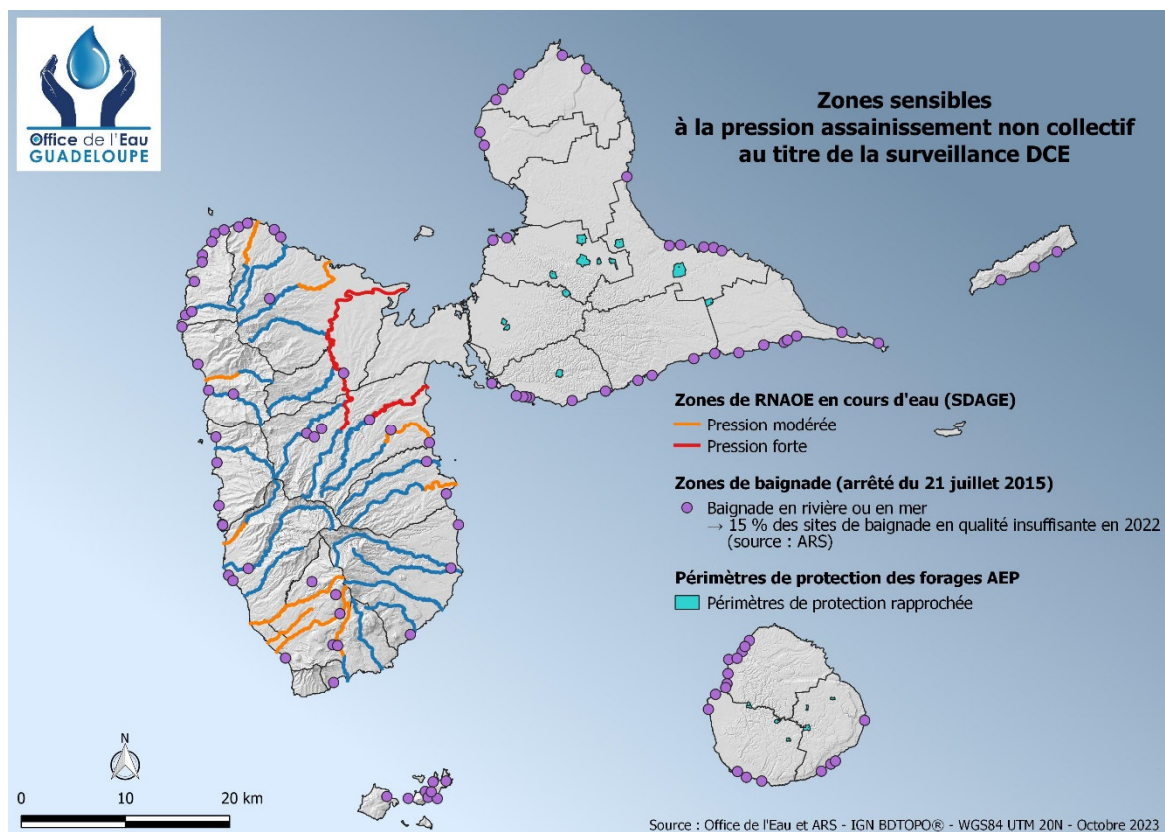
Entre avril et septembre 2022, les équipes du SPANC du syndicat se sont réunies, sous la coordination de la direction technique, afin de préparer une campagne de contrôle de l'existant. Malgré l'absence de schéma directeur identifiant les zones d'assainissement non collectif<sup>123</sup>, la direction technique a été en mesure de présenter au groupe de travail une cartographie des zones à enjeux<sup>124</sup> et d'estimer le nombre de parcelles à contrôler en priorité : 22 003 unités, localisées dans des zones particulièrement sensibles à la pression de l'assainissement non collectif. Cette estimation repose sur une méthode de zonage par cercles concentriques autour des points de captages en rivière et des forages (0 – 35 m, 35 - 100 m, 100 - 500 m) et depuis le rivage sur les zones littorales de la Côte-sous-le-vent<sup>125</sup> et de la communauté d'agglomération de la Riviera du Levant (CARL). Ce projet de campagne n'a pas été soutenu par la direction du SMGEAG. Dans sa réponse, le SMGEAG confirme que le lancement d'une telle campagne n'est pas une priorité dans le contexte actuel de gestion de la crise de l'eau.

<sup>123</sup> Le schéma directeur assainissement était initialement attendu pour décembre 2024.

<sup>124</sup> Selon l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif et les directives du SDAGE 2022-2027, les zones à enjeux sont: les périmètres de protection rapprochée et éloignée des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable, Les zones à proximité d'une baignade dans le cas où le profit de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la qualité de l'eau de baignade ou la santé des baigneurs, les zones de risque fort de non atteinte des objectifs environnementaux à cause de la pression ANC (Grande Rivière à Goyaves à Sainte Rose, rivière La Lézarde à Petit Bourg).

<sup>125</sup> La Côte-sous-le-vent désigne la côte ouest de l'île de la Basse-Terre protégées des vents dominants venant de l'est, les alizés, par les massifs montagneux.

Carte n° 8 : zones sensibles à la pression de l'ANC



Source : Office de l'eau et ARS – octobre 2023

Sur la base d'un coût estimatif par contrôle de 71 euros<sup>126</sup>, un montant de 1,56 M€ serait nécessaire à sa réalisation par voie d'externalisation. Ce coût peut être réduit en cas de réalisation en interne des prestations. Ce projet est actuellement à l'arrêt pour une durée indéfinie.

**Les îlets Pigeons à Bouillante : un projet de zone de protection forte menacé par l'absence de contrôle de l'existant et de mise aux normes des installations**

Les îlets Pigeons et les récifs coralliens<sup>127</sup> qui les entourent font partie avec le Grand Cul de Sac Marin des deux zones marines classées cœur de parc du Parc national de la Guadeloupe (PNG). Ce secteur remarquable sur le plan écologique est également classé zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) marine. En tant que tel, il fait l'objet d'une attention particulière du Parc qui ambitionne pour lui un classement en « zone de protection forte » (ZPF) avec un niveau de protection plus élevé que les aires protégées.

<sup>126</sup> Il s'agit du tarif facturé à Eau d'Excellence lors de sa campagne de contrôle de l'existant lancée en 2015 (6 000 diagnostics au prix total global de 430 000 euros).

<sup>127</sup> Zone appelée communément « réserve Cousteau ».



Carte n° 9 : zones de protection du Parc national de la Guadeloupe



Source : Parc national de la Guadeloupe

Le décret n° 2022-527 du 12 avril 2022, pris en application de l'article L. 110-4 du code de l'environnement définit la notion de protection forte et les modalités de mise en œuvre de cette protection qui impliquent de limiter ou supprimer les pressions engendrées par les activités humaines. La compétence de gestion du PNG est limitée à la zone marine et terrestre des îlets Pigeon. Les actions à mettre en œuvre pour parvenir au bon état écologique de la masse d'eau environnante nécessitent une gouvernance partagée (commune de Bouillante, SMGEAG, Office de l'eau de Guadeloupe, PNG), notamment pour réduire les pressions « assainissement » sur les milieux aquatiques.

Selon le SDAGE 2022-2027, les masses d'eau côtières de la côte sous le vent, particulièrement sensibles aux pollutions<sup>128</sup>, reçoivent plus de 2 tonnes d'azote par an rejetées par l'ANC. Le SMGEAG a donc un rôle déterminant à jouer pour :

- identifier par une campagne ciblée de contrôles les dispositifs d'ANC non conformes susceptibles de porter atteinte à « la diversité, la composition, l'aspect et l'évolution » (article L. 331-1 du même code) de la faune et de la flore de l'espace maritime des îlets Pigeon. La campagne de contrôle porterait sur 86 installations et mobiliserait en partenariat avec le PNG les effectifs des SPANC (directions territoires Centre et Basse-Terre) sur deux semaines. À ce jour, cette opération qui pourrait servir d'étalon pour de futures campagnes n'a pas été programmée ;
- trouver une solution de traitement des eaux provenant de l'assainissement collectif du Nord de la commune. Aujourd'hui, le poste de relevage de l'Anse à Sable les rejette non traitées en mer.

<sup>128</sup> Elles sont listées dans l'arrêté du 18 octobre 2019 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Guadeloupe. L'eutrophisation est un processus d'enrichissement excessif des milieux aquatiques en



### 3.1.3 Les installations d'ANC « regroupé » sont insuffisamment connues et contrôlées

Une installation d'ANC recouvre schématiquement l'ANC dit « à la parcelle » et l'ANC dit « regroupé ». Le premier correspond à une installation dimensionnée pour une maison individuelle<sup>129</sup>. Le second désigne une installation commune à plusieurs habitations qui se retrouve notamment dans les lotissements en copropriété et les zones d'activités. Le SPANC contrôle les systèmes d'ANC allant jusqu'à une capacité de 200 EH<sup>130</sup>. Ses contrôles se concentrent sur les installations « à la parcelle » recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 20 EH. Pour les systèmes compris entre 20 et 200 EH, le SPANC assure ses contrôles en présence des entreprises chargées de l'entretien et du curage des installations. Au-delà, le contrôle relève de la police de l'eau de la DEAL<sup>131</sup>.

En Guadeloupe, l'état des installations d'ANC « regroupé », avec une capacité comprise entre 20 et 200 EH, représente 300 unités. Ces stations privées ont été construites à l'écart des réseaux d'assainissement collectif, souvent laissées à l'abandon et non entretenues par leur propriétaire, avec pour conséquences le rejet des boues avec l'effluent brut dans le milieu naturel et des nuisances pour les populations environnantes. À titre d'exemple, le site de baignade de Petit-Havre au Gosier a été interdit à la baignade du 12 au 15 juillet 2024, par arrêté municipal, en raison d'un risque de contamination par les rejets d'une mini-station privée. Le SPANC doit cibler cet enjeu dans sa stratégie de contrôle.

Depuis le SDAGE 2010-2015, « aucune nouvelle station d'épuration ne peut être réalisée sans que l'impossibilité de raccordement à un réseau d'assainissement collectif existant ou d'extension du réseau d'assainissement collectif n'ait été démontrée ». Les nouvelles mini STEP sont donc proscrites. Toutes les nouvelles unités de traitement des eaux usées domestiques de plus de 20 EH sont réputées relever de l'assainissement collectif dans le zonage d'assainissement. Le SDAGE 2016-2021 rappelle cet objectif de densifier les zones d'assainissement collectif existantes. Dans sa réponse, le SMGEAG précise avoir délibéré en décembre 2021 sur un cahier des charges détaillant les prescriptions à respecter en cas de rétrocession éventuelle.

**Recommandation n° 10. :** (*performance*) mettre en œuvre le contrôle de l'existant, avec une vigilance particulière sur les installations d'ANC « regroupé », en commençant par les zones à enjeux définies par le SDAGE 22-27 conformément à la disposition 3 de l'orientation « Améliorer la collecte et le traitement des eaux usées ».

### 3.1.4 Une politique d'accompagnement et de sanction reste à construire

En matière d'ANC, la responsabilité de la conformité du rejet des eaux usées repose sur les usagers. Le coût moyen d'un dispositif de type « fosse toutes eaux », incluant les études et

---

nutriments entraînant une prolifération de plantes aquatiques et une diminution de l'oxygène, pouvant conduire à la disparition de la vie aquatique.

<sup>129</sup> Selon la formule nombre de pièces principales (PP) = équivalent-habitant (EH)

<sup>130</sup> Arrêtés des 7 septembre 2009 et du 21 juillet 2015 modifiés.

<sup>131</sup> Arrêtés des 27 avril 2012 et 21 juillet 2015 modifiés et article R. 214-1 du code de l'environnement.

les travaux, avoisine 10 000 euros. Dans ce contexte, le renouvellement d'une installation d'ANC constitue une dépense importante, qui doit être arbitrée au regard d'autres besoins, en particulier dans un territoire où près de la moitié de la population locale vit avec moins de 1 314 euros par mois<sup>132</sup>. Ces contraintes économiques peuvent conduire les usagers à reporter ou à renoncer au remplacement des installations. Au-delà de l'investissement initial, les charges d'entretien représentent également un poids significatif pour les propriétaires : consommation énergétique, remplacement de pièces opérations de vidange, etc. En Guadeloupe, le coût moyen d'une vidange se situe entre 300 et 450 euros<sup>133</sup>.

Pour répondre à ce défi, si le SPANC dispose d'un certain nombre de pouvoirs réglementaires pour contraindre les usagers à installer ou à modifier leur installation individuelle, il peut également développer des actions d'accompagnement pour faciliter l'accès des usagers à des financements dédiés. En les accompagnant dans leur projet de réhabilitation, le SMGEAG aurait pu percevoir une recette supplémentaire de 100 euros par dossier de demande de financement, comme prévu dans le PPI 2019-2024 de l'ODE, dans le cadre de l'amélioration du niveau de service des SPANC.

#### 3.1.4.1 Le SMGEAG doit mieux coordonner son action avec celles des communes pour mettre fin à l'insalubrité publique et aux pollutions

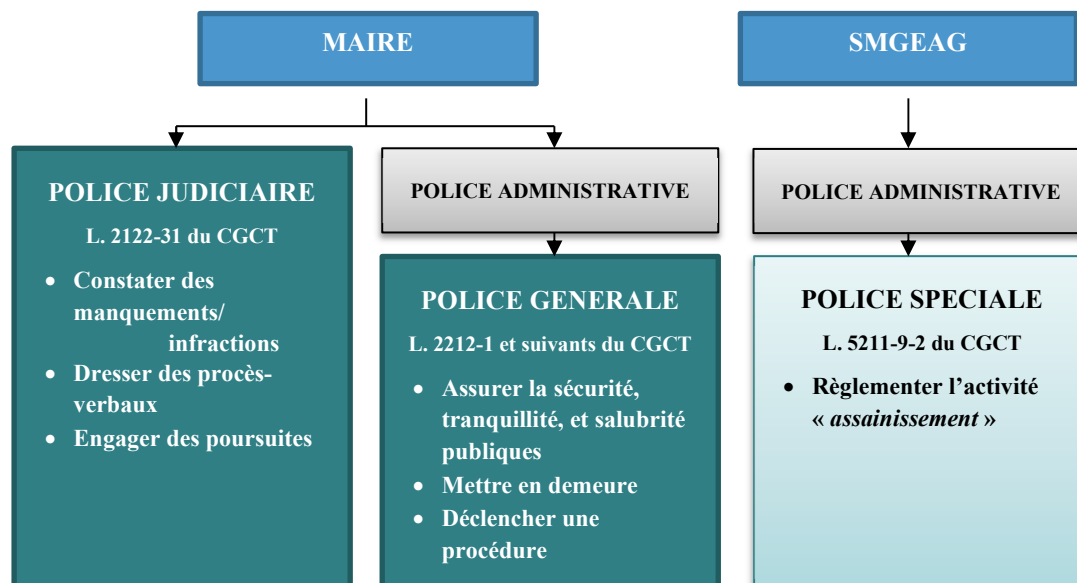
Par la loi de création du SMGEAG, le président du SMGEAG dispose en lieu et place des maires des communes de Guadeloupe du pouvoir de police spéciale de l'activité « *assainissement* ». Il est compétent pour réglementer cette activité et donc édicter des prescriptions techniques complétant les prescriptions fixées par la réglementation nationale en matière d'évacuation, de traitement, d'élimination et d'utilisation des eaux usées.

---

<sup>132</sup> Chiffres détaillés du Département de la Guadeloupe, dossier complet INSEE, février 2025.

<sup>133</sup> Office de l'eau Martinique, Les chiffres clés 2020 de l'eau potable et de l'assainissement en Martinique, page 31.

Schéma n° 6 : pouvoirs de police en assainissement



Source : CRC de Guadeloupe

Dans le cas des installations présentant des dangers pour la santé ou un risque avéré de pollution de l'environnement<sup>134</sup>, le SPANC indique au propriétaire les travaux nécessaires, à réaliser dans un délai maximum de quatre ans. Ce n'est qu'à l'issue de ce délai que le SPANC, constatant que les travaux prescrits n'ont pas été réalisés, a le pouvoir, après mise en demeure, de procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables (article L. 1331-6 du CSP). Il peut également astreindre le propriétaire au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée si son immeuble avait été équipé d'une installation autonome réglementaire (article L. 1331-8 du CSP). Le SMGEAG n'a pas mis en place les moyens nécessaires pour vérifier l'exécution à quatre ans des travaux qu'il a prescrits aux propriétaires d'installations d'ANC non conformes et présentant un danger pour la santé des personnes.

Les maires restent tenus d'intervenir en vertu de l'article L. 2212-2 du CGCT lorsque le fonctionnement d'une installation d'ANC est susceptible de porter atteinte à la salubrité publique ou de provoquer une pollution du milieu récepteur des effluents<sup>135</sup>. Il appartient alors au SMGEAG d'alerter les maires, notamment à la suite de contrôles exceptionnels qui sont effectués sur la base de plaintes écrites pour nuisances causées par une installation d'ANC. En pratique, un maire peut enjoindre à son tour le propriétaire concerné d'effectuer les travaux nécessaires et/ou de raccourcir le délai de quatre ans, fixé par le SPANC, pour les réaliser<sup>136</sup>. Le SMGEAG a élaboré un courrier-type pour alerter les maires et les inciter à « *faire cesser les nuisances en réduisant les délais de mise en conformité* »<sup>137</sup>. Malgré plusieurs courriers d'alerte adressés aux maires de communes concernées, certains portant parfois sur des situations

<sup>134</sup> Article 2 de l'arrêté précité du 27 avril 2012.

<sup>135</sup> CAA Douai, 26 avril 2016, n° 15DA01398.

<sup>136</sup> Article 5 de l'arrêté précité du 27 avril 2012.

<sup>137</sup> Le modèle type du SMGEAG « *Contrôle d'assainissement non collectif dans le cadre d'une plainte* » comporte systématiquement cette mention.

antérieures à la création du syndicat, le SMGEAG constate, selon ses déclarations, l'absence de réponse de la part des municipalités. Cette inaction pourrait engager la responsabilité des maires au titre de leur compétence en matière de police administrative<sup>138</sup>.

#### 3.1.4.2 Les actions d'accompagnement des usagers sont très limitées

Parmi les bonnes pratiques figure l'élaboration d'une charte de qualité<sup>139</sup>. Celle-ci réunit les acteurs locaux (entrepreneurs, artisans, etc.) engagés dans une démarche qualité visant à garantir des installations d'ANC bien conçues, réalisées et entretenues par des professionnels reconnus pour la qualité de leurs prestations. À ce jour, le SMGEAG n'a pas produit un tel document, ni délibéré à ce sujet en comité syndical.

Le SMGEAG indique dans le RPQS 2023 poursuivre l'objectif en partenariat avec la chambre des métiers de former et d'informer les professionnels du métier jusqu'à une labélisation des concepteurs, poseurs et entreprises en charge de l'entretien. La chambre constate cependant qu'une telle démarche ne s'est pas concrétisée.

Malgré le coût que représente la conception et la réalisation d'une installation d'ANC pour les particuliers, les aides à la rénovation de l'habitat sont rarement ciblées sur l'assainissement. Seul l'ODE prévoyait dans son plan pluriannuel d'investissement 2019-2024 un dispositif d'aide spécifique à la mise aux normes et à la réhabilitation des dispositifs d'ANC non conformes dans les zones à enjeux. Mais sur la durée d'exécution de son PPI, seuls deux bénéficiaires ont obtenu une aide.

**Tableau n° 20 : dispositifs d'aides à la réhabilitation pouvant être utilisés pour ANC**

| Montant de l'aide     | Financeur       | Type d'aide  | Bénéficiaire                        | Ciblée « ANC » | SPANC partie prenante |
|-----------------------|-----------------|--|-------------------------------------|----------------|-----------------------|
| < 10 000 €            | Office de l'eau | Mise aux normes et réhabilitation des dispositifs ANC non conformes dans les zones à enjeux du SDAGE | Particulier                         | Oui            | Oui                   |
| [10 000 € - 20 000 €] | Région          | Aide régionale à l'amélioration de l'habitat (ARAH)  | Particulier                         | Non            | Non                   |
| > 20 000 €            | Office de l'eau | Mise aux normes des systèmes d'ANC   | Bailleurs sociaux/maitres d'ouvrage | Oui            | Oui                   |
| > 20 000 €            | État            | Dispositif partenarial de l'habitat (DPAH)   | Particulier                         | Non            | Non                   |

Source : CRC de Guadeloupe

<sup>138</sup> CE, 27 juillet 2015, Cne d'Hébuterne, n° 367484.

<sup>139</sup> Le SMGEAG et la CCMG ont organisé les 6 et 7 novembre 2024 les 4<sup>èmes</sup> assises outre-mer de l'assainissement non collectif. Cette initiative témoigne d'une prise de conscience collective des enjeux que représente la réhabilitation des installations pour la santé publique et la protection de l'environnement. Au cours de cet événement, un atelier a été consacré aux bonnes pratiques pour rendre un service de qualité à l'utilisateur, notamment par l'élaboration de chartes qualité.

Il est important que le SPANC du SMGEAG soit partie prenante des dispositifs d'aide à la rénovation, dans la mesure où il est le seul compétent pour juger de la conformité des installations d'ANC. Pour cela, le SPANC doit améliorer sa performance qui doit se traduire par une montée en compétences sur les contrôles de l'existant et par un accompagnement renforcé des particuliers dans leurs recherches de financement.

**Recommandation n° 11. (performance)** faciliter l'accès des usagers aux aides à la rénovation des systèmes d'ANC.

## 3.2 Une organisation non efficiente et un budget déséquilibré

### 3.2.1 L'organisation du service présente de fortes disparités entre les territoires

#### 3.2.1.1 La coordination entre les territoires compense l'isolement administratif des SPANC

Chaque territoire d'exploitation comporte un département « eau » et un département « assainissement » qui comprend une subdivision SPANC. Face à l'urgence de rétablir un accès permanent à l'eau potable, les priorités du SPANC sont peu audibles et les responsables de services conviennent qu'ils consacrent une faible part de leur activité à l'assainissement non collectif. Dans sa réponse, le SMGEAG indique que « *la sortie des tours d'eau [est] une priorité fixée par la direction générale du SMGEAG. De ce fait, Les chefs de départements assainissement ont été mobilisés sur des sujets autres que l'assainissement non collectif* ».

Les SPANC ont un fonctionnement quasi-autonome au sein de leur direction territoriale. Une harmonisation des procédures a été pilotée sous l'égide de la direction technique au cours de la première année de création du syndicat. Les travaux du groupe de travail « *harmonisation des pratiques* », composé des directeurs assainissement et des responsables SPANC de chaque territoire ont permis de doter le SMGEAG d'un règlement de service, de tarifs uniques pour l'ensemble du territoire, de procédures de contrôle harmonisées et d'outils de gestion informatique communs<sup>140</sup>.

#### 3.2.1.2 Des moyens humains sous-évalués, mal répartis, avec des niveaux de formation hétérogènes

Les effectifs du SPANC varient de neuf agents sur le territoire Basse-Terre à quatre pour les territoires Centre et Grande-Terre sans lien direct avec le volume d'activité. En effet, alors que la communauté d'agglomération du Grand Sud Caraïbe connaît un déclin démographique<sup>141</sup>, le marché immobilier reste dynamique sur le territoire de la « Riviera du

<sup>140</sup> Cinq réunions « *harmonisation des pratiques d'exploitation dédiée au SPANC* » se sont tenues sous la coordination de la direction technique du 28 septembre 2021 au 13 janvier 2022.

<sup>141</sup> Insee, « *En 2020, 15 % des logements sont vacants en Guadeloupe* », flash Guadeloupe, n° 196, janvier 2024.

Levant », ce qui induit pour la direction territoriale de Grande-Terre un nombre de contrôles de conception et de contrôles lors des ventes immobilières plus important.

**Tableau n° 21 : répartition des effectifs « SPANC » entre territoires d'exploitation**

|                         | Basse-Terre | Centre   | Grande-Terre |
|-------------------------|-------------|----------|--------------|
| Responsable SPANC       | 1           | 1        | 1            |
| Technicien              | 4           | 2        | 3            |
| Personnel administratif | 4           | 1        | 0            |
| <b>Total effectif</b>   | <b>9</b>    | <b>4</b> | <b>4</b>     |

Source : SMGEAG

La répartition des effectifs entre les territoires ne correspond pas aux besoins du terrain, mais témoigne de l'héritage des anciens opérateurs et de freins puissants à la mobilité géographique. Malgré plusieurs campagnes de mobilité interne, aucun redéploiement des agents n'a eu lieu.

Les activités du SPANC sont organisées différemment au sein de chaque territoire en raison de niveaux de formation hétérogènes. Sur le territoire de Basse-Terre, les fonctions d'accueil et d'information du public ainsi que le suivi de la relation contractuelle avec les usagers (facturation, transmission de l'avis de contrôle) sont séparées de la fonction de contrôle et de rédaction du rapport de visite. A contrario, sur le territoire de Grande-Terre, les agents sont polyvalents et assurent la gestion complète de leurs dossiers.

En se limitant aux contrôles sur demande des maîtres d'ouvrage à l'occasion de ventes immobilières, les SPANC n'excèdent pas la capacité de leurs moyens humains et sont en mesure de respecter les délais de remise des avis. Cependant, y compris dans le cadre de ces contrôles, les SPANC sont confrontés à plusieurs freins qui limitent le nombre de contrôles qu'ils pourraient effectuer. À la différence de l'avis conforme du contrôle de conception requis pour l'obtention d'un permis de construire, le contrôle d'exécution n'est pas assorti d'une contrainte légale : seulement 10 % des contrôles de conception font l'objet d'un contrôle d'exécution postérieur. De même, les SPANC ne sont pas toujours informés par les notaires, comme la loi les y oblige pourtant<sup>142</sup>, des dates de ventes immobilières qui leur permettraient de planifier les visites de contrôle dans le délai d'un an après les actes de vente afin de vérifier l'achèvement des travaux prescrits. Le nombre de contrôle lors d'une vente immobilière (733 en 2023) représente à peine un quart du nombre de ventes immobilières (3000) sur la Guadeloupe<sup>143</sup>.

Le SPANC pourrait accroître son volume de contrôles en révisant son règlement de service et par une meilleure coordination avec les communes. Le règlement de service actuel

<sup>142</sup> La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets impose aux notaires d'informer l'autorité compétente en matière d'ANC de la date de la vente, ainsi que les nom et adresse de l'acquéreur de ce bien, au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique de vente d'un immeuble à usage d'habitation doté d'un dispositif d'ANC.

<sup>143</sup> Observatoire de l'immobilier – Volume des ventes Guadeloupe (février 2024 à janvier 2025).

prévoit à la fois un dossier de demande d'une installation d'un dispositif d'ANC comportant obligatoirement une étude de sol et une visite sur site réalisée par le SPANC. Or, l'étude de sol suffit à établir le choix de la filière et le mode d'évacuation des eaux usées traitées. Le temps dégagé par l'abandon des visites sur site pourrait alors être consacré à l'amélioration du nombre de contrôles d'exécution. Dans sa réponse, le SMGEAG précise toutefois que ces gains de temps seraient prioritairement utilisés pour améliorer les délais de traitement des contrôles de conception, les contrôles d'exécution dépendant avant tout de l'initiative des usagers à en faire la demande. Pour cela, le SPANC pourrait diffuser largement une bonne pratique de certaines communes consistant à subordonner la délivrance d'une attestation d'achèvement et de conformité des travaux (DAACT) à la production d'un avis de contrôle d'exécution conforme. Le SMGEAG doit mieux coordonner son action avec celles des communes et des offices notariaux pour la délivrance des permis de construire et les mutations de biens.

### **3.2.2 L'équilibre financier n'est assuré que par des financements exceptionnels**

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (SPIC) soumis au principe d'individualisation financière et comptable. Il doit être intégralement financé par les redevances. Bien que son activité ait démarré dès 2021 (cf. tableau n° 1 du 3.1.3.), le budget annexe « *SPANC* » n'apparaît au sein de la structure budgétaire du SMGEAG que lors de l'exercice 2022. Sur les exercices disponibles (2022 et 2023), l'équilibre financier n'est assuré que par des financements externes exceptionnels.

Le SPANC est financé par la redevance (critères différents en fonction de la nature et du type de contrôle) qui est versée par les usagers en contrepartie du service rendu matérialisé par les contrôles réglementaires. Si le SMGEAG indique que les tarifs de ces contrôles ont été calculés au plus près de leur coût réel, les produits issus de ces contrôles ne suffisent pas à couvrir les charges de gestion du service.

Les produits de gestion du SPANC sont constitués principalement de la redevance d'ANC versée par les usagers pour le paiement des contrôles. Celui-ci intervient une fois la prestation effectivement réalisée. Le SMGEAG a d'abord repris sans changement la tarification des anciens opérateurs en fonction de leur territoire avant de définir par délibération une grille tarifaire unique applicable à l'ensemble de la Guadeloupe (hormis Marie-Galante)<sup>144</sup>.

---

<sup>144</sup> Délibération n°CS2022-05-031/4 portant approbation du règlement de service assainissement non collectif.

**Tableau n° 22 : redevances forfaitaires pour les installations inférieures à 20 EH (en € TTC)**

| Les tarifs applicables aux 01/01/2023 et 01/01/2024 |   |                                       |             |   |
|---|---|---------------------------------------|-------------|---|
| Compétences obligatoires                            | Tarifs moyens 2019 (minimum - maximum) Anciens opérateurs | Tarifs SMGEAG à compter du 01/01/2023 | Tarifs CCMG | Fourchettes de redevance au niveau national (2017) <sup>145</sup> |
| Tarif du contrôle de conception                     | 64,51 – 112,00  | 118,00                                | 114,00      | Entre 50 et 100 €   |
| Tarif du contrôle de bonne exécution                | 95,00 – 119,81  | 163,00                                | 122,00      | Entre 50 et 100 €   |
| Tarif du contrôle de vente immobilière              | 92,00 – 137,80  | 165,00                                | 149,00      | Entre 80 et 150 €   |
| Tarif du contrôle de diagnostic de l'existant       | 60,00 – 137,80  | 135,00                                | Gratuit     | Entre 68 et 112 €   |

Source : Annexe du règlement de service ANC et ODE (les chiffres clés de l'eau et de l'assainissement 2021)

Les tarifs délibérés par le SMGEAG présentent des hausses de prix significatives par rapport aux tarifs maximum pratiqués par les anciens exploitants (entre 5,4 et 36 % d'augmentation selon les types de contrôle). Selon le SMGEAG, les montants de ces tarifs sont fixés de façon à couvrir entièrement le coût d'exploitation du SPANC.

Le résultat d'exploitation montre que le SPANC ne parvient pas à couvrir ses charges uniquement par les produits de son activité. Alors que « les principales recettes perçues par la grande majorité des SPANC correspondent aux redevances de contrôles périodiques »<sup>146</sup>, le SPANC du SMGEAG, qui n'a pas mis en œuvre les contrôles de bon fonctionnement et les contrôles périodiques qui en résultent (cf. 3.1.3.), ne peut compter que sur les redevances de contrôles des installations neuves ou à réhabiliter et réalisés au moment des ventes.

**Tableau n° 23 : résultat d'exploitation affiché – en €**

|                                   | 2022    | 2023    | 2024 (simulation) |
|-----------------------------------|---------|---------|-------------------|
| Total des produits d'exploitation | 538 604 | 655 546 | 699 674           |
| Total des charges d'exploitation  | 479 097 | 571 763 | 601 348           |
| Résultat d'exploitation courant   | 59 507  | 83 783  | 98 326            |

Source : comptes administratifs du SMGEAG

Pour rappel, les SPIC sont soumis aux principes de l'équilibre financier au moyen de la seule redevance perçue auprès des usagers et de spécialisation du budget selon lequel les recettes générées par l'activité doivent couvrir intégralement ses dépenses. Il existe des dérogations prévues à l'article L. 2224-2 du CGCT, mais elles ne s'appliquent pas au syndicat. Or, l'équilibre budgétaire du service SPANC est réalisé depuis sa création en 2022 par des financements externes exceptionnels. Dans sa réponse, le SMGEAG souligne que les SPANC en régie directe ne sont que rarement excédentaires. Toutefois, la chambre rappelle, au vu de

<sup>145</sup> Ministère de l'écologie & FNCCR, Enquête nationale sur le financement des SPANC – restitution des résultats, juin 2017.

<sup>146</sup> Enquête nationale sur le financement des SPANC précitée.



tout ce qui précède, que le SMGEAG n'a pas produit d'efforts suffisants pour dégager des ressources supplémentaires.

En effet, les résultats des exercices 2022 et 2023 ne deviennent excédentaires qu'à la faveur de financements externes exceptionnels obtenus par le syndicat grâce au soutien de l'État. Il s'agit d'une part du prêt bancaire Afd/Bdt (première tranche de 25 M€ dont 250 000 euros ont été affectés au budget SPANC 2022) et d'autre part d'une subvention exceptionnelle de l'État dans le cadre du contrat d'accompagnement renforcé (subvention de 24 M€ dont 270 000 euros ont été affectés au budget SPANC 2023). Afin de donner une vision juste de l'équilibre financier du service, il convient de retraiter toutes les opérations afférentes à ces soutiens exceptionnels accordés spécifiquement pour accompagner le SMGEAG dans sa trajectoire de retour à l'équilibre.

**Tableau n° 24 : résultat de l'exercice retraité par la chambre – en €**

|  | 2022      | 2023      | 2024 (simulation*) |
|--|-----------|-----------|--------------------|
| Total des produits d'exploitation                | 538 604   | 715 053   | 699 674            |
| <i>Prêt AFD</i>                                  | - 250 000 |           |                    |
| <i>Subvention exceptionnelle de l'État</i>       |           | - 270 000 | - 230 000          |
| <b>Total des produits d'exploitation corrigé</b> | 288 604   | 445 053   | 469 674            |
| Total des charges d'exploitation                 | 479 097   | 571 763   | 601 348            |
| <i>Amortissement du prêt AFD</i>                 | - 25 000  | - 25 000  | - 25 000           |
| <i>Intérêts du prêt bancaire AFD</i>             | - 6 103   | - 8 450   | - 8 450            |
| <i>Restes à réaliser reportés en N+1</i>         |           | - 6 590   | - 7 612            |
| <b>Total des charges d'exploitation corrigé</b>  | 447 994   | 531 723   | 560 287            |
| Report de n-1                                    |           | - 159 390 | - 246 059          |
| <b>Résultat d'exploitation cumulé</b>            | - 159 390 | - 246 059 | - 336 672          |
| <b>Résultat annuel d'exploitation</b>            | - 159 390 | - 86 670  | - 90 612           |

Source : CRC de Guadeloupe. \*Les chiffres de 2024 sont estimés sur la base du Rapport d'orientation budgétaire 2025 (hors restes à réaliser) et de l'exécution 2023.

Hors financements externes, le SPANC affiche un résultat d'exercice déficitaire sur deux exercices consécutifs. Le résultat cumulé retraité atteint en 2023 un déficit de 246 059 euros contre un excédent de 83 783 euros sans retraitement.

### 3.2.3 Des mesures sont nécessaires pour rééquilibrer le budget

Le SPANC doit d'abord accroître son activité de contrôle. Le niveau des recettes est directement lié au nombre d'installations contrôlées. Actuellement, chaque agent effectue en moyenne moins d'un contrôle par jour travaillé, un rythme insuffisant pour assurer l'équilibre budgétaire du service. En retenant une hypothèse modérée de quatre contrôles par jour et par agent, à raison de 2 h par contrôle<sup>147</sup>, le service pourrait générer jusqu'à 1,4 M€ de recettes

<sup>147</sup> Ministère de l'écologie & FNCCR, Enquête nationale sur le financement des SPANC – restitution des résultats, juin 2017, page 9.

supplémentaires par an. L'activité de facturation pourrait être mutualisée avec la direction clientèle afin que les agents se consacrent pleinement aux contrôles et aux visites. Dans sa réponse, même s'il reconnaît que cela « *serait un réel partage de savoirs et un gain d'efficacité* », le SMGEAG affirme toutefois que le service clientèle ne pourrait intégrer dans son plan de charge l'émission des factures du SPANC. La chambre considère au contraire que, compte tenu de l'activité actuelle du SPANC, la direction clientèle serait en mesure d'absorber quelques milliers de factures supplémentaires, alors qu'elle en traite déjà plusieurs centaines de milliers.

---

### CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

---

*Le SMGEAG doit pouvoir mesurer la performance des installations et contribuer à l'augmenter, au regard du nombre d'habitants desservis par une installation d'ANC (56 % de la population est concernée). La création du SMGEAG a permis d'étendre le SPANC à l'ensemble des communes de Guadeloupe (hors Marie-Galante).*

*Cependant, à l'instar de ses prédécesseurs, le SPANC du SMGEAG se limite à la réalisation des contrôles sur demande (nouvelle installation, réhabilitation et mutations). Son volume d'activité reste trop faible au regard du nombre d'habitants dont les eaux usées sont traitées par un dispositif d'ANC autonome et des enjeux environnementaux. Il doit sans délai planifier et mettre en route une campagne de contrôles de l'existant afin de respecter la réglementation en vigueur depuis 2013, de connaître le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'ANC. Le dimensionnement de ses équipes lui permet de réaliser déjà plus de 10 000 contrôles supplémentaires par an. En contrepoint de ses contrôles, le SPANC doit accroître son niveau de service et mettre en place une stratégie visant à encourager la mise en normes des installations par un ensemble d'actions de communication, d'information, de sensibilisation et d'accompagnement.*

*L'activité du SPANC ne permet pas au service d'atteindre l'équilibre budgétaire autrement que par le soutien de financements externes exceptionnels. Il est nécessaire que le SPANC augmente sa productivité. Cela passe notamment par une mutualisation de l'accueil et de la facturation, permettant d'augmenter le temps consacré aux contrôles et aux visites.*

---

## ANNEXES

|  |    |
|--|----|
| Annexe n° 1. Sigles .....  | 84 |
| Annexe n° 2. Glossaire « assainissement » .....  | 86 |
| Annexe n° 3. Données relatives à l'assainissement collectif .....                              | 88 |
| Annexe n° 4. Structure des produits et des charges de l'assainissement collectif .....         | 94 |
| Annexe n° 5. Mini-step privées hors-services .....   | 96 |
| Annexe n° 6. Structures des charges et des produits de l'assainissement non<br>collectif ..... | 98 |

## Annexe n° 1. Sigles

### A

- AEP : Alimentation en Eau Potable
- AFD : Agence Française de Développement
- ANSES : Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail
- ARAH : Aide régionale à l'amélioration de l'habitat
- ARS : Agence Régionale de Santé

### B

- BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières

### C

- CAGSC : Communauté d'Agglomération Grand Sud Caraïbe
- CARL : Communauté d'Agglomération de la Riviera du Levant
- CCMG : Communauté de Communes de Marie-Galante
- CEB : Comité de l'Eau et de la Biodiversité
- CEE : Communauté économique européenne
- CJF : code des juridictions financières
- CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales.
- CJUE : Cour de Justice de l'Union Européenne
- CLA : Comité Local d'Accompagnement
- COROM : Contrat de redressement en outre-mer
- CSP : Code de la Santé Publique

### D

- DAACT : Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux.
- DAF : Direction des Affaires Financières
- DCE : Directive Cadre sur l'Eau
- DCO : Demande Chimique en Oxygène
- DEAL : Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
- DECI : Défense Extérieure Contre l'Incendie
- DERU : Directive cadre sur les eaux résiduaires urbaines
- DIP : pompe *direct in ligne*
- DPAH : Dispositif partenarial de l'habitat
- DSP : Délégation de Service Public

### E

- EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale
- EPIC : Établissement Public à caractère Industriel et Commercial

- ETP : Équivalent Temps Plein

## **F**

- FEDER : Fonds Européen de Développement Régional

## **G**

- GEPU : Gestion des Eaux Pluviales Urbaines

## **I**

- IOTA : Installations, Ouvrages, Travaux et Activités

## **M**

- MECOT : Masses d'eau côtières
- MES : Matières en Suspension

## **N**

- NGL : Azote global

## **O**

- ODE : Office de l'eau
- OFB : Office Français de la Biodiversité

## **P**

- PANANC : Plan d'Action National pour l'Assainissement Non Collectif
- PFAC : Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif
- PLU : Plan Local d'Urbanisme
- PPI : Programme pluriannuel d'investissement

## **R**

- RAR : Restes-à-réaliser
- RENOC : Régie des Eaux Nord Caraïbes
- RHI : Résorption de l'Habitat Insalubre
- RPQS : Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

## **S**

- SIG : Système d'information géographique

## Annexe n° 2. Glossaire « assainissement »

Les définitions listées ci-après sont tirées de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif

**"Agglomération d'assainissement"** : conformément à la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux résiduaires urbaines et à l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales, une zone dans laquelle la population et les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux usées pour les acheminer vers une station de traitement des eaux usées ou un point de rejet final. Dans certains cas, les eaux usées d'une même agglomération peuvent être acheminées vers plusieurs stations de traitement des eaux usées et donc avoir plusieurs points d'évacuation finale.

**"Capacité nominale de traitement"** : la charge journalière maximale de DBO5 admissible en station, telle qu'indiquée dans l'acte préfectoral, ou à défaut fournie par le constructeur.

**"Charge brute de pollution organique (CBPO)"** : conformément à l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales, le poids d'oxygène correspondant à la demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBO5) calculé sur la base de la charge journalière moyenne de la semaine au cours de laquelle est produite la plus forte charge de substances polluantes dans l'année. La CBPO permet de définir la charge entrante en station et la taille de l'agglomération d'assainissement.

**"Déversoir d'orage"** : tout ouvrage équipant un système de collecte en tout ou partie unitaire et permettant, en cas de fortes pluies, le rejet direct vers le milieu récepteur d'une partie des eaux usées circulant dans le système de collecte. Un trop-plein de poste de pompage situé à l'aval d'un secteur desservi en tout ou partie par un réseau de collecte unitaire est considéré comme un déversoir d'orage.

**"Déversoir en tête de station"** : ouvrage de la station de traitement des eaux usées permettant la surverse de tout ou partie des eaux usées vers le milieu récepteur avant leur entrée dans la filière de traitement.

**"Eaux claires parasites"** : les eaux claires, présentes en permanence ou par intermittence dans les systèmes de collecte. Ces eaux sont d'origine naturelle (captage de sources, drainage de nappes, fossés, inondations de réseaux ou de postes de refoulement...) ou artificielle (fontaines, drainage de bâtiments, eaux de refroidissement, rejet de pompe à chaleur, de climatisation...).

**"Eaux pluviales"** : les eaux de ruissellement résultant des précipitations atmosphériques.

**"Réseau de collecte unitaire"** : réseau de canalisations assurant la collecte et le transport des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales d'une agglomération d'assainissement.

**"Réseau de collecte séparatif"** : réseau de canalisations assurant la collecte et le transport des eaux usées à l'exclusion des eaux pluviales d'une agglomération d'assainissement. Le cas échéant, un second réseau de canalisations distinct et déconnecté du premier peut collecter et transporter des eaux pluviales.

**"Station de traitement des eaux usées"** : une installation assurant le traitement des eaux usées. Elle se compose des ouvrages de traitement des eaux usées et des boues, du déversoir en

tête de station et d'éventuels ouvrages de dérivation en cours de traitement. La station d'épuration mentionnée dans le code général des collectivités territoriales et le code de l'environnement est une station de traitement des eaux usées.

**"Système de collecte"** : un réseau de canalisations (et ouvrages associés) qui recueille et achemine les eaux usées depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, ou depuis les immeubles à assainir dans le cas d'une installation d'assainissement non collectif, jusqu'au point de rejet dans le milieu récepteur ou dans la station de traitement des eaux usées.

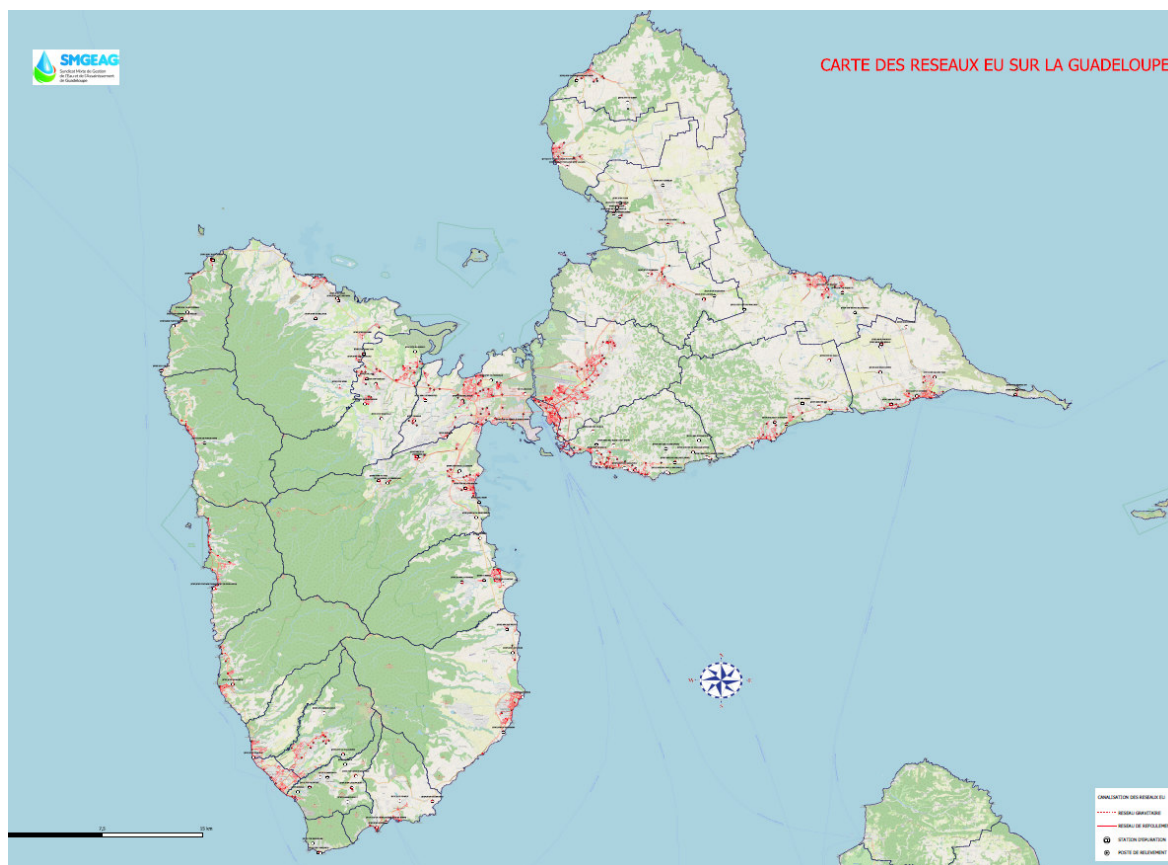
**"Système d'assainissement"** : l'ensemble des ouvrages constituant le système de collecte et la station de traitement des eaux usées et assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur. Dans le cas où les stations de traitement des eaux usées sont interconnectées, elles constituent avec les systèmes de collecte associés un unique système d'assainissement. Il en est de même lorsque l'interconnexion se fait au niveau de plusieurs systèmes de collecte. Il peut s'agir d'un système d'assainissement collectif ou d'une installation d'assainissement non collectif

**"Système d'assainissement collectif"** : tout système d'assainissement constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées, et des ouvrages assurant l'évacuation des eaux usées traitées vers le milieu récepteur, relevant en tout ou partie d'un ou plusieurs services publics d'assainissement visés au II de l'article L. 2224-7 du code général des collectivités territoriales.

**"Installation d'assainissement non collectif"** : toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées telles que définies aux points 12 et 13 de cet article des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

### Annexe n° 3. Données relatives à l'assainissement collectif

Carte n° 10 : carte des réseaux d'eaux usées sur la Guadeloupe



Source : SMGEAG

Tableau n° 25 : évolution de l'indice de connaissance et gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées

| Entité de gestion           | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-----------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| RENOC                       | 30   | 80   | 90   |      |      |      |      |      |      |      |
| SIAEAG                      |      |      |      |      | 10   | 10   | 15   |      |      |      |
| Vieux-Habitants, Bouillante |      |      |      |      | 89   | 88   | 99   | 98   | 98   | 98   |
| Trois Rivières              |      |      |      |      | 0    | 0    | 0    |      |      |      |
| Pointe Noire                |      | 15   | 39   | 90   | 90   | 90   | 88   | 89   | 86   | 86   |
| Lamentin                    |      |      |      |      |      | 66   | 30   | 25   | 25   | 25   |
| SMGEAG                      |      |      |      |      |      |      |      | 15   | 15   | 15   |

Source : SMGEAG



**Tableau n° 26 : répartition des usagers de l'assainissement collectif sur le territoire au 31/12/2023 - Territoire en régie directe**

| Basse-Terre    |                  | Centre         |                  | Grande Terre   |                  |
|----------------|------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|
| STEP           | Nombre d'abonnés | STEP           | Nombre d'abonnés | STEP           | Nombre d'abonnés |
| Baillif        | 1 122            | Baie-Mahault   | 6 936            | Anse Bertrand  | 856              |
| Basse-Terre    | 3 334            | Capesterre     | 2 919            | La Désirade    | 3                |
| Gourbeyre      | 1 092            | Les Abymes     | 17 653           | Le Gosier      | 5 103            |
| Goyave         | 1 789            | Pointe à Pitre | 10 094           | Le Moule       | 4 042            |
| Petit-Bourg    | 3 467            | Terre de Bas   | 2                | Morne à l'Eau  | 2 076            |
| Saint Claude   | 964              | Terre de Haut  | 593              | Petit Canal    | 442              |
| Sainte Rose    | 1 671            |                |                  | Port Louis     | 1 786            |
| Trois Rivières | 959              |                |                  | Sainte Anne    | 2 861            |
| Deshaies       | 112              |                |                  | Saint François | 3 556            |
| <b>Total</b>   | <b>14 510</b>    |                | <b>38 197</b>    |                | <b>20 725</b>    |

Source : projet de rapport d'activités 2023 SMGEAG

**Tableau n° 27 : répartition des usagers de l'assainissement collectif sur le territoire au 31/12/2023 - Territoire en DSP**

| Lamentin | Pointe Noire | Bouillante | Vieux-habitants | Total DSP |
|----------|--------------|------------|-----------------|-----------|
| 2 993    | 721          | 931        | 1 059           | 5 704     |
|          |              | 1 990      |                 |           |

Source : projet de rapport d'activités 2023 SMGEAG

**Tableau n° 28 : STEP de moins de 2 000 EH à l'arrêt en février 2025**

| STEP de moins de 2 000 EH exploitées par le SMGEAG à l'arrêt en février 2025 Commune | Type d'ouvrage | Nom de l'ouvrage | Capacité EH | Situation en février 2025   |
|--|----------------|------------------|-------------|---|
| Sainte-Rose  | step           | Nolivier         | 1500        | Step à l'arrêt avec un entretien des espaces verts seulement. Clôture HS. Absence escaliers prétraitements.                     |
| Sainte-Rose  | step           | Viard            | 1000        | Step située au milieu de propriétés privées. Accès avec véhicule impossible. Réseau déconnecté de la step rejet direct au fossé |
| Trois-Rivières   | mini step      | Mini Acacia      | 112         | Manque de visibilité, végétation abondante  |
| Capesterre-Belle-Eau   | step           | Poirier          | 1000        | Step jamais mise en service depuis 10 ans, local technique inaccessible   |
| Deshaies   | step           | Bas vent         | 800         | Mini step HS avec accès très compliqué à pieds. Système de pompage non immergé. Ouvrages inaccessibles, trop dangereux.         |

| <i>STEP de moins de 2 000 EH exploitées par le SMGEAG à l'arrêt en février 2025</i> Commune | Type d'ouvrage | Nom de l'ouvrage     | Capacité EH | Situation en février 2025   |
|---|----------------|----------------------|-------------|---|
| <i>Le Moule</i>   | step           | Château Gaillard     | 350         | HS  |
| <i>Vieux-Fort</i>   | mini step      | Mini Beau Rivage     | 200         | Boues activées à l'arrêt  |
| <i>Deshaies</i>   | mini step      | Leroux               | 200         | Step abandonnée, desservie par PR Leroux. Les effluents traversent gravitairement la station sans être traités. |
| <i>Petit-Canal</i>  | step           | Débarcadère          | 350         | STEP sous la végétation, accès partiel au site  |
| <i>Morne-à-l'Eau</i>  | step           | Marchand             | 400         | HS  |
| <i>Deshaies</i>   | step           | Résidence les marais | 300         | Mini step en centre-ville. Dans un état d'abandon   |
| <i>Deshaies</i>   | step           | Guyonneau            | 300         | Mini step HS. Les effluents débordent par tampon amont vers réseau EP   |
| <i>Deshaies</i>   | step           | Riflet               | 800         | Mini step à l'arrêt car manque des équipements : motoréducteurs, vérins....                                     |
| <i>Saint-Claude</i>   | mini step      | Morne savon Matouba  | 150         | STEP couvert de végétation  |
| <i>Sainte-Rose</i>  | step           | Zac de la boucan     | 1500        | Accès step bloqué par dépôt sauvage   |
| <i>Trois-Rivières</i>   | mini step      | MINI Fondlo          | 100         | Traitement non fonctionnel, refoulement direct vers réseau principal avec 2 pompes                              |
| <i>Vieux-Fort</i>   | mini step      | Beausoleil           | 70          | Ouvrage inaccessible, couvert de végétation   |
| <i>Gourbeyre</i>  | step           | Champfleury 1        | 400         | STEP Hors servie / débordement  |
| <i>Sainte-Rose</i>  | step           | Bellevue             | 500         | Step HS car équipements trop vieux  |
| <i>Petit-Canal</i>  | step           | Cornet               | 300         | Inaccessible, Sous la végétation  |
| <i>Petit-Canal</i>  | step           | Sainte Amélie        | 250         | STEP inaccessible car sous la végétation  |
| <i>Sainte-Rose</i>  | mini step      | Bone                 | 200         | Station abandonnée aucune maintenance depuis rétrocession. Surverses des effluents depuis le bassin d'aération. |

Source : extraction SIG SMGEAG

Tableau n° 29 : état des lieux des STEP de plus de 2 000 EH en février 2025

| Commune                     | Nom de l'ouvrage               | Capacité EH | Date de mise en service | Situation en février 2025   |
|-----------------------------|--------------------------------|-------------|-------------------------|---|
| <i>Capesterre-Belle-Eau</i> | Dumanoir                       | 16 000      | 2013                    | Step complètement vandalisée / Step à l'arrêt lors de la visite   |
| <i>Baie-Mahault</i>         | Pointe à Donne                 | 45 000      | 1979                    | Step hors service, travaux de renouvellement en cours   |
| <i>Morne-à-l'Eau</i>        | Gedeon                         | 8 000       | 2017                    | Globalement la STEP fonctionne est bien exploitée et suivie. Analyses entrée sortie mensuelles. Suivi débits : journalier. Archives sur PC. Poste de supervision fonctionne : peut tout contrôler depuis le PC. |
| <i>Petit-Bourg</i>          | Petit Bourg                    | 9 500       | 1981                    |   |
| <i>Sainte-Rose</i>          | Bourg                          | 3 000       |                         | Station dans un état proche de l'abandon. Tournes dans un état de délabrement.  |
| <i>Baie-Mahault</i>         | Trioncelle                     | 18 500      | 2015                    | Seuls le Bassin d'aération et le clarificateur sont opérationnels   |
| <i>Le Gosier</i>            | Montauban                      | 15 000      | 2003                    | Seul le bassin d'aération était en fonctionnement lors de la visite / L'arrêt du prétraitement et du clarificateur sont à l'origine de la situation   |
| <i>Goyave</i>               | Goyave                         | 8 550       | 2015                    | Station en bon état de moins de 10 ans. Au vu de toutes les installations, rien vu de suspect. Tout est aux normes. Bétons en bon état. Le DOE complet se trouve à la station. Local électrique climatisé.      |
| <i>Petit-Canal</i>          | projet future STEP Petit Canal | 2 025       |                         | Site de la future STEP qui remplacera les mini step de Petit Canal excepté Bazin. Marché travaux attribué récemment travaux prévus fin 2023. Sera en Filtration plantée de roseaux 3000 EH.                     |
| <i>Anse-Bertrand</i>        | Chapelle                       | 2 000       | 1980                    | 2500 EH   |
| <i>Saint-François</i>       | Cayenne (Saint-François)       | 15 000      | 2000                    | Seul le bassin d'aération était en fonctionnement lors de notre visite / l'arrêt du prétraitement et du clarificateur sont à l'origine de la situation / Forte corrosion liée au sulfures                       |
| <i>Port-Louis</i>           | Lalane                         | 7 000       | 2010                    | Accès step : env. 5 min de route sur chemin de terre accessible en voiture.   |
| <i>Baillif</i>              | Baillif                        | 18 000      | 2010                    | Step bien entretenue / Exploitation par manque de moyen peu satisfaisante / BO non curé donc non fonctionnel / Arrêt de la filière  |
| <i>Trois-Rivières</i>       | Robin                          | 2 500       | 2006                    | Clarificateur en cours de réhabilitation lors de la visite / Fonctionnement dégradé   |
| <i>Le Moule</i>             | Guenette                       | 12 100      | 2012                    | Armoires : portes laissées ouvertes car en attente installation ventilateurs. Voir commentaires photos  |
| <i>Sainte-Anne</i>          | Ffrench                        | 12 500      | 2008                    | La filière Boues et le prétraitement sont à l'arrêt lors de la visite / Autosurveillance non opérationnelle   |

Source : extraction SIG SMGEAG

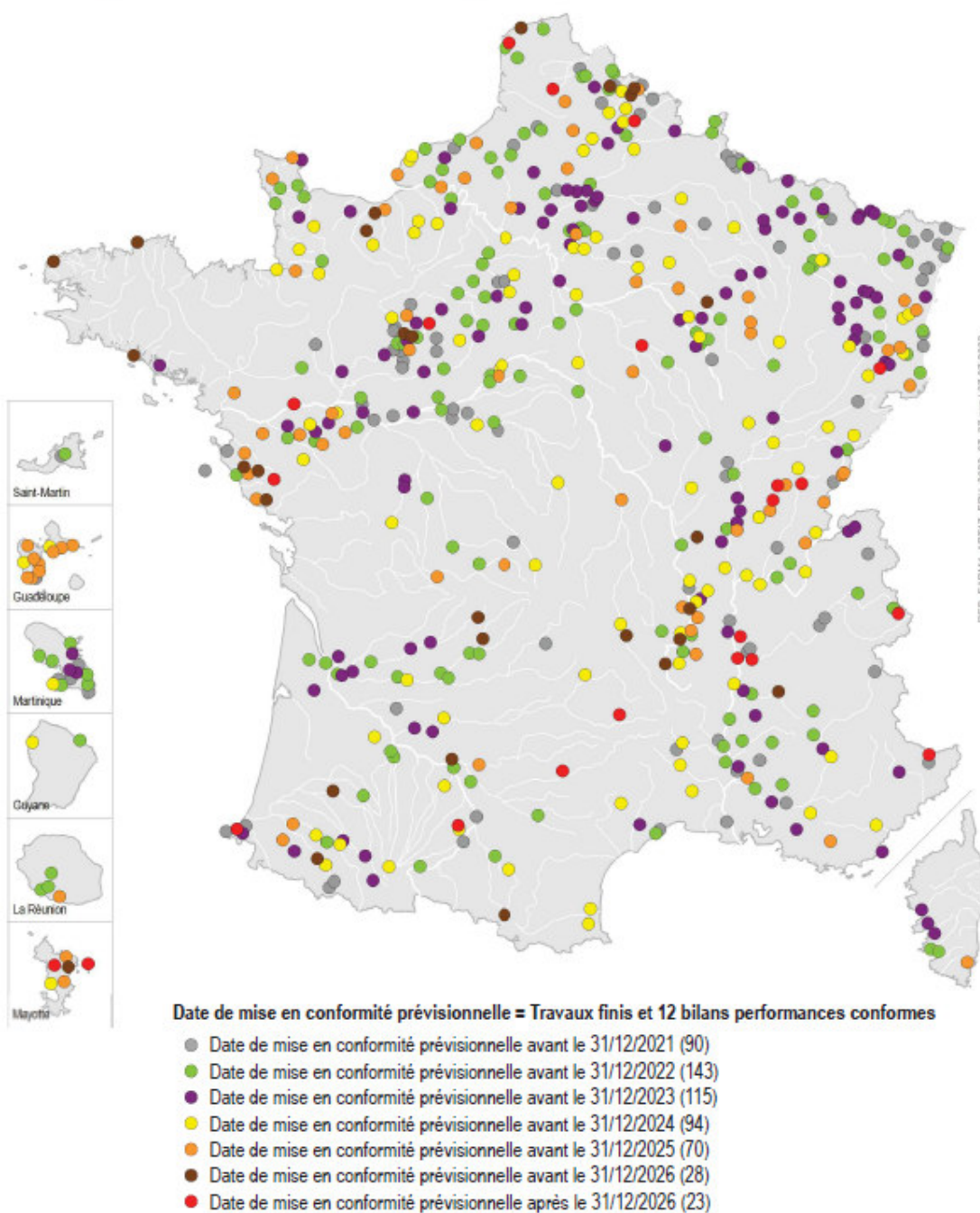
## Carte n° 11 : conformité à la directive ERU 91/271

**Directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires - Article 17**

Données rapportées à la commission européenne en juin 2022 sur la base du fonctionnement annuel 2020  
des systèmes d'assainissement des agglomérations de 2 000 EH et plus

563 systèmes d'assainissement (collecte et/ou station) concernés

La liste des agglomérations d'assainissement non conformes apparaît à la suite de la carte

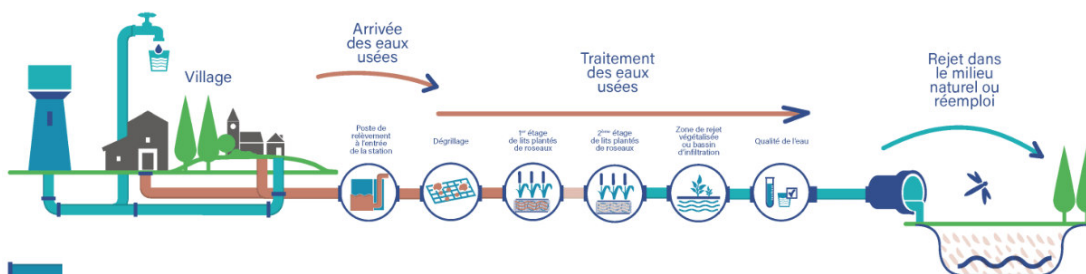


Source : DGALN/DEB/EARM4 (Juin 2022)

**Tableau n° 30 : non-conformité en équipement faute d'auto-surveillance**

| Agglomération            | Rédaction d'un manuel d'autosurveillance (prévision) | Rédaction d'un bilan annuel de fonctionnement (prévision) | Autres   |
|--------------------------|--|---|--|
| ABYMES                   | x (T3 2025)  | x (T3 2025)   |  |
| BASSE-TERRE-1            | x (T3 2025)  | x (T1 2026)   | Modernisation de l'automatisation de la station - T1 2025            |
| CAPESTERRE-BELLE-EAU     | x (T3 2026)  | x (T3 2026)   |  |
| GOSIER-BOURG (Montauban) | x (T3 2025)  | x (T1 2026)   | Remplacement de l'intégralité de l'instrumentation du site - T1 2026 |
| PETIT-BOURG              | x (T3 2025)  | x (T1 2026)   |  |
| PORT-LOUIS (Lalanne)     | x (T2 2026)  | x (T1 2027)   |  |
| SAINTE-ROSE              | x (T3 2025)  | x (T1 2026)   |  |
| SAINT-FRANCOIS (Cayenne) | x (T3 2025)  | x (T1 2026)   | Remplacement des débitmètres et autres appareils de mesure - T1 2026 |

Source : DEAL, rapports de manquement administratif 2024

**Schéma n° 7 : fonctionnement d'une station de traitement des eaux usées en filtres plantés de végétaux**

Source : Eau 17

## Annexe n° 4. Structure des produits et des charges de l'assainissement collectif

Les redevances d'assainissement collectif représentent la principale source de recettes pour ce budget annexe. Les exercices 2023 et 2024 sont marqués par une subvention exceptionnelle de l'État de 8,1 M€ et de 6,1 M€.

**Tableau n° 31 : les produits de gestion en €**

| Chapitre |   | 2021                 | 2022                 | 2023                 | 2024*                |
|----------|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 013      | Atténuations de charges                 | 500 938,87           |                      | 41 065,20            | 39 114,00            |
| 70       | Vente de produits fabriqués             | 5 470 893,32         | 25 058 283,02        | 22 705 184,49        | 20 938 796,37        |
| 74       | Subventions d'exploitation              | 9 625 000,00         |                      |                      | 5 000,00             |
| 75       | Autres produits de gestion courante     | 0,45                 | 85 435,09            | 264 807,21           | 94 930,98            |
|          | <b>Recettes de gestion courante</b>     | <b>15 596 832,64</b> | <b>25 143 718,11</b> | <b>23 011 056,90</b> | <b>21 077 841,35</b> |
| 76       | Produits financiers                     |                      |                      |                      |                      |
| 77       | Produits exceptionnels                  |                      |                      | 8 169 296,70         | 6 132 247,49         |
| 78       | Reprises sur amortissements, provisions |                      |                      | 471 780,83           |                      |
|          | <b>Recettes réelles d'exploitation</b>  | <b>15 596 832,64</b> | <b>25 143 718,11</b> | <b>31 652 134,43</b> | <b>27 210 088,84</b> |
| 042      | Opérations transfert entre sections     |                      | 7 500 000,00         |                      |                      |
| R002     | Excédent d'exploitation N-1             |                      | 8 974 104,59         | 8 194 277,16         | 6 559 499,30         |
|          | <b>Total recettes</b>                   | <b>15 596 832,64</b> | <b>41 617 822,70</b> | <b>39 846 411,59</b> | <b>33 760 588,14</b> |

Source : comptes administratifs - \* chiffres prévisionnels du rapport d'orientations budgétaires 2025 hors restes à réaliser.

Les charges de fonctionnement du budget assainissement collectif sont principalement composées de charges à caractère général dont le remboursement de frais de personnel au budget principal. La méthode de comptabilisation des dépenses par budget a été modifiée en 2023 : La rémunération des personnes du service exploitation sont désormais rattachés au budget de l'assainissement collectif et la part de l'assainissement dans les charges communes a ainsi diminué, passant de 47 % à 30 %. À compter de 2022, une dotation aux provisions de 7,1 et 5,1 M€ est inscrite pour prévoir le non-recouvrement de recettes dans la mesure où le taux de recouvrement est de 66 %.

**Tableau n° 32 : les charges de gestion en €**

| Chapitre |                             | 2021         | 2022          | 2023          | 2024*         |
|----------|-----------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|
| 011      | Charges à caractère général | 898 274,32   | 17 525 844,50 | 14 649 291,86 | 14 488 245,51 |
| 012      | Charges de personnel        | 4 955 152,00 |               | 3 911 523,75  | 3 629 551,91  |

| <i>Chapitre</i> |  | 2021                | 2022                 | 2023                 | 2024*                |
|-----------------|--|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| 014             | Atténuations de produits               | 231 956,20          | 1 979 067,60         | 3 379 985,05         | 1 913 410,49         |
| 65              | Autres charges de gestion courante     | 3 596,16            |                      | 21 531,07            | 145 000,00           |
|                 | <b>Dépenses de gestion courante</b>    | <b>6 088 978,68</b> | <b>19 504 912,10</b> | <b>21 962 331,73</b> | <b>20 176 207,91</b> |
| 66              | Charges financières                    |                     | 760 948,12           | 2 152 469,88         | 2 074 739,37         |
| 67              | Charges exceptionnelles                | 80,00               | 15 070,92            | 201 065,05           | 2 149 000,00         |
| 68              | Dotations aux provisions               |                     | 7 140 203,10         | 5 151 176,40         | 3 916 422,00         |
|                 | <b>Dépenses réelles d'exploitation</b> | <b>6 089 058,68</b> | <b>27 421 134,24</b> | <b>29 467 043,06</b> | <b>28 316 369,28</b> |
| 023             | Virement à la section d'investissement |                     |                      |                      |                      |
| 042             | Opérations de transfert entre sections |                     | 7 750 000,00         | 6 750 000,00         | 5 100 831,50         |
| 043             | Fonctionnement opérations d'ordre      |                     |                      |                      |                      |
|                 | <b>Total dépenses</b>                  | <b>6 089 058,68</b> | <b>35 171 134,24</b> | <b>36 217 043,06</b> | <b>33 417 200,78</b> |

Source : comptes administratifs - \* chiffres prévisionnels du rapport d'orientations budgétaires 2025 hors restes à réaliser.



## Annexe n° 5. Mini-step privées hors-services

**Photo n° 2 : Installation hors-service de la SIKOA, La Jaille**



*Source : commission de surveillance du SMGEAG*

**Photo n° 3 : installation hors-service de la SEMAG, section La Boucan Sainte-Rose**



*Source : commission de surveillance du SMGEAG*



**Photo n° 4 : installations hors-services de la SEMSAMAR à Goyave et aux Abymes**



*Source : commission de surveillance du SMGEAG*

## Annexe n° 6. Structures des charges et des produits de l'assainissement non collectif

Les produits de gestion du SPANC sont constitués principalement de la redevance d'ANC versée par les usagers pour le paiement des contrôles.

**Tableau n° 33 : les produits d'exploitation – en €**

| Chapitre                        |  | 2022           | 2023           | 2024 (simulation) <sup>148</sup> |
|---------------------------------|--|----------------|----------------|----------------------------------|
| 13                              | Atténuations de charges                | -              | 2 477          | 2 822                            |
| 70                              | Vente de produits fabriqués            | 288 604        | 383 068        | 383 068                          |
| 75                              | Autres produits de gestion courante    | -              | 1              | 1                                |
| Recettes de gestion courante    |  | 288 604        | 385 546        | 385 891                          |
| 77                              | Produits exceptionnels                 | -              | 270 000        | 230 000                          |
| Recettes réelles d'exploitation |  | 288 604        | 655 546        | 615 891                          |
| 42                              | Opérations de transfert entre sections | 250 000        | -              |                                  |
| R002                            | Excédent d'exploitation N-1            |                | 59 507         | 83 783                           |
| <b>Total recettes</b>           |  | <b>538 604</b> | <b>715 053</b> | <b>699 674</b>                   |

Source : comptes administratifs du SMGEAG 2022-2023

Les libellés des opérations comptabilisées au compte 7062 « redevances ANC » ne permettent pas d'identifier si le SPANC a facturé, comme le prévoit son règlement de service, des pénalités financières ou des redevances liées aux contre-visites.

L'exercice 2021 mis à part (aucune recette constatée malgré 567 contrôles effectués sur le dernier quadrimestre), les redevances sont en hausse de 33 % entre 2022 et 2023. Cependant, ces produits ne représentent que 64 % des charges de gestion de l'exercice 2022 et 72 % de celles de l'exercice 2023.

Les charges courantes du service sont en augmentation de 20 % entre 2022 et 2023 alors que l'effectif des agents est resté stable et que le volume des contrôles a légèrement fléchi en 2023. Pourtant, entre 2022 et 2023, la participation du budget assainissement non collectif est passée de 3 % à 1 % des charges communes comptabilisées sur le budget principal. À l'intérieur des frais facturés au SPANC en 2023 par le budget principal, les postes de dépenses les plus importants sont par ordre décroissant les salaires, les frais de déplacement (locations mobilières et carburants), les frais de communication et les services bancaires, diverses dépenses et, enfin, les locations immobilières.

Sur la période sous revue, la méthode de comptabilisation des charges de personnel a également changé. Entièrement prises en charge pour l'ensemble des budgets annexes du SMGEAG par le budget principal en 2022 via des « remboursements de frais », les charges des personnels d'exploitation sont prises en charge directement à partir de 2023 sur chaque budget annexe en fonction de la compétence considérée (eau, assainissement collectif, assainissement non collectif).

Les charges de personnel facturées en 2023 par le budget principal (fonctions support et soutien) au budget SPANC sont plus élevées que les charges de personnel propres à l'activité

<sup>148</sup> Pour les besoins de l'analyse et en l'absence de titre de recettes constaté au chapitre 70, la simulation prévoit un niveau de recettes au moins équivalent à l'année 2023, année de référence.

SPANC. La ligne « *remboursement de frais* » qui correspond donc à des frais de structure constitue en 2023 le premier poste de dépenses du budget SPANC avec 60 % du total des charges de gestion courantes.

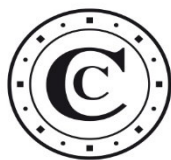
**Tableau n° 34 : charges d'exploitation – en €**

| Chapitre                        |  | 2022           | 2023           | 2024<br>(simulation) <sup>149</sup> |
|---------------------------------|--|----------------|----------------|-------------------------------------|
| 11                              | Charges à caractère général            | 447 994        | 329 203        | 344 195                             |
| 12                              | Charges de personnel                   | -              | 206 707        | 222 322                             |
| 65                              | Autres charges de gestion courante     | -              | 2 402          | 1 381                               |
| Dépenses de gestion courante    |  | 447 994        | 538 313        | 567 898                             |
| 66                              | Charges financières                    | 6 103          | 8 450          | 8 450                               |
| Dépenses réelles d'exploitation |  | 454 097        | 546 763        | 576 348                             |
| 42                              | Opérations de transfert entre sections | 25 000         | 25 000         | 25 000                              |
| <b>Total dépenses</b>           |  | <b>479 097</b> | <b>571 763</b> | <b>601 348</b>                      |

Source : comptes administratifs du SMGEAG

---

<sup>149</sup> Pour les besoins de l'analyse et en l'absence de remboursement de frais constaté au chapitre 11, il convient d'anticiper un montant au moins équivalent à l'année 2023 qui est l'année de référence.



Chambre régionale des comptes de Guadeloupe  
Parc d'activités La Providence – Kann'Opé – Bât. D – CS 1811  
97181 LES ABYMES CEDEX  
Adresse mél. [antillesguyane@crtc.ccomptes.fr](mailto:antillesguyane@crtc.ccomptes.fr)  
[www.ccomptes.fr/fr/crtc-antilles-guyane](http://www.ccomptes.fr/fr/crtc-antilles-guyane)